

rapport annuel_2009

DES BASES
SOLIDES

GÉNÈRENT DE
GRANDES OPPORTUNITÉS



_la force de l'engagement^{MC}



SERVICES AXÉS
SUR LA VALEUR

ENGAGEMENT
ENVERS LA QUALITÉ


OFFRE
GLOBALE

PRÉSENCE LOCALE ET
SERVICES À DISTANCE

SERVICES AXÉS SUR LA VALEUR
ENGAGEMENT ENVERS LA QUALITÉ

OFFRE GLOBALE

PRÉSENCE LOCALE ET SERVICES À DISTANCE



Nous sommes déterminés à fournir à nos clients une valeur supérieure lors de chaque investissement qu'ils nous confient. CGI offre des services en technologies de l'information (TI) et en gestion des processus d'affaires liés aux activités critiques de ses clients, de même que des solutions qui permettent à ceux-ci de maîtriser leurs coûts, de satisfaire leurs impératifs d'affaires, d'augmenter leur productivité et d'améliorer leur position concurrentielle. Ces services étant critiques, cela permet à CGI de poursuivre sa croissance rentable, quelles que soient les conditions économiques. Découvrez comment nous créons de la valeur pour nos clients à la page 12.

Notre engagement inconditionnel à fournir à nos clients des services de qualité contribue à l'atteinte de leurs résultats d'affaires. Notre système qualité est la langue commune de tous les membres de CGI et notre passion pour l'excellence de l'exécution joue un rôle essentiel pour assurer la qualité constante de nos services ainsi qu'une croissance rentable continue. Voyez-en un exemple concret à la page 14.

Nous offrons une gamme de services complets en TI, rendus en s'appuyant sur des processus de qualité bien définis, ce qui contribue à améliorer toutes les facettes des activités de nos clients. Grâce à cette gamme de services étendus, nos professionnels ont accès à des avenues de carrières plus larges et nos actionnaires bénéficient d'un carnet de commandes à long terme croissant et rentable. Lisez la page 16 pour en savoir plus à ce sujet.

Notre modèle d'entreprise axé sur la proximité des clients se conjugue à nos options de prestation des services à distance. Nos clients bénéficient ainsi d'équipes locales imputables du succès des mandats et de la combinaison de services sur place, sur le continent et outre-mer qui leur convient le mieux. Cette approche procure aux clients une solution équilibrée offrant le meilleur service et la meilleure valeur, tout en réduisant le risque. Elle donne également à nos professionnels un accès à des compétences diversifiées et elle rassure nos actionnaires quant à la capacité de CGI de livrer concurrence et de réussir sur le marché mondial. Précisions à la page 18.

Depuis 33 ans, CGI s'assure de contribuer au succès de tous ses partenaires en s'employant constamment à renforcer ses bases de fonctionnement.

Des clients satisfaits. Des professionnels dévoués. Une croissance rentable. Voilà les attributs qui distinguent les entreprises gagnantes et conçues pour durer. Quel que soit le climat économique, la raison d'être de CGI est de créer sans cesse des occasions de réussite. Pour nos clients, des occasions de faire plus avec moins. Pour nos professionnels, des occasions de carrière inégalées. Pour nos actionnaires, un placement rentable à long terme. Chez CGI, nous maintenons le cap sur les principes de base de saine gestion qui contribuent à la croissance et au succès de tous nos partenaires.

La force de l'engagement

La raison d'être de CGI est de satisfaire ses clients et de contribuer à leur croissance et à leur succès. Depuis 33 ans, nous appuyons nos clients en leur rendant des services de grande qualité et en les aidant à relever les défis auxquels ils font face. Figurant parmi les chefs de file du secteur des services en TI et en gestion des processus d'affaires, CGI regroupe 26 000 professionnels répartis dans 107 bureaux dans le monde. Nous fournissons à nos clients la combinaison de valeur et de savoir-faire qui répond le mieux à leurs besoins en alliant judicieusement les partenariats à l'échelle locale et des options de prestation de services à l'échelle mondiale. Pour nous, réussir signifie aider nos clients à améliorer leur position concurrentielle et à se distinguer par leurs résultats.

Notre approche

Nous comprenons que c'est la manière de livrer nos services qui fait de nous un partenaire de choix. Nos clients et les résultats qu'ils visent se situent au cœur de notre approche.

Un modèle d'entreprise axé sur la proximité —

Nos activités sont structurées en fonction de marchés métropolitains. Ceci permet à nos équipes de créer des liens soutenus avec leurs clients dans leurs communautés et de maintenir la responsabilité des mandats au niveau local.

Une connaissance approfondie des secteurs économiques —

Nous nous appuyons sur notre compréhension des réalités de nos clients dans leur secteur d'activité économique pour déployer des solutions qui leur sont vraiment adaptées.

Des options uniques de prestation des services à l'échelle mondiale —

Nos clients bénéficient de la rapidité de réaction de nos équipes locales et des services dispensés à distance dans les centres d'excellence de CGI situés au pays, sur le continent ou outre-mer.

Des processus de qualité — Les opérations certifiées ISO 9001:2004 de CGI sont une garantie additionnelle au maintien de rapports hautement satisfaisants, à long terme, entre CGI et ses clients, ses membres et ses actionnaires. De plus, les normes CMMI de niveaux 3 et 5, auxquelles adhèrent nos centres mondiaux de prestation des services, ajoutent à la qualité supérieure des services.

Nos services

Offrant une gamme étendue de services — services-conseils, intégration de systèmes, gestion complète de fonctions informatiques et d'affaires, et plus d'une centaine de solutions exclusives dont plusieurs sont critiques, CGI peut améliorer toutes les facettes des activités de ses clients. Nous intervenons entre autres dans les domaines suivants :

Intégration de systèmes et services-conseils —

Planification stratégique, architecture de systèmes, développement de systèmes et mise en œuvre de solutions technologiques et d'affaires

Gestion des applications — Maintenance et amélioration des applications d'affaires des clients

Gestion des technologies — Gestion des infrastructures complètes des clients selon les besoins et priorités particulières de chacun

Gestion des processus d'affaires — Gestion des processus d'arrière-guichet afin de rationaliser les opérations

Nos marchés

CGI offre des services complets dans ses marchés géographiques cibles qui représentent 75 % des dépenses mondiales en TI, et dans des secteurs économiques qu'elle connaît à fond qui constituent, quant à eux, 90 % des dépenses mondiales en TI. CGI est ainsi en mesure de fournir à ses clients le savoir-faire et les solutions dont ils ont besoin pour atteindre leurs objectifs d'affaires.

Services financiers — Nous aidons les plus importantes institutions financières dont les principales banques des Amériques et d'Europe ainsi que les assureurs vie, maladie et dommages.

Télécommunications et services publics —

Nous aidons les chefs de file des télécommunications et plus de 60 entreprises de services publics dans les marchés de l'Amérique du Nord et de l'Europe.

Gouvernements et services de santé —

Nous aidons des centaines d'organismes gouvernementaux à tous les paliers ainsi que des établissements de santé.

Secteur manufacturier — Nous aidons les leaders mondiaux de nombreux segments manufacturiers dont l'aérospatial, les mines et métaux, les produits chimiques ainsi que le pétrole et le gaz.

Distribution et détail — Nous aidons plus de 250 détaillants et entreprises issues de plusieurs segments du secteur de la distribution.

Une stratégie de croissance rentable, à la fois interne et par acquisition

La croissance interne et les acquisitions font partie intégrante de notre stratégie d'entreprise et ont contribué à la croissance rentable de CGI depuis sa fondation. En plus de nous aider à étendre nos compétences et notre gamme de services, les acquisitions nous procurent une masse critique, nous donnant ainsi accès à de plus grands partenariats avec des clients nationaux et internationaux.

Croissance interne

Contrats d'intégration de systèmes et projets

- Partenariats avec de nouveaux clients
- Nouveaux contrats et renouvellements
- Offre plus vaste de services aux clients établis

Contrats d'impartition

- Nouveaux contrats d'impartition avec des clients établis et nouveaux
- Croissance du nombre d'opportunités

Acquisitions

Acquisitions de firmes spécialisées

- Amélioration de l'offre dans nos secteurs cibles
- Élargissement de notre présence géographique
- Enrichissement de l'éventail de services

Acquisitions transformationnelles

- Élargissement de notre présence géographique
- Accroissement de la masse critique afin de se positionner pour remporter plus de grands contrats
- Convergence stratégique et contribution au bénéfice net

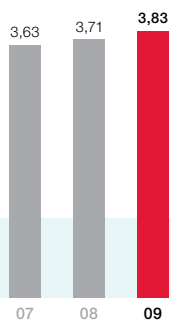
Types de contrats	Marchés géographiques	Secteurs cibles	Carnet de commandes (contrats signés à long terme)
58 % Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (impartition) 47 % Gestion des TI 11 % Gestion des processus d'affaires 42 % Intégration de systèmes et services-conseils	57 % Canada 36 % États-Unis 7 % Europe et Asie	66 % Secteur privé 33 % Services financiers 15 % Télécommunications et services publics 12 % Distribution et détail 6 % Secteur manufacturier 34 % Gouvernements et services de santé	10,9 milliards \$ pour une durée moyenne restante de 6,3 ans

Selon les produits de l'exercice 2009

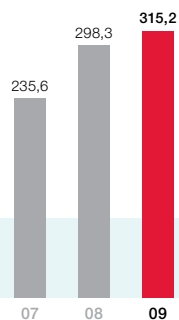
FAITS SAILLANTS

Produits

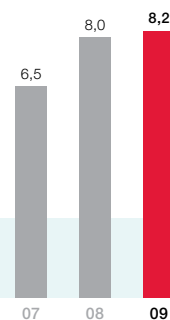
En milliards de dollars

**Bénéfice provenant des activités poursuivies**

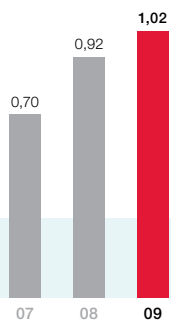
En millions de dollars

**Marge bénéficiaire provenant des activités poursuivies**

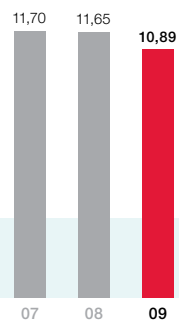
En pourcentage

**Bénéfice dilué par action provenant des activités poursuivies**

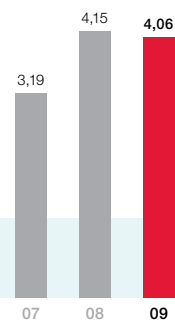
En dollars

**Carnet de commandes**

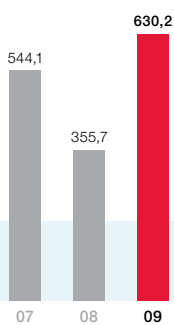
En milliards de dollars

**Nouveaux contrats signés**

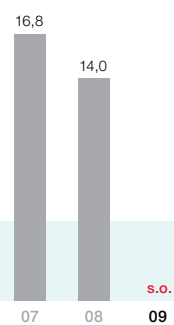
En milliards de dollars

**Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies**

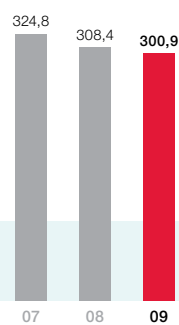
En millions de dollars

**Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme**

En pourcentage

**Nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice**

En millions d'actions



Exercices terminés les 30 septembre	2009	2008	2007
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données liées aux actions, ratios et pourcentages)	\$	\$	\$
Performance financière			
Produits	3 825 161	3 705 863	3 633 945
BAll ajusté ¹	460 741	430 486	406 485
Marge du BAll ajusté	12,0 %	11,6 %	11,2 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies	315 158	298 266	235 551
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies	1,03	0,94	0,71
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies	1,02	0,92	0,70
Bénéfice net	316 466	293 132	237 294
Bénéfice de base par action	1,03	0,92	0,72
Bénéfice dilué par action	1,02	0,90	0,71
Bénéfice net (selon les PCGR des États-Unis) ²	314 188	276 048	239 247
Bénéfice par action de base (selon les PCGR des États-Unis) ²	1,02	0,87	0,73
Bénéfice par action dilué (selon les PCGR des États-Unis) ²	1,01	0,86	0,72
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	630 244	355 670	544 115
Situation financière			
Actifs totaux	3 899 910	3 680 558	3 471 861
Capitaux propres	2 275 254	1 997 001	1 815 559
Capitaux propres par action ordinaire	7,56	6,48	5,59
Fonds de roulement	388 950	81 850	123 706
Ratio de fonds de roulement	1,51	1,10	1,16
Dette à long terme (portions court terme et long terme)	283 130	391 091	473 191
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres ³ et à la dette à long terme	s.o.	14,0 %	16,8 %

	Exercice 2009				Exercice 2008			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Résultats trimestriels								
Produits	926 051	950 419	948 319	1 000 372	929 198	950 468	930 770	895 427
BAll ajusté	126 128	113 135	107 250	114 228	105 255	111 091	108 516	105 624
Marge du BAll ajusté	13,6 %	11,9 %	11,3 %	11,4 %	11,3 %	11,7 %	11,7 %	11,8 %
Bénéfice net	82 550	76 530	77 667	79 719	73 586	77 989	68 877	72 680
Bénéfice de base par action	0,27	0,25	0,25	0,26	0,24	0,25	0,21	0,22
Bénéfice dilué par action	0,27	0,25	0,25	0,26	0,23	0,24	0,21	0,22
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	192 450	170 894	187 299	79 601	82 942	105 882	45 869	120 977

1 Le BAll ajusté représente le bénéfice tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, revenu d'intérêts, autres charges, gain à la vente d'actifs, impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices.

2 Le rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et des États-Unis est présenté à la note 29 des états financiers consolidés.

3 Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'excédent de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (« dette nette »), par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme. La dette nette et la somme des capitaux propres et de la dette à long terme sont toutes deux présentées déduction faite de la juste valeur des contrats à terme. Au 30 septembre 2009, notre dette nette était négative étant donné que notre solde de trésorerie était supérieur à notre dette à long terme.

Créer de la valeur en s'appuyant sur des bases solides

Nous travaillons avec passion à bâtir et gérer une entreprise solide qui grandit sans cesse afin de générer de grandes opportunités pour tous nos partenaires. Depuis 33 ans, nous utilisons les meilleures pratiques de gestion et de mesure des résultats afin de créer de la valeur à long terme. C'est ce qui nous a permis d'afficher une bonne performance chaque année, quelle que soit la conjoncture économique.



Nous devons cette performance soutenue à notre engagement inconditionnel à renforcer les bases sur lesquelles la réussite de nos partenaires s'appuie.

Nous mesurons systématiquement le taux de satisfaction de chacun de nos trois groupes de partenaires, c'est-à-dire nos clients, nos professionnels que nous appelons membres, et nos actionnaires. Nous prenons constamment les mesures qui s'imposent pour servir leurs intérêts respectifs de manière équilibrée et combler ou même dépasser leurs attentes tout en bâtissant un avenir meilleur.

L'exercice 2009 a clairement démontré les résultats qu'une entreprise peut atteindre en s'attachant à ces principes de base d'une saine gestion. Pendant cet exercice, nous avons franchi un jalon important en enregistrant des produits trimestriels de 1 milliard \$. Nos activités d'exploitation ont dégagé des flux de trésorerie de 630 millions \$ et nous terminons l'exercice avec un bilan solide. Nous posons les gestes nécessaires pour que CGI jouisse d'une stabilité financière et puisse ainsi contribuer à la croissance, au succès et à la prospérité de tous ses partenaires.

Pour nos clients : la passion pour l'excellence de l'exécution

Dans le contexte économique actuel, chacun des investissements de nos clients doit être fait strictement en fonction de l'atteinte de leurs objectifs d'affaires. Grâce à la performance soutenue de CGI, nos clients ont l'assurance de faire affaire avec une entreprise qui est solide aujourd'hui et le restera demain. Dans le domaine des services, la force et la stabilité financières sont des conditions essentielles pour livrer concurrence et l'excellence de l'exécution est tout aussi essentielle au succès.

Chez CGI, nous réalisons des travaux critiques qui créent de la *valeur* pour nos clients, qu'il s'agisse de réaliser des projets de transformation qui augmenteront leur efficacité ou de gérer leurs fonctions d'arrière-guichet. En 2009, alors que les

clients cherchaient à abaisser leurs coûts pour s'adapter à la conjoncture, CGI a lancé ses « Solutions pour faire face aux temps difficiles ». Ces solutions ont été conçues pour produire rapidement les résultats dont les clients ont besoin pour faire face à des compressions ou à des déficits budgétaires et à des niveaux de dépenses trop élevés.

Grâce à l'importance que nous accordons à la *qualité*, nous possédons une feuille de route remarquable en matière de respect des calendriers et des budgets. Ainsi, nous avons pu créer un bassin grandissant de clients — chacun de ces clients sachant que chaque investissement qu'il nous confie créera de la valeur. En 2009, les quelque 2 400 évaluations de satisfaction signées par des clients nous ont accordé une note moyenne de 8,9 sur 10. De plus, 9 clients sur 10 nous ont dit qu'ils continueraient à faire appel à nos services et les recommanderaient à d'autres. Cette performance est un facteur essentiel à la croissance dans le secteur des services.

Cette année, nous avons misé sur notre *offre globale* en TI pour élargir nos mandats existants et pour acquérir de nouveaux clients internationaux. Nous avons été favorisés par le fait que les entreprises et les gouvernements doivent investir dans les technologies pour répondre aux besoins de leurs clients et des citoyens, et ce, même si les conditions économiques sont défavorables. Qui plus est, dans de telles circonstances, plusieurs clients auront recours à l'impartition comme stratégie pour améliorer leur productivité. À cet égard, nous combinons qualité et prix tout en assumant la responsabilité et le risque inhérents à de tels services. CGI est donc bien positionnée et la pertinence de notre modèle d'affaires est démontrée.

Notre capacité à livrer de tels résultats repose sur notre modèle mixte de prestation des services combinant *la présence locale et les services à distance*. Regroupant 107 bureaux dans le monde, CGI offre à ses clients un atout qu'elle croit indispensable à leur réussite : des rapports directs avec des équipes locales

qui assument la responsabilité des mandats. Établie dans les territoires les plus stratégiques, CGI est présente dans des marchés regroupant plus de 75 % des dépenses mondiales en TI.

Grâce à notre modèle de proximité, nous créons de la valeur en agissant en véritables partenaires sur le terrain. Parallèlement, chaque client peut aussi opter pour un amalgame équilibré de services à distance dispensés à l'intérieur du pays, sur le continent et outre-mer. Notre réseau mondial comprend maintenant 15 centres avec l'ajout, cette année, de nouveaux centres d'excellence à Hyderabad en Inde et à Troy en Alabama.

Pour nos membres : la passion du rêve de CGI

Ce qui unit tous les membres de CGI et guide leurs actions, c'est le rêve qui a donné naissance à CGI : **créer un environnement où nous avons du plaisir à travailler ensemble et où, en tant que propriétaires, nous participons au développement d'une entreprise dont nous sommes fiers.** Ce rêve constitue l'ADN de notre entreprise. Il est la source d'une culture axée sur la transparence et la responsabilisation.

Nous réalisons ce rêve au moyen de stratégies et de mécanismes clés pour encadrer les gestes quotidiens de l'entreprise dans ses rapports avec ses partenaires, soit ses clients, ses membres et ses actionnaires. C'est ce que nous appelons nos Assises de gestion et nous les appliquons à tous les niveaux de nos opérations. Ces Assises sont le fruit de nos expériences collectives et elles ont été formulées pour maximiser notre efficacité au travail. C'est à partir de ces Assises que nos opérations sont certifiées ISO 9001:2004. En outre, plusieurs membres et centres d'excellence ont obtenu et maintiennent les certifications les plus respectées du secteur des TI, par exemple les certifications ITIL et CMMI, afin de fournir à nos clients des services de valeur élevée à coût avantageux et de contribuer ainsi à leurs revenus ainsi qu'à leur rentabilité.

En 2009, CGI a obtenu une note record au Programme d'évaluation de la satisfaction des membres. Dans le cadre de ce programme, année après année, nos membres indiquent que la satisfaction de leurs clients est le facteur déterminant de leur propre satisfaction. Le taux de rotation de notre personnel, l'un

des plus faibles du secteur, témoigne de cet engagement de nos membres envers les clients. Cette stabilité est un avantage concurrentiel distinctif permettant l'excellence du service partout dans le monde. De plus, la participation des membres à l'actionnariat est remarquable : 86 % d'entre eux possèdent des actions de CGI ; collectivement, ils détiennent le bloc d'actions le plus important de la Société. Forts de leurs contacts quotidiens avec les clients et de leur qualité d'actionnaires, nos membres participent régulièrement à nos exercices de planification stratégique. Selon les données compilées lors de la dernière consultation annuelle, 88 % des membres croient qu'à titre de propriétaires il leur appartient de contribuer à l'amélioration des affaires de CGI. Indéniablement, nos membres sont habilités à élaborer et exécuter les plans qui font de CGI un partenaire, un employeur et un investissement de choix.

Nous comprenons que la réussite d'une société de services dépend de son aptitude à attirer et retenir les personnes les plus compétentes. Notre équipe dévouée de 26 000 professionnels est résolue à fournir à nos clients les meilleures compétences qui soient et des réalisations d'une qualité inégalée.

Pour nos actionnaires : la passion de gérer une entreprise compétitive et financièrement solide

Dans une entreprise de services, plus la qualité du travail est élevée, plus ses clients lui confient de nouveaux mandats. C'est ce qui a entraîné, d'année en année, une augmentation de nos revenus. Ces revenus sont prévisibles et une très grande partie de ceux-ci sont récurrents. Nous sommes fiers de notre bilan et de notre situation de trésorerie solides, ainsi que de l'ensemble des résultats obtenus malgré le climat économique. Pendant le dernier exercice :

- les produits ont augmenté de 3,2 % pour s'établir à 3,8 milliards \$;
- les nouveaux contrats signés ont totalisé 4,1 milliards \$, soit 106 % des produits de la période ;
- le BAII ajusté s'est accru de 7 %, atteignant 460,7 millions \$ ou 12 % des produits ;
- le bénéfice tiré des activités poursuivies a progressé de 5,7 % pour totaliser 315,2 millions \$ ou 8,2 % des produits ;

- le bénéfice dilué par action a bondi de 13,3 % pour atteindre 1,02 \$;
- les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont représenté 630,2 millions \$ ou 2,03 \$ par action;
- le rendement du capital investi s'est établi à 14,0 %;
- la Société a investi 100 millions \$ pour racheter plus de 9,5 millions d'actions;
- le cours des actions de CGI a progressé de près de 35 % par rapport à l'exercice précédent et la capitalisation boursière a ainsi augmenté de près de 1 milliard \$.

Notre capacité à générer des flux de trésorerie significatifs avec constance renforce la confiance de nos actionnaires et en attire de nouveaux. Nous atteignons ces résultats en nous concentrant sur l'excellence de l'exécution et en déployant notre stratégie de croissance axée sur la croissance interne et sur les acquisitions.

Au cours de l'exercice 2009, nous avons une fois de plus démontré notre capacité de croissance interne, surtout sur le marché américain où nous avons augmenté nos produits de 25,3 %, ou de 8,5 % en devises constantes. Plusieurs clients se sont ajoutés et nous avons remporté de nouveaux contrats stratégiques. Chacun de ces nouveaux contrats représente une occasion d'obtenir des mandats supplémentaires.

En ce qui a trait aux acquisitions, nous restons à l'affût des bonnes cibles au bon prix et au bon moment. Ces trois critères doivent être respectés pour que nous procédions à une acquisition. Nous demeurons vigilants tout en recherchant les occasions de faire des placements judicieux qui contribuent aux bénéfices dès la première année. Comme nous l'avons démontré au fil de nos nombreuses acquisitions réussies, les économies de culture sont aussi importantes que les économies d'échelle.

En 2009, nous avons solidifié notre bilan et terminé l'exercice avec un solde de trésorerie positif. Parallèlement, nous avons poursuivi la croissance rentable de nos affaires et avons obtenu des résultats attrayants qui nous placent dans le peloton de tête du secteur. Nous continuons à croire à la stratégie de croissance de CGI et nous disposons de la marge de manœuvre financière nécessaire pour continuer à créer de la valeur pour nos actionnaires.

À tous nos partenaires : merci de nous accorder votre confiance

Grâce aux efforts constants que nous faisons pour renforcer nos bases de saine gestion, nos clients ont l'assurance de faire affaire avec un partenaire capable de tenir ses engagements à long terme; nos membres ont l'assurance de travailler pour une société financièrement solide et peuvent consacrer leurs énergies à la satisfaction de leurs clients; enfin, nos actionnaires ont l'assurance que nous saurons réaliser notre plan de croissance rentable et accroître la valeur de leur placement au fil des ans.

À nos clients : merci d'être nos partenaires; nous sommes déterminés à contribuer à votre croissance et à votre succès.

À nos membres : merci de votre dévouement; nous nous engageons à vous offrir des carrières stimulantes et gratifiantes.

À nos actionnaires : merci d'avoir investi dans CGI; nous sommes résolus à vous fournir des rendements supérieurs à moyen et à long terme.

Enfin, nous remercions nos administrateurs pour leurs judicieux conseils et leur précieuse contribution. Nous tenons également à exprimer notre reconnaissance à MM. Claude Chamberland, Gerald T. Squire et Robert Tessier qui, après de nombreuses années de service, quittent le conseil d'administration de CGI.

Chez CGI, nous visons à ce que tous nos partenaires profitent de notre réussite en nous concentrant sur les principes de base d'une saine gestion. C'est là notre manière de faire des affaires et la promesse que nous vous faisons.



Serge Godin
Fondateur et
président exécutif du conseil



Michael E. Roach
Président et
chef de la direction



SERVICES AXÉS SUR LA VALEUR

Dans le contexte économique actuel, des pressions énormes s'exercent sur les entreprises et sur les gouvernements afin qu'ils fassent plus avec moins. Nous comprenons les défis stratégiques et technologiques auxquels nos clients font face et nous leur fournissons les services et les solutions pour satisfaire rapidement leurs besoins et gérer leurs risques tout en réduisant leurs coûts.

- 86 % DE NOS MEMBRES, SOIT 22 000 PROFESSIONNELS, SONT ACTIONNAIRES DE CGI ET ILS ONT, PAR CONSÉQUENT, UN OBJECTIF COMMUN : CONTRIBUER AU SUCCÈS DE LEURS CLIENTS.
- UN TAUX DE ROULEMENT DE MOINS DE 10 %, L'UN DES PLUS FAIBLES DU SECTEUR DES TI, ASSURE LA STABILITÉ DE LA PRESTATION DES SERVICES.

Daimler Financial Services (DFS) est la première société captive de services financiers au monde. Établie dans plus de 40 pays, elle fournit des solutions de crédit-bail et de financement sur mesure afin de soutenir la vente des véhicules du groupe Daimler.

En mai 2008, Daimler a renforcé son partenariat avec CGI en signant un contrat d'impartition de services complets de gestion des applications utilisées dans le cadre de ses activités de financement et de crédit-bail de véhicules. Ce système soutient toutes les facettes de la gestion des ententes de financement, des modalités de paiement à la perception et au recouvrement, et permet à DFS de se distinguer grâce à la rapidité et à la rentabilité de l'expérience client. Cette solution économique et fiable est un avantage de taille.

DFS et CGI ont récemment renouvelé leur entente de gestion des applications.


« Pour rester en tête et conserver notre compétitivité, nous sommes constamment mis au défi de proposer aux téléspectateurs du contenu à valeur ajoutée tout en diminuant nos coûts. CGI est un partenaire fiable qui nous a aidés à atteindre nos objectifs d'affaires en utilisant intelligemment la technologie. »

Jorge Martin Ibarra
Directeur du développement
Telecinco

Telecinco est le principal télédiffuseur privé en Espagne. Pour renforcer sa position dominante, la société a décidé de relier son contenu télévisé au Web. Ainsi, les téléspectateurs bénéficient de l'interactivité et Telecinco profite d'une base élargie de revenus en ligne.

En partenariat avec CGI, Telecinco a fusionné tous ses sites Web afin de diminuer ses coûts. Parallèlement, la société a construit une infrastructure logicielle soutenant la vidéo sur demande pour assurer la transmission de ses émissions en continu, un environnement interactif englobant des outils comme les blogues et les sondages, ainsi qu'un support facilitant l'intégration du nouveau contenu au jour le jour. Dans le cadre d'une entente de gestion des applications de trois ans, CGI fournit les services d'entretien de l'environnement Web et les nouveaux développements nécessaires à Telecinco pour demeurer à la fine pointe des technologies Web.

Grâce à ce partenariat, Telecinco peut offrir aux téléspectateurs une expérience webtélé intégrée, à moindre coût. CGI a aussi aidé la société à renforcer sa compétitivité en créant une plate-forme qui permet de soutenir la croissance continue de Telecinco.



Chez CGI, nous savons que la qualité est un facteur clé de succès de tout projet ou mandat d'impartition à long terme. Après tout, atteindre les résultats visés ne dépend pas seulement de la technologie ; c'est aussi une question de bonne gestion. Notre système qualité est structuré de manière à faire de la gestion de la qualité une responsabilité partagée par nos professionnels de tous les échelons. Ainsi, nos clients peuvent compter sur des services et des solutions qui respectent les calendriers et les budgets.

- 8,9/10 À LA SUITE DE 2 400 ÉVALUATIONS DE SATISFACTION SIGNÉES PAR DES CLIENTS.
- FEUILLE DE ROUTE EXCEPTIONNELLE EN MATIÈRE DE RESPECT DES CALENDRIERS ET DES BUDGETS.

ENGAGEMENT ENVERS LA QUALITÉ


DIRECTV, Inc., principal fournisseur de services de télévision par satellite des États-Unis, présente ce qui se fait de mieux en matière de télévision à plus de 18,4 millions de clients. Chaque jour, ceux-ci ont accès à plus de 265 chaînes offrant une programmation exclusive avec son et images 100 % numériques, ainsi qu'à des technologies supérieures. Leur taux de satisfaction est le plus élevé de toutes les sociétés nationales de câblodistribution, et ce, depuis neuf ans.

DIRECTV s'est associée à CGI dans le but de mieux connaître ses clients et de maintenir leur taux de satisfaction supérieur. CGI a mis en œuvre sa solution de recouvrement CACS® et son moteur de gestion de la décision Strata® chez DIRECTV au printemps 2008 et assure à présent la maintenance de CACS. Grâce à ce partenariat, DIRECTV dispose des outils nécessaires pour mieux fidéliser ses clients et bâtir des relations rentables avec eux — deux stratégies gagnantes dans le contexte économique actuel. L'entente d'hébergement permet aussi à DIRECTV de se concentrer sur les initiatives stratégiques découlant de l'intelligence d'affaires provenant de ces applications.

L'engagement de CGI envers la qualité est un élément clé du partenariat. Outre sa technologie de perception et de recouvrement, son expérience de la gestion de projets et son leadership intellectuel, CGI offre un programme systématique de rétroactions et d'évaluation de la satisfaction. C'est pourquoi DIRECTV peut compter sur CGI pour atteindre des résultats mesurables et pertinents en matière de perception et de recouvrement.

« Chef de file des services de divertissement sur télévision numérique, DIRECTV se doit d'être à l'avant-garde de l'innovation. Grâce à notre partenariat avec CGI, nous avons rehaussé nos capacités de perception et de recouvrement et nous sommes aussi mieux outillés pour comprendre davantage nos clients. L'engagement de CGI envers la qualité, sa connaissance de la perception et du recouvrement ainsi que ses capacités technologiques nous ont grandement aidés à conserver nos clients et à en acquérir de nouveaux. »

John Murphy
Vice-président principal, contrôleur et chef de la comptabilité
DIRECTV



Cette année, la rentabilité étant au cœur de leurs préoccupations, de nombreux clients se sont tournés vers l'offre de gestion déléguée de CGI. Le modèle d'impartition unique de CGI nous encourage à exceller dans l'exécution et à améliorer la productivité tout en réduisant grandement les coûts. En créant des environnements technologiques efficaces pour nos clients, nous atteignons des résultats qui contribuent à leurs objectifs d'affaires.

- PARMIS LES 10 PREMIERS FOURNISSEURS DE SERVICES EN TI ET EN IMPARTITION DES PROCESSUS D'AFFAIRES AU CLASSEMENT *GLOBAL OUTSOURCING 100*.
- CARNET DE COMMANDES D'UNE VALEUR DE 10,9 MILLIARDS \$ ET UN SOLDE DE TRÉSORERIE POSITIF.

OFFRE GLOBALE

Le **Groupe Pages Jaunes** est le leader du marché de la recherche commerciale locale et le principal éditeur de bottins au Canada. Chef de file en son domaine depuis la publication de son premier bottin en 1908, le Groupe a grandement évolué depuis dix ans afin de s'adapter à la progression des technologies Web et des comportements des consommateurs. Il possède aujourd'hui les bottins en ligne les plus utilisés au Canada; ses sites accueillent plus de sept millions de visiteurs différents chaque mois.

L'information se situant au cœur de ses activités, le Groupe Pages Jaunes s'est appuyé sur l'offre globale de CGI pour assurer la gestion des technologies essentielles à son succès. En novembre dernier, les deux sociétés ont annoncé l'élargissement de leur entente complète d'impartition ainsi que son prolongement jusqu'à la fin de 2019. En plus de gérer les applications et l'infrastructure du réseau informatique du Groupe, CGI soutiendra ses projets stratégiques touchant par exemple la veille stratégique, l'optimisation des outils de recherche et l'intégration des acquisitions futures.

Dans le cadre de ce partenariat à long terme, CGI offre au Groupe Pages Jaunes une infrastructure hautement disponible et extensible, en plus de contribuer à la fiabilité de ses services de recherche. En l'aidant ainsi à acheminer efficacement les bons renseignements, CGI aide Groupe Pages Jaunes à maintenir son pouvoir d'attraction auprès des annonceurs et des consommateurs.

« L'innovation continue, la qualité, la fiabilité et la disponibilité sont les fondements de notre réussite. Ayant bénéficié de l'excellent service et de la vaste expérience de CGI pendant de nombreuses années, nous n'avons pas hésité à renouveler et à élargir l'entente qui nous liait. Nous nous réjouissons de ce partenariat qui nous permettra de nous adapter constamment au marché et de préserver notre avantage concurrentiel. »

Yvan Proteau
Chef de l'information
Groupe Pages Jaunes

« L'EPA est résolue à assurer la circulation libre et transparente d'information entre les Américains et leur gouvernement. CGI nous a aidés à utiliser efficacement la technologie pour renforcer la transparence et les pratiques de reddition de comptes du gouvernement. »

Linda Travers
Chef de la direction informatique par intérim, EPA
Administratrice adjointe, Bureau d'information sur l'environnement (OEI)

La mission de l'**Agence de protection de l'environnement (EPA)** des États-Unis est de protéger la santé des personnes et l'environnement. Depuis plus de 30 ans, l'EPA travaille en partenariat avec CGI afin de mieux remplir cette mission en réalisant des projets qui misent sur la technologie pour créer des processus plus transparents et efficaces qui facilitent la reddition de comptes.

Au cours des dernières années, CGI a aidé l'EPA dans plusieurs projets, notamment le Projet de modernisation du système financier en vertu duquel l'hébergement et la maintenance de la plate-forme Momentum^{MD} de CGI seront pris en charge dans le cadre d'une entente de gestion déléguée. Le projet, en voie de réalisation, permettra une meilleure intégration des divers systèmes et l'ajout de nouvelles fonctionnalités qui amélioreront la performance.

L'EPA et CGI ont aussi annoncé la conclusion d'une entente de sept ans visant divers services de soutien de l'infrastructure ainsi qu'un mandat selon lequel CGI assurera le soutien du CDX, le système central d'échange de données qui sert de point d'entrée pour la transmission de données environnementales à l'EPA.

L'expérience acquise par CGI dans le cadre du projet CDX et de ses interactions avec les États et les entreprises qui rendent compte à l'EPA s'est avérée très précieuse cette année quand l'EPA a été appelée à développer rapidement, à partir de son système existant, une plate-forme permettant à tous les paliers gouvernementaux de collecter les données sur les fonds octroyés en vertu de la loi ARRA.

S'appuyant sur l'ensemble de ses capacités, CGI a conçu, réalisé et lancé en cinq mois FederalReporting.Gov, un système hébergé qui permet pour la première fois aux organismes fédéraux, étatiques et locaux, ainsi qu'aux entreprises, de rendre compte de manière homogène de l'utilisation des fonds distribués dans le cadre de la loi.



Quatre-vingts pour cent de nos professionnels vivent dans les mêmes villes que nos clients. Ils leur fournissent des conseils judicieux et des services de qualité sur place. Pour compléter ce modèle de proximité, CGI propose aussi à ses clients les services d'un réseau mondial de centres d'excellence au pays, sur le continent ou outre-mer, qui réunit plus de 5 000 membres. Nos clients peuvent ainsi compter sur une présence locale responsable combinée aux avantages des services à distance.

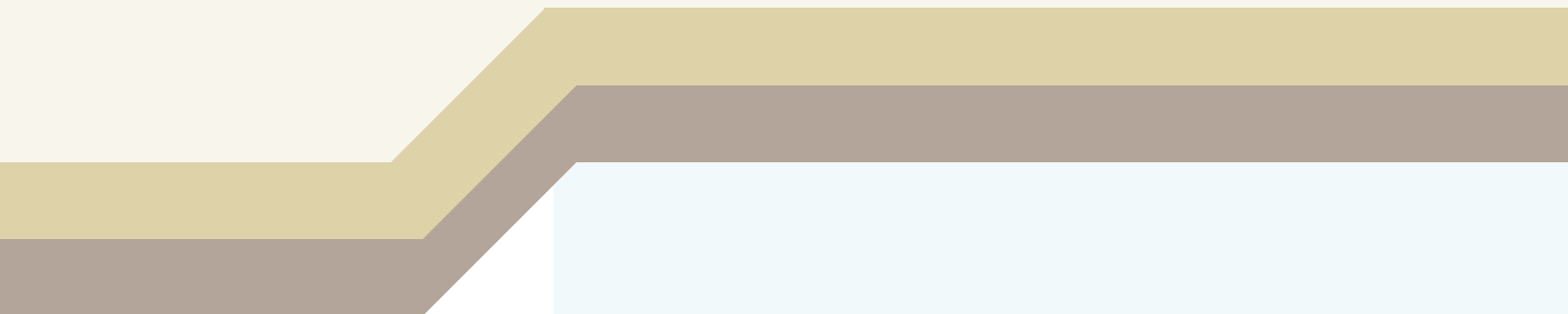
- 107 BUREAUX LOCAUX EN AMÉRIQUE DU NORD, EN EUROPE ET EN ASIE.
- 15 CENTRES D'EXCELLENCE AU PAYS, SUR LE CONTINENT ET OUTRE-MER.

PRÉSENCE LOCALE ET SERVICES À DISTANCE

Fidèle à ses 135 années d'histoire, **Foresters** met sa solidité financière au service de ses membres en leur fournissant des produits novateurs d'assurance vie et de rentes, des bénéfices distinctifs et en investissant dans leurs communautés. Cette année, elle a élargi son partenariat à long terme avec CGI afin de maintenir son leadership et poursuivre la tradition d'excellence de son service.

En mars dernier, Foresters et CGI ont annoncé une entente d'impartition complète des services en TI. Cette entente de 10 ans prolongeait le mandat d'impartition des services d'infrastructure déjà en vigueur en y ajoutant la maintenance et le développement des applications. À titre d'unique fournisseur de services en TI de Foresters, CGI s'appuie sur son modèle mixte pour lui offrir une présence locale combinée à des services à distance dispensés à partir de ses centres d'excellence de Toronto, Halifax et Bangalore. Grâce à ce modèle, Foresters bénéficie de la rapidité de réaction d'équipes locales tout en ayant accès aux meilleures ressources au meilleur coût.

De plus, Foresters s'appuiera sur l'expérience de CGI en assurance vie et sur son leadership intellectuel pour atteindre ses objectifs de croissance en transformant ses activités d'arrière-guichet. Les services d'impartition et de transformation de CGI permettront à Foresters de réduire ses coûts d'exploitation tout en optimisant ses processus d'affaires et en modernisant ses systèmes informatiques.



« Foresters contribue au bien-être des familles en offrant des produits d'assurance vie de qualité, des avantages uniques aux membres et des activités communautaires inspirantes. Notre partenariat avec CGI nous aide à remplir notre mission à l'égard de nos membres et de leurs communautés. Nous comptons sur le vaste savoir-faire de CGI en assurance vie et sur son infrastructure mondiale de prestation des services pour atteindre efficacement nos objectifs et assurer notre croissance. »

Peter Sweers
Vice-président principal et chef de la direction technologique
Foresters

La combinaison optimale de présence locale et de services à distance

Une solide présence locale, une force mondiale

Regroupant 26 000 membres répartis dans 107 bureaux dans le monde, CGI croit que la proximité est un facteur critique du succès de ses partenariats avec ses clients. Notre modèle d'entreprise axé sur cette proximité jumelée à notre prestation mondiale des services permet à nos clients de bénéficier de la combinaison optimale d'équipes locales responsables et de ressources mondiales.

Un modèle mondial de prestation des services

Notre modèle mondial de prestation des services est en croissance. Il réunit présentement 5 000 membres, soit approximativement 20 % de notre effectif total, au sein de 15 centres de services dans cinq pays.



SIÈGE SOCIAL

1130, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H3A 2M8
Canada
Téléphone : 514-841-3200
Fax : 514-841-3299

CANADA

Burnaby, BC
Calgary, AB
Charlottetown, PE
Edmonton, AB
Fredericton, NB
Halifax, NS
Laval, QC
Markham, ON
Mississauga, ON
Montréal, QC
Ottawa, ON
Québec, QC
Regina, SK
Saguenay, QC
Sherbrooke, QC
Toronto, ON
Victoria, BC
Waterloo, ON

ÉTATS-UNIS

Albany, NY
Atlanta, GA
Austin, TX
Baltimore, MD
Birmingham, AL
Boston, MA
Buffalo, NY
Chicago, IL
Cleveland, OH
Columbia, SC
Columbus, OH
Dallas, TX
Denver, CO
Fairfax, VA
Fort Worth, TX
Frankfort, KY
Honolulu, HI
Houston, TX
Juneau, AK
Lebanon, VA
Los Angeles, CA
Mayfield Heights, OH
Miami, FL
Minneapolis, MN
New York, NY

Nouvelle-Orléans, LA
Oakland, CA
Oklahoma City, OK
Phoenix, AZ
Rancho Cordova, CA
Redwood City, CA
Richmond, VA
Rochester, NY
Sacramento, CA
Salem, OR
San Antonio, TX
Sarasota, FL
Seattle, WA
St-Louis, MO
Tallahassee, FL
Tampa, FL
Troy, AL
Washington, DC

ALLEMAGNE

Düsseldorf
Munich

ANGLETERRE

Basingstoke
Brentwood
Bristol
Colchester
Londres
Milton Keynes
Stevenage
Sunderland

BELGIQUE

Bruxelles

ESPAGNE

Madrid
Malaga

FRANCE

Paris

HONGRIE

Budapest

ITALIE

Milan

PAYS-BAS

Utrecht

POLOGNE

Cracovie
Varsovie

PORTUGAL

Lisbonne

SUÈDE

Stockholm

AUSTRALIE

Canberra
Melbourne
Sydney

INDE

Bangalore
Hyderabad
Mumbai

SINGAPOUR

ISO 9001	Rêve, mission, vision, valeurs, politiques de qualité, orientations et plans stratégiques									
	Régie d'entreprise, cadres de gestion, politiques de gestion des ressources humaines et financières et modèle organisationnel									
	Processus d'unité d'affaires							Processus corporatifs		
	Cadre de gestion du partenariat client					Cadre de gestion du partenariat membre		Cadre de gestion du partenariat actionnaire		
	Proposition	Contrat	Plan de gestion	Livraison	Clôture					
	Gestion des technologies Niveau 1	Gestion des applications Niveau 2	Intégration et développement de systèmes Niveau 3	Gestion des processus d'affaires Niveau 4		Plan de carrière et développement du leadership Intégration Évaluation de la performance Communications		Gestion des relations Régie d'entreprise Communications		
	Programme d'évaluation de la satisfaction client					Programme d'évaluation de la satisfaction membre		Programme d'évaluation de la satisfaction actionnaire		

© Groupe CGI inc. — Tous droits réservés.

Équipe de direction

Services corporatifs

Serge Godin*

Fondateur et président exécutif du conseil

André Imbeau*

Fondateur, vice-président exécutif du conseil et secrétaire corporatif

Michael E. Roach*

Président et chef de la direction

David Anderson*

Vice-président exécutif et chef de la direction financière

André Bourque*

Vice-président exécutif et avocat en chef

Julie Godin

Vice-présidente, Ressources humaines, leadership et développement organisationnel

Lorne Gorber

Vice-président, Communications et relations avec les investisseurs

Luc Pinard*

Vice-président exécutif Technologies et qualité

Daniel Rocheleau*

Vice-président exécutif et chef de l'ingénierie d'affaires

Claude Séguin*

Vice-président principal Développement de l'entreprise et investissements stratégiques

Canada

Hicham Adra

Vice-président principal et directeur général
Ottawa et Innovaposte

Réjean Bernard

Vice-président principal Pratiques Technologies et infrastructure

William Clark

Vice-président principal Ouest canadien

Jamie Holland

Vice-président principal Toronto

Bernard Labelle

Vice-président principal Québec

Marie T. MacDonald

Vice-présidente principale Ventes et gestion de la prestation client Technologies et infrastructure

Jay MacIsaac

Vice-président principal Provinces de l'Atlantique

Eva Maglis*

Vice-présidente principale et directrice générale Technologies et infrastructure

Claude Marcoux*

Vice-président principal et directeur général Québec et Ottawa

Doug McCuaig*

Vice-président principal et directeur général, Ontario, provinces de l'Atlantique et Ouest canadien

Warren White

Vice-président principal Ingénierie d'affaires

* Membre du Comité de gestion

Les Assises de gestion de CGI sont les fondements de nos approches de gestion. Elles constituent notre guide quant à nos manières de servir nos clients, d'interagir avec nos membres et de répondre aux attentes de nos actionnaires. Elles précisent aussi les moyens que nous prenons pour mesurer le degré de satisfaction de ces trois groupes, ce qui nous permet d'évaluer le succès de nos programmes, de prendre des mesures préventives s'il y a lieu et d'évoluer sans cesse, conformément à l'esprit d'amélioration continue qui a toujours animé CGI.

Les Assises de gestion de CGI nous aident à équilibrer le mieux possible nos réponses selon les besoins de tous nos groupes de partenaires. Elles forment le pivot de notre stratégie de croissance rentable.

Conseil d'administration

États-Unis, Europe et Asie

Donna Morea*
Présidente
États-Unis, Europe et Asie

Robert Hannum
Vice-président principal
Nord-est des États-Unis

Peter Ihrig
Vice-président principal
Centre et sud des États-Unis

Michael Keating
Vice-président principal
Ouest des États-Unis

Paul Raymond
Vice-président principal
Ingénierie d'affaires
États-Unis

Donna Ryan
Vice-présidente principale
CGI Federal

George Schindler*
Président, CGI Federal

Richard Schmitz
Vice-président principal
Gestion des processus d'affaires
Services gouvernementaux

Nazzic Turner*
Vice-présidente principale et
directrice générale
Secteur commercial,
gouvernements locaux et d'États
États-Unis

Jose Carlos Rodriguez Arroyo
Vice-président
Sud de l'Europe

S. (Chandra) Chandramouli
Vice-président
Inde

Klaus Elix
Vice-président principal
Centre de l'Europe

Timothy Gregory
Vice-président principal
Nord de l'Europe

Dave Hudson
Vice-président
Australie

Peter Smith-Cullen
Vice-président
Ingénierie d'affaires
Europe

Pierre Turcotte
Vice-président principal et
directeur général
France

Claude Boivin (b)
Administrateur depuis 1993
Administrateur de sociétés

Bernard Bourigeaud (b)
Administrateur depuis 2008
Administrateur de sociétés

Jean Brassard (c)
Administrateur depuis 1978
Administrateur de sociétés

Claude Chamberland (b)
Administrateur depuis 1998
Administrateur de sociétés

Robert Chevrier (a, b)
Administrateur depuis 2003
Administrateur en chef et
président du Comité des
ressources humaines
Président
Société de gestion Roche inc.

Thomas D'Aquino (c)
Administrateur depuis 2006
Chef de la direction et président
Conseil canadien des chefs
d'entreprise

Paule Doré (c)
Administrateur depuis 1995
Administratrice de sociétés

Richard B. Evans (a)
Administrateur depuis 2009
Président du conseil
Abitibi Bowater Inc.

Serge Godin
Administrateur depuis 1976
Fondateur et président exécutif
du conseil, CGI

André Imbeau
Administrateur depuis 1976
Fondateur, vice-président
exécutif du conseil et secrétaire
corporatif, CGI

David L. Johnston (c)
Administrateur depuis 1995
Président du Comité de
régie d'entreprise
Président et vice-chancelier
University of Waterloo

Eileen A. Mercier (a)
Administrateur depuis 1996
Présidente du Comité
de vérification et de
gestion des risques
Administrateur de sociétés

Michael E. Roach
Administrateur depuis 2006
Président et chef de la direction
CGI

Gerald T. Squire (a)
Administrateur depuis 2003
Administrateur de sociétés

(a) Membre du Comité de vérification et de gestion des risques

(b) Membre du Comité des ressources humaines

(c) Membre du Comité de régie d'entreprise

INSCRIPTION BOUSRIÈRE

Bourse de Toronto, avril 1992 : GIB.A
Bourse de New York, octobre 1998 : GIB

Nombre d'actions en circulation au
30 septembre 2009 :
267 278 110 actions subalternes classe A
33 608 159 actions classe B

Haut/bas du cours de l'action du
1^{er} octobre 2008 au 30 septembre 2009 :
Bourse de Toronto (\$CAN) : 13,30 / 8,30
Bourse de New York (\$US) : 12,66 / 6,63

Les attestations du chef de la direction et du chef de la direction financière de CGI concernant la qualité de la divulgation financière de la Société selon les exigences réglementaires canadiennes sont déposées sur SEDAR (www.sedar.com). Les attestations similaires selon la Règle 13a-14 de la *Securities Exchange Act of 1934* et de l'article 302 de la *Sarbanes-Oxley Act of 2002* des États-Unis figurent en annexe à notre rapport 40F déposé sur EDGAR (www.sec.gov). La Société a également déposé auprès de la Bourse de New York l'attestation exigée par l'article 303A.12 du *Listed Company Manual*.

Les pratiques de CGI en matière de régie d'entreprise ne diffèrent pas de façon significative de celles qui incombent aux sociétés américaines aux termes des conditions d'inscription à la cote de la Bourse de New York. Ces pratiques sont indiquées dans la Circulaire de la direction

de CGI qui est déposée auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis. Ce document est disponible sur le site de SEDAR au www.sedar.com et sur le site de EDGAR au www.sec.gov, respectivement, ainsi que sur le site de CGI au www.cgi.com.

VÉRIFICATEURS

Deloitte & Touche s.r.l.

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT COMPTABLE DES REGISTRES

Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, Ontario M5J 2Y1
Téléphone : 1 800 564-6253

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'entreprise, des exemplaires de ce rapport ou toute autre information financière, veuillez communiquer avec nous :

Relations avec les investisseurs
Groupe CGI inc.
1130, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H3A 2M8
Canada
Tél. : 514-841-3200

Vous pouvez aussi nous joindre en consultant la section « Investisseurs » de notre site Internet : www.cgi.com.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Le mercredi 27 janvier 2010
à 11 heures
Hôtel Omni Mont-Royal
Saisons A et B
1050, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec)

L'assemblée annuelle des actionnaires de CGI sera diffusée en direct sur Internet à l'adresse : www.cgi.com/investisseurs.

Les directives détaillées seront données sur le site de CGI. Les actionnaires désirant voter par téléphone ou sur Internet pourront le faire en suivant les directives contenues dans la Circulaire de la direction de CGI.

Ce rapport annuel est disponible sur notre site Internet : www.cgi.com/investisseurs.

CGI's 2009 annual report is available in English.

LA CONSTITUTION DE CGI

NOTRE RÊVE

Créer un environnement où nous avons du plaisir à travailler ensemble et où, en tant que propriétaires, nous participons au développement d'une entreprise dont nous sommes fiers.

NOTRE MISSION

Aider nos clients en leur fournissant des services professionnels de la plus grande qualité, compétence et objectivité, afin de rencontrer pleinement leurs objectifs en informatique, en processus d'affaires et en gestion. Dans tout ce que nous faisons, nous misons sur le partenariat, l'intrapreneurship, l'esprit d'équipe et l'intégrité, contribuant ainsi à développer une entreprise de classe mondiale en TI et en gestion des processus d'affaires.

NOTRE VISION

Être un leader de classe mondiale en TI et en gestion des processus d'affaires, qui contribue à la croissance et au succès de ses clients.

NOS VALEURS

Partenariat et qualité

Pour nous, le partenariat et la qualité constituent une philosophie et une façon d'être. Nous développons les meilleures pratiques de gestion, nous y adhérons et nous les intégrons à nos cadres de gestion de la relation client et de prestation des services afin d'établir des partenariats solides et durables. Nous sommes à l'écoute de nos clients et nous avons à cœur leur pleine satisfaction.

Objectivité et intégrité

Nous faisons preuve de la plus grande indépendance dans le choix des produits, services et solutions que nous recommandons à nos clients. Nous adhérons aux meilleurs standards de qualité, d'objectivité et d'intégrité. Par conséquent, nous appliquons des règles strictes d'affaires et d'éthique professionnelle dans l'ensemble de l'entreprise. Nous n'acceptons aucune rémunération de la part de fournisseurs.

Intrapreneurship et partage

Notre succès repose sur la compétence, l'engagement et l'enthousiasme de nos membres. Nous favorisons une culture d'innovation et d'autonomie de façon à rendre chacun d'entre nous imputable de la satisfaction de nos clients, assurant ainsi la croissance rentable de notre entreprise. Par le travail en équipe et par le partage de notre savoir-faire et de nos connaissances, nous offrons à nos clients ce que CGI a de meilleur. En tant que membres de CGI, nous prenons part activement au succès de notre entreprise, notamment en participant aux profits et en ayant accès à l'actionnariat.

Respect

En tant qu'entreprise mondiale, nous reconnaissons la grande richesse que la diversité nous apporte. Nous célébrons cette diversité tout en adhérant à la culture de CGI. Dans toutes nos actions, nous sommes respectueux envers nos membres, clients, partenaires d'affaires et concurrents.

Solidité financière

Tous nos efforts visent une performance financière qui se distingue par sa constance et sa solidité afin de soutenir notre croissance à long terme et de récompenser nos membres et nos actionnaires. Notre solidité financière nous permet d'investir et d'améliorer continuellement nos services et solutions d'affaires au bénéfice de nos clients. Dans ce but, nous gérons nos affaires de manière à réaliser un rendement supérieur aux normes de l'industrie.

Responsabilité sociale

Notre modèle d'affaires, qui en est un de proximité, a été conçu afin de développer des liens étroits avec nos clients et avec nos communautés. Nous prenons à cœur nos responsabilités sociales et contribuons à l'évolution des communautés où nous vivons et travaillons.

rapport annuel_2009

CHIFFRES



_la force de l'engagement^{MC}

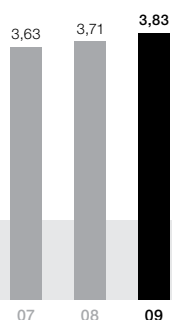
Table des matières

Faits saillants financiers	2
Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation	4
Rapports de la direction et des vérificateurs	36
États financiers consolidés	40
Notes complémentaires	44
Renseignements à l'intention des actionnaires	77

Faits saillants financiers

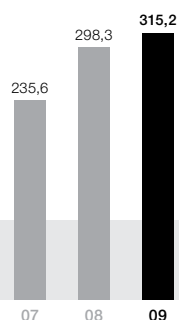
Produits

En milliards de dollars



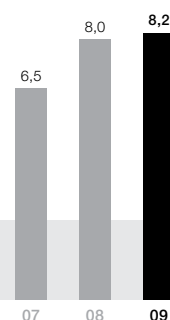
Bénéfice provenant des activités poursuivies

En millions de dollars



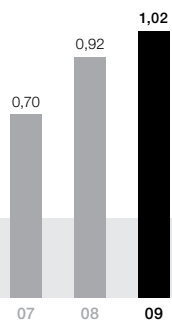
Marge bénéficiaire provenant des activités poursuivies

En pourcentage



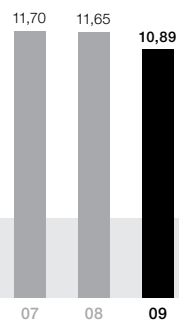
Bénéfice dilué par action provenant des activités poursuivies

En dollars



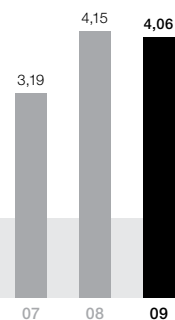
Carnet de commandes

En milliards de dollars



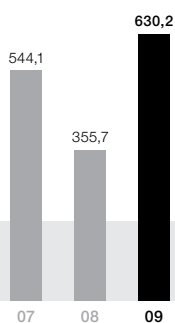
Nouveaux contrats signés

En milliards de dollars



Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies

En millions de dollars



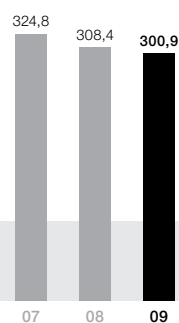
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme

En pourcentage



Nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice

En millions d'actions



Exercices terminés les 30 septembre	2009	2008	2007
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données liées aux actions, ratios et pourcentages)	\$	\$	\$
Performance financière			
Produits	3 825 161	3 705 863	3 633 945
BAll ajusté ¹	460 741	430 486	406 485
Marge du BAll ajusté	12,0 %	11,6 %	11,2 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies	315 158	298 266	235 551
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies	1,03	0,94	0,71
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies	1,02	0,92	0,70
Bénéfice net	316 466	293 132	237 294
Bénéfice de base par action	1,03	0,92	0,72
Bénéfice dilué par action	1,02	0,90	0,71
Bénéfice net (selon les PCGR des États-Unis) ²	314 188	276 048	239 247
Bénéfice par action de base (selon les PCGR des États-Unis) ²	1,02	0,87	0,73
Bénéfice par action dilué (selon les PCGR des États-Unis) ²	1,01	0,86	0,72
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	630 244	355 670	544 115
Situation financière			
Actifs totaux	3 899 910	3 680 558	3 471 861
Capitaux propres	2 275 254	1 997 001	1 815 559
Capitaux propres par action ordinaire	7,56	6,48	5,59
Fonds de roulement	388 950	81 850	123 706
Ratio de fonds de roulement	1,51	1,10	1,16
Dette à long terme (portions court terme et long terme)	283 130	391 091	473 191
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres ³ et à la dette à long terme	s.o.	14,0 %	16,8 %

	Exercice 2009				Exercice 2008			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Résultats trimestriels								
Produits	926 051	950 419	948 319	1 000 372	929 198	950 468	930 770	895 427
BAll ajusté	126 128	113 135	107 250	114 228	105 255	111 091	108 516	105 624
Marge du BAll ajusté	13,6 %	11,9 %	11,3 %	11,4 %	11,3 %	11,7 %	11,7 %	11,8 %
Bénéfice net	82 550	76 530	77 667	79 719	73 586	77 989	68 877	72 680
Bénéfice de base par action	0,27	0,25	0,25	0,26	0,24	0,25	0,21	0,22
Bénéfice dilué par action	0,27	0,25	0,25	0,26	0,23	0,24	0,21	0,22
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	192 450	170 894	187 299	79 601	82 942	105 882	45 869	120 977

1 Le BAll ajusté représente le bénéfice tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, revenu d'intérêts, autres charges, gain à la vente d'actifs, impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices.

2 Le rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et des États-Unis est présenté à la note 29 des états financiers consolidés.

3 Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'excédent de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (« dette nette »), par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme. La dette nette et la somme des capitaux propres et de la dette à long terme sont toutes deux présentées déduction faite de la juste valeur des contrats à terme. Au 30 septembre 2009, notre dette nette était négative étant donné que notre solde de trésorerie était supérieur à notre dette à long terme.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009

Le 9 novembre 2009

Portée de l'analyse

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est la responsabilité de la direction, et elle a été examinée et approuvée par le conseil d'administration. La présente analyse a été établie conformément aux exigences des autorités canadiennes en valeurs mobilières. Il incombe au conseil d'administration de s'assurer que nous remplissons nos obligations fiduciaires envers nos actionnaires et, à la fin du processus, d'examiner et d'approuver l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation. Le conseil d'administration s'acquitte de ses tâches principalement par l'intermédiaire de son comité de vérification, dont les membres nommés par le conseil d'administration sont tous indépendants et connaissent bien la finance.

Tout au long de ce document, nous utilisons les termes « CGI », « nous », « notre », « nos » ou « Société » pour désigner Groupe CGI inc. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation fournit des informations que la direction juge pertinentes aux fins de l'appréciation et de la compréhension des résultats d'exploitation consolidés vérifiés et de la situation financière de la Société. Ce document devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés de la Société et les notes complémentaires pour les exercices terminés les 30 septembre 2009, 2008 et 2007. Les conventions comptables de CGI sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR du Canada »), prescrits par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), lesquels diffèrent à certains égards des principes comptables généralement reconnus des États-Unis (« PCGR des États-Unis »). On trouvera à la note 29 afférente aux états financiers consolidés un rapprochement entre les résultats présentés selon les PCGR du Canada et les résultats présentés selon les PCGR des États-Unis. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation vise les trois objectifs principaux suivants :

- Donner une explication narrative des états financiers consolidés du point de vue de la direction;
- Présenter le contexte dans lequel les états financiers consolidés devraient être analysés en étoffant les informations fournies au sujet de la dynamique et des tendances qui se dégagent des activités de la Société;
- Fournir des informations permettant aux lecteurs d'évaluer la probabilité que le rendement passé soit représentatif du rendement futur.

En vue d'atteindre ces objectifs, l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est divisée en grandes sections, comme suit :

Profil de l'entreprise — description de nos activités et de la façon dont nous générons des produits, ainsi que des marchés dans lesquels nous exerçons nos activités. Nous y présentons aussi un résumé des faits nouveaux importants et certains points saillants de nature financière de l'exercice considéré;

Résultats financiers — analyse des variations en glissement annuel des résultats d'exploitation pour les exercices terminés les 30 septembre 2009, 2008 et 2007, description des facteurs influant sur les produits et le bénéfice (sur une base consolidée et par secteur d'exploitation) et description des facteurs ayant une incidence sur les variations dans les principales catégories de dépenses. Cette section comprend aussi une analyse des nouveaux contrats, ventilés par région et par secteur cible;

Situation de trésorerie et ressources en capital — analyse des variations des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement et description de la situation de trésorerie de la Société et des ressources en capital à sa disposition;

Estimations comptables importantes et risques et incertitudes — explication des secteurs des états financiers qui nécessitent le recours à des estimations importantes et à des hypothèses pour calculer les montants visés. Cette section traite également des risques auxquels sont exposées nos activités commerciales et des conséquences que ces risques pourraient entraîner s'ils se matérialisaient.

Importance des informations fournies

La présente analyse contient des informations que nous jugeons importantes pour les investisseurs. Nous considérons qu'un élément est important s'il provoque, ou s'il est raisonnablement susceptible de provoquer, une variation importante du cours ou de la valeur de nos actions, ou s'il est probable qu'un investisseur raisonnable jugerait l'information importante pour prendre une décision d'investissement.

Énoncés de nature prévisionnelle

Toutes les déclarations contenues dans la présente analyse qui ne concernent pas directement et exclusivement des faits historiques constituent des « énoncés de nature prévisionnelle » au sens de l'article 27A de la loi américaine *Securities Act of 1933* et de l'article 21E de la loi américaine *Securities Exchange Act of 1934*, dans leurs nouveaux termes, et sont de « l'information prospective » au sens des articles 138.3 et suivants de la *Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario*. Ces déclarations et cette information expriment les intentions, projets, attentes et opinions de CGI, sous réserve de la matérialisation de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs sur lesquels la Société n'a, dans bon nombre de cas, aucune emprise. Compte tenu de ces facteurs, les résultats réels pourraient différer considérablement de ceux qui sont indiqués. Ces facteurs comprennent notamment, sans s'y limiter, la date d'entrée en vigueur et la valeur de nouveaux contrats, d'acquisitions et d'autres initiatives de la Société; la capacité d'attirer et de retenir du personnel compétent; la concurrence au sein d'une industrie des TI en constante évolution; la conjoncture économique et commerciale; le risque de change; ainsi que les hypothèses et autres risques énoncés dans l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, dans le rapport annuel de CGI inclus dans le formulaire 40-F déposé auprès de la *Securities and Exchange Commission* des États-Unis (disponible sur EDGAR à www.sec.gov), ainsi que dans la notice annuelle déposée auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (disponible sur SEDAR à www.sedar.com). L'emploi aux présentes des termes « penser », « estimer », « s'attendre à ce que », « avoir l'intention », « anticiper », « prévoir », « planifier », ainsi que de tout autre terme de nature semblable et de toute autre forme conjuguée de ces termes, ne sert qu'à des fins d'énoncés de nature prévisionnelle ou d'information prospective et ces termes ne sont pertinents qu'en date de leur emploi, notamment en ce qui concerne les énoncés relatifs à la performance future. À moins que les lois qui s'appliquent ne l'exigent, CGI décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés de nature prévisionnelle ou l'information prospective consécutivement à l'obtention de nouveaux renseignements ou à la survenue d'événements nouveaux, ou pour tout autre motif. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une crédibilité excessive à ces énoncés de nature prévisionnelle ou à l'information prospective. Vous trouverez dans la section « Risques et incertitudes » de plus amples renseignements sur les risques pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon notable des résultats actuellement prévus.

Mesures financières non définies par les PCGR

Le lecteur est prié de noter que la Société présente ses résultats financiers selon les PCGR. Toutefois, dans la présente analyse, nous utilisons certaines mesures financières qui ne sont pas définies par les PCGR, à savoir :

1. le bénéfice tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, revenu d'intérêts, autres charges, gain à la vente d'actifs, impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices (« BAIL ajusté »);
2. la croissance en devises constantes;
3. le délai moyen de recouvrement des créances;
4. le rendement du capital investi;
5. le rendement des capitaux propres;
6. le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme;
7. le carnet de commandes;
8. les nouveaux contrats; et
9. le ratio nouveaux contrats/facturation.

La direction est d'avis que ces mesures non définies par les PCGR fournissent des renseignements utiles aux investisseurs en ce qui a trait à la situation financière et aux résultats d'exploitation de la Société, étant donné qu'elles représentent des mesures additionnelles de son rendement. Ces mesures non définies par les PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Elles doivent être considérées comme des données supplémentaires ne se substituant pas aux renseignements financiers préparés selon les PCGR.

On trouvera un rapprochement du BAIL ajusté avec sa mesure la plus proche selon les PCGR à la page 16, les définitions des nouveaux contrats, du carnet de commandes, de la croissance en devises constantes, du délai moyen de recouvrement des créances et du ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme aux pages 9 et 10, une analyse des nouveaux contrats et des ratios nouveaux contrats/facturation à la page 11, ainsi qu'une analyse du rendement du capital investi et du rendement des capitaux propres à la page 22.

Retraitement des états financiers des périodes antérieures

Au cours de l'exercice, CGI a adopté rétroactivement le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA, Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, avec retraitement des états financiers des périodes antérieures. La présente analyse tient compte de l'incidence de ces retraitements sur les états financiers consolidés vérifiés des exercices 2009, 2008 et 2007, incidence qui est négligeable. Veuillez vous reporter à la note 2a afférente à nos états financiers consolidés pour obtenir de plus amples informations.

AGENT DES TRANSFERTS

Société de fiducie Computershare du Canada
1-800-564-6253

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Lorne Gorber
Vice-président, Communications et relations avec les investisseurs
Téléphone : 514-841-3355
lorne.gorber@cgi.com

Profil de l'entreprise

À PROPOS DE CGI

Fondée en 1976 et établie à Montréal, au Canada, CGI est l'un des plus importants fournisseurs indépendants de services complets en technologies de l'information (« services en TI ») et en gestion des processus d'affaires dans le monde. À cette fin, CGI mise sur un modèle éminemment souple et efficient de prestation de services. CGI et ses entreprises affiliées comptent quelque 26 000 professionnels œuvrant dans 16 pays. Le modèle de prestation de services de la Société lui permet de dispenser ses services sur place, dans les bureaux de ses clients ou à distance, par l'entremise de l'un de ses centres d'excellence situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde. Nous possédons aussi des solutions d'affaires avancées qui nous aident à tisser des liens durables avec nos clients. Nous subdivisons nos services en fonction des trois catégories ci-dessous :

- **Services-conseils** — CGI fournit une gamme complète de services de consultation en TI et en gestion, y compris dans les domaines de la transformation des affaires, de la planification stratégique des TI, de l'ingénierie des processus d'affaires et de l'architecture de systèmes.
- **Intégration de systèmes** — CGI intègre et adapte des technologies et des applications logicielles de pointe afin de créer des systèmes informatiques qui répondent aux besoins stratégiques de ses clients.
- **Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (« impartition »)** — Nos clients nous délèguent la responsabilité totale ou partielle de leurs fonctions informatiques et de leurs processus d'affaires afin de réaliser des économies substantielles et d'avoir accès aux technologies les plus appropriées tout en conservant la maîtrise de leurs stratégies en ces domaines. Dans le cadre de ce type d'entente, nous mettons en œuvre nos processus de qualité ainsi que nos pratiques visant à rehausser l'efficacité des entreprises clientes. En plus d'incorporer les activités de nos clients à notre réseau technologique, nous pouvons intégrer les professionnels spécialisés qui étaient jusque-là à leur emploi, leur permettant ainsi de se concentrer encore davantage sur leur mission fondamentale. Les services fournis dans le cadre d'un contrat d'impartition peuvent englober un ou plusieurs des aspects suivants : le développement et l'intégration de nouveaux projets et de nouvelles applications ; la maintenance et le soutien d'applications ; la gestion de l'infrastructure technologique (informatique d'entreprise et d'utilisateurs, services réseau) ; le traitement des transactions, la gestion des processus d'affaires et d'autres services tels que la gestion de la paie et la gestion des documents. Les contrats d'impartition, dont la durée est généralement de cinq à dix ans, peuvent être renouvelables.

CGI offre ses services complets aux entreprises appartenant à des secteurs cibles que nous connaissons à fond. Cette approche nous permet de comprendre pleinement les défis concrets auxquels nos clients sont confrontés et de mettre à leur disposition les connaissances ainsi que les solutions qu'il leur faut pour réaliser leurs objectifs d'affaires. Les secteurs économiques que nous ciblons sont : a) les gouvernements et les services de santé, dont nous aidons les organismes à améliorer le rendement de leurs fonctions essentielles grâce à l'utilisation innovatrice des technologies de l'information ; b) les services financiers, dont nous aidons les institutions à se développer et à accroître leur rentabilité en adoptant des solutions qui favorisent la mise en place de processus intégrés ; c) les télécommunications et les services publics, dont nous soutenons les efforts visant à créer de nouvelles sources de revenus tout en renforçant la productivité et le service à la clientèle ; d) le secteur de la distribution et du détail, dont nous aidons les acteurs à établir des modèles souples, centrés sur la clientèle, afin de leur permettre de diminuer leurs coûts et d'augmenter leurs bénéfices ; e) le secteur manufacturier, où nous accompagnons les entreprises qui souhaitent utiliser les technologies de l'information afin de mieux gérer l'ensemble du cycle de vie de leurs produits.

Nous élargissons les horizons de nos clients et leur procurons des avantages supplémentaires grâce à une centaine de solutions d'affaires exclusives, parmi lesquelles on retrouve des progiciels de gestion intégrés ainsi que des solutions de crédit et de recouvrement, de gestion fiscale, de gestion des dépenses, de vérification des réclamations, de dépistage des fraudes et de gestion de l'énergie.

La qualité supérieure des services que nous fournissons à nos clients fait notre fierté. Voilà pourquoi nous avons établi et maintenu le programme de qualité de l'Organisation internationale de normalisation (« ISO »). Nous sommes persuadés que c'est en définissant des normes exigeantes

de qualité du service et en contrôlant sans cesse la conformité de nos activités à ces normes que nous sommes le plus en mesure de combler les besoins de nos clients. Notre programme ISO a une très vaste portée au sein de la Société : quelque 98 % de nos produits émanent d'unités d'affaires possédant la certification ISO.

Nous gérons nos activités en fonction des trois secteurs d'exploitation suivants, outre les activités du siège social : le Canada, les États-Unis d'Amérique et l'Inde (« États-Unis »), ainsi que l'Europe et l'Asie-Pacifique (« Europe »). Ces secteurs d'exploitation sont structurés en fonction du lieu de prestation de services ; leurs résultats englobent les activités qu'ils exercent pour les clients de leurs régions respectives ainsi que les activités réalisées par nos centres d'excellence.

VISION ET STRATÉGIE

La plupart des entreprises sont le fruit d'une vision d'affaires, mais CGI, pour sa part, est née d'un rêve : créer un environnement où les membres ont du plaisir à travailler ensemble et où, en tant que propriétaires, ils participent au développement d'une entreprise dont ils sont fiers. Ce rêve a mené à la vision de CGI : être un leader de classe mondiale du secteur des TI et de la gestion des processus d'affaires, qui contribue à la croissance et au succès de ses clients. Notre stratégie de croissance et d'acquisitions se définit en fonction de quatre piliers et combine la croissance interne aux acquisitions. CGI a été et continuera d'être un vecteur de la consolidation du secteur des TI.

Les deux premiers piliers de notre stratégie portent sur la croissance interne. Le premier cible l'obtention, les renouvellements et les élargissements de plus petits contrats. Le deuxième a pour but de remporter des contrats d'impartition à long terme de grande envergure en tirant parti de notre éventail complet de services, de notre modèle mondial de prestation de services et de notre masse critique.

Le troisième pilier de notre stratégie de croissance met l'accent sur l'acquisition d'entreprises de plus petite taille ou servant des créneaux particuliers. Nous identifions ces cibles d'acquisition au moyen d'un programme de quadrillage stratégique, en vertu duquel nous recherchons systématiquement les entreprises qui augmenteront notre connaissance des secteurs cibles servis ou enrichiront nos offres de service.

Le quatrième pilier vise à réaliser des acquisitions transformationnelles qui augmentent notre portée géographique et notre masse critique. Ces acquisitions renforcent encore davantage les capacités sur lesquelles nous nous appuyons pour remporter des contrats d'impartition de grande envergure.

Tout au long de son histoire, CGI a déployé de manière très rigoureuse les quatre piliers de sa stratégie pour assurer sa croissance, en mettant l'accent sur l'augmentation du bénéfice et sur l'appréciation de l'avoir des actionnaires. En ce moment, nous visons surtout à croître aux États-Unis et en Europe.

CONTEXTE CONCURRENTIEL

À titre de fournisseur de services complets en technologies de l'information et en gestion des processus d'affaires à des clients du monde entier, CGI exerce ses activités dans un secteur mondial hautement concurrentiel, qui évolue très rapidement. Notre concurrence regroupe un éventail diversifié de sociétés internationales — des entreprises spécialisées servant un segment de marché particulier jusqu'aux autres fournisseurs de services complets — principalement établies aux États-Unis, en Europe et en Inde, ces entreprises rivales offrant des produits qui correspondent en tout ou en partie à ceux que CGI fournit à ses clients.

Étant donné la consolidation récente dans le secteur, CGI se retrouve à être l'une des seules entreprises de services en TI qui soit indépendante de tout fournisseur de logiciels ou de matériel. Notre indépendance nous permet d'offrir à nos clients la technologie la plus appropriée dans le monde.

Pour soutenir efficacement la concurrence, CGI met l'accent sur les services d'intégration de systèmes, les services-conseils et les services d'impartition de haut niveau exigeant un savoir-faire de pointe et une connaissance approfondie des secteurs économiques servis. En se conjuguant, notre modèle d'entreprise axé sur la proximité des clients et notre modèle mondial de prestation de services nous permettent d'offrir des services qui se moulent étroitement aux besoins de nos clients tout en demeurant fort compétitifs sur le plan des coûts. Grâce à notre modèle mondial de prestation de services, nous pouvons répondre aux exigences stratégiques et financières de chaque client en lui fournissant une combinaison unique de services offerts à l'intérieur du pays, sur le continent et outre-mer. CGI possède également des solutions d'affaires avancées qui l'aident à entretenir des liens durables avec ses clients. De plus, toutes les activités de CGI sont exécutées conformément aux mêmes assises de gestion, ce qui assure l'homogénéité et la cohérence des façons de faire de toutes nos équipes.

Sur le marché mondial d'aujourd'hui, l'aptitude d'un fournisseur à remporter et à conserver des contrats de services en TI et en gestion des processus d'affaires dépend de nombreux facteurs, tels que le coût total de ses services, sa capacité à réaliser les mandats, ses antécédents, sa connaissance du secteur économique servi, ses investissements dans les solutions d'affaires, sa présence locale, son infrastructure mondiale de prestation de services et la solidité de ses liens avec ses clients. CGI se compare avantageusement à ses concurrents sous tous ces aspects.

En résumé, la proposition à valeur distinctive de CGI englobe les éléments suivants : notre éventail complet de services en TI et en gestion des processus d'affaires ; notre connaissance approfondie de cinq secteurs cibles et nos solutions d'affaires exclusives destinées à ces secteurs, qui représentent la majorité des dépenses mondiales en TI ; notre modèle mondial de prestation de services, un modèle unique qui comprend la meilleure infrastructure de prestation de services du secteur des TI en Amérique du Nord ; nos assises de gestion rigoureuses ; et notre souci du client, soutenu par notre modèle d'entreprise axé sur la proximité des clients. Grâce à cette proposition à valeur distinctive et à la masse critique croissante de CGI dans ses trois principaux marchés — le Canada, les États-Unis ainsi que l'Europe et l'Asie-Pacifique, qui représentent quelque 76 % des dépenses mondiales en TI — nous sommes en mesure d'être concurrentiel à l'échelle internationale et de remporter des contrats de grande envergure.

POINTS SAILLANTS DE 2009

Les récentes perturbations économiques ont fait ressortir la nécessité de se concentrer sur les principes de base d'une saine gestion : livrer les projets dans les délais et selon le budget prévus, générer des rentrées de fonds, gérer les coûts, rembourser notre dette avec diligence et canaliser nos initiatives de développement des affaires dans le but de réaliser notre stratégie de croissance rentable. La discipline de CGI à cet égard nous a permis de maintenir des marges bénéficiaires parmi les meilleures du secteur malgré la conjoncture difficile. En outre, nous avons répondu au besoin de nos clients d'avoir accès à des solutions de rechange moins coûteuses en investissant de manière soutenue dans nos centres d'excellence existants et en inaugurant un nouveau centre à Troy, en Alabama (États-Unis). Nous avons également tiré parti du ralentissement économique en présentant le portefeuille de services *Des solutions pour faire face aux temps difficiles*, qui vise à dégager rapidement le rendement du capital investi dont les clients ont besoin pour réagir aux compressions ou aux déficits budgétaires, à la hausse des dépenses et à la réduction d'effectif. Les points saillants de l'exercice sont les suivants :

- Les nouveaux contrats totalisent plus de 4 milliards \$, ce qui dépasse notre ratio nouveaux contrats/facturation cible de 100 % ;
- Les produits de 3,8 milliards \$ ont augmenté de 3,2 % en glissement annuel ;
- Les coûts des services et frais de vente et d'administration exprimés en pourcentage des produits sont passés de 83,9 % pour l'exercice précédent à 82,9 % ;
- La marge du BAII ajusté, la marge du bénéfice tiré des activités poursuivies et la marge bénéficiaire nette ont progressé par rapport aux exercices 2008 et 2007 ;
- Le bénéfice de base et dilué par action tiré des activités poursuivies a monté de plus de 9,6 % par rapport à l'exercice 2008 ;
- Le délai moyen de recouvrement des créances s'est amélioré, passant de 50 jours un an plus tôt à 39 jours ;
- Les rentrées de fonds tirées des activités poursuivies se sont établies à 630 millions \$, soit 275 millions \$ de plus qu'en 2008 ;
- À la fin de l'exercice, le solde de trésorerie de 343 millions \$ était supérieur de 60 millions \$ au solde de la dette à long terme.

Dans le cadre de sa stratégie de croissance équilibrée, la Société déploie un plan d'expansion dont les cibles de croissance rentable se répartissent également entre les acquisitions et la croissance interne. Au cours de l'exercice 2009, la Société a passé plusieurs cibles d'acquisition potentielles au crible de ses critères d'investissement ; elle a toutefois décidé de ne procéder à aucune acquisition en raison d'incompatibilités liées au moment, à la pertinence ou au prix.

Actions et options sur actions en circulation (au 5 novembre 2009)

263 403 630 actions subalternes classe A

33 608 159 actions classe B

36 416 172 options sur actions subalternes classe A

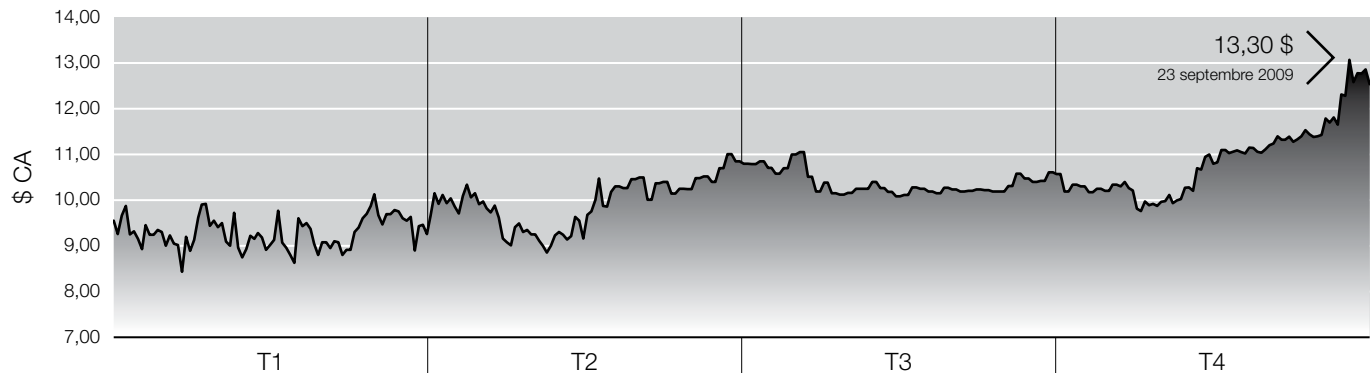
Performance du titre au cours de l'exercice 2009

Les actions de CGI sont inscrites à la Bourse de Toronto (GIB.A) ainsi qu'à celle de New York (GIB). Elles figurent dans l'indice composé S&P/TSX, dans l'indice plafonné des technologies de l'information S&P/TSX, dans l'indice des titres à moyenne capitalisation S&P/TSX et, depuis peu, dans l'indice Dow Jones Sustainability.

Bourse de Toronto	(\$ CA)	Bourse de New York	(\$ US)
Ouverture :	9,30	Ouverture :	8,80
Haut :	13,30	Haut :	12,66
Bas :	8,30	Bas :	6,63
Clôture :	12,54	Clôture :	11,69
Moyenne des transactions quotidiennes au Canada* :		1 239 252	
Moyenne des transactions quotidiennes aux États-Unis :		191 214	

* Compte tenu de la moyenne des transactions quotidiennes à la Bourse de Toronto et dans les systèmes de négociation parallèles.

Cours de l'action de CGI (Bourse de Toronto) pour l'exercice 2009



Rachat d'actions

Le 27 janvier 2009, le conseil d'administration de la Société a approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société et le rachat, au cours de l'année suivante, de jusqu'à 10 % des actions subalternes classe A de la Société. La Société a par la suite obtenu de la Bourse de Toronto l'autorisation de procéder à cette offre publique de rachat. L'offre publique de rachat permet à la Société d'acheter jusqu'à 26 970 437 actions subalternes classe A sur le marché libre, par l'entremise de la Bourse de Toronto, afin de les annuler. L'achat d'actions subalternes classe A en vertu de l'offre publique de rachat a commencé le 9 février 2009 et devait se terminer au plus tard le 8 février 2010, ou plus tôt si la Société complétait le rachat ou décidait de mettre fin à l'offre publique de rachat avant son échéance.

Au cours de l'exercice 2009, en vertu de l'offre publique de rachat antérieure et de celle qui est maintenant en vigueur, la Société a racheté 9 525 892 actions subalternes classe A à un prix moyen, incluant la commission, de 10,49 \$, pour un montant total de 99,9 millions \$.

Aperçu de l'exercice

PRINCIPALES MESURES DU RENDEMENT

Nous utilisons un éventail de mesures financières, de ratios et de mesures non définies par les PCGR pour évaluer notre rendement. Le tableau ci-dessous résume nos principales mesures du rendement. Les résultats obtenus et l'analyse des différents indicateurs sont présentés dans les sections suivantes.

Rentabilité	<ul style="list-style-type: none"> – BALL ajusté — mesure du bénéfice avant éléments non directement liés au coût des activités, comme les frais de financement, les impôts sur les bénéfices et la participation sans contrôle (voir les définitions à la page 10). La direction estime qu'il s'agit d'un meilleur indicateur de la rentabilité de nos activités. – Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies — mesure du bénéfice généré pour les actionnaires, présenté par action, qui suppose la levée de toutes les options en jeu.
Liquidités	<ul style="list-style-type: none"> – Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies — mesure des rentrées de fonds générées dans le cadre de la gestion de nos activités commerciales courantes. Nous croyons que nos flux de trésorerie d'exploitation robustes témoignent de la souplesse financière qui nous permet d'exécuter notre stratégie d'entreprise. – Délai moyen de recouvrement des créances — nombre moyen de jours pour convertir nos créances clients et nos travaux en cours en rentrées de fonds. La direction surveille cet indicateur de près pour assurer le recouvrement des sommes dues en temps opportun et le maintien d'un niveau suffisant de liquidités, et elle s'engage à ce que le délai moyen demeure inférieur à la cible de 45 jours de la Société.
Croissance	<ul style="list-style-type: none"> – Croissance en devises constantes — mesure de la croissance des produits avant l'effet de la variation des taux de change. Nous estimons qu'il est utile d'ajuster les produits de manière à exclure l'effet de change afin de mieux comprendre les tendances dans le secteur. – Carnet de commandes — meilleure estimation par la direction des produits qui seront réalisés dans l'avenir, en fonction des modalités des contrats de clients respectifs en vigueur à une date donnée. – Ratio nouveaux contrats/facturation — mesure des nouveaux contrats obtenus en proportion avec nos produits de la période. Cet indicateur permet à la direction de surveiller les initiatives de développement des affaires de l'entreprise pour assurer la croissance de notre carnet de commandes et de nos activités au fil du temps. La direction demeure engagée à maintenir un ratio cible supérieur à 100 % sur une période de 12 mois. La direction estime que cette période plus longue constitue une mesure plus efficace étant donné que la taille et l'échéancier des nouveaux contrats pourraient faire varier la mesure considérablement sur une période de trois mois seulement.

Structure du capital	<ul style="list-style-type: none"> Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme — mesure de notre levier financier, déduction faite de notre situation de trésorerie. La direction utilise cet indicateur, qui donne un aperçu de notre santé financière, pour surveiller la proportion de la dette par rapport aux capitaux utilisés pour financer nos activités. Rendement des capitaux propres — mesure du taux de rendement de la participation de nos actionnaires. La direction fait appel au rendement des capitaux propres pour mesurer l'efficacité avec laquelle elle génère des bénéfices pour les actionnaires de la Société et dans quelle mesure la Société a du succès en utilisant les fonds de placement pour faire croître le bénéfice. Rendement du capital investi — mesure de l'efficacité avec laquelle la Société répartit les capitaux dont elle a le contrôle dans des placements rentables. La direction examine ce ratio pour déterminer dans quelle mesure elle utilise bien ses fonds pour dégager des rendements.
-----------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

POINTS SAILLANTS DES RÉSULTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE

Aux 30 septembre et pour les exercices terminés à ces dates	2009	2008	2007	Variation 2009/2008	Variation 2008/2007
Carnet de commandes ¹ (en millions de dollars)	10 893	11 645	11 696	-6,5 %	-0,4 %
Nouveaux contrats (en millions de dollars)	4 059	4 145	3 190	-2,1 %	29,9 %
Produits					
Produits (en milliers de dollars)	3 825 161	3 705 863	3 633 945	3,2 %	2,0 %
Croissance en devises constantes ²	-1,9 %	5,3 %	7,4 %		
Rentabilité					
Marge du BAII ajusté ³	12,0 %	11,6 %	11,2 %		
Bénéfice tiré des activités poursuivies (en milliers de dollars)	315 158	298 266	235 551	5,7 %	26,6 %
Marge du bénéfice tiré des activités poursuivies	8,2 %	8,0 %	6,5 %		
Bénéfice net (en milliers de dollars)	316 466	293 132	237 294	8,0 %	23,5 %
Marge bénéficiaire nette	8,3 %	7,9 %	6,5 %		
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies (en dollars)	1,03	0,94	0,71	9,6 %	32,4 %
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies (en dollars)	1,02	0,92	0,70	10,9 %	31,4 %
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,03	0,92	0,72	12,0 %	27,8 %
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,02	0,90	0,71	13,3 %	26,8 %
Bilan (en milliers de dollars)					
Total de l'actif	3 899 910	3 680 558	3 471 861	6,0 %	6,0 %
Passifs financiers à long terme ⁴	302 741	326 916	516 470	-7,4 %	-36,7 %
Dette nette ⁵	(66 034)	332 199	384 312	-119,9 %	-13,6 %
Total du passif à long terme avant obligations liées aux fonds des clients	527 401	545 967	736 753	-3,4 %	-25,9 %
Flux de trésorerie et structure financière					
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies (en milliers de dollars)	630 244	355 670	544 115	77,2 %	-34,6 %
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme ⁵	s.o.	14,0 %	16,8 %		
Délai moyen de recouvrement des créances ⁶	39	50	42	-22,0 %	19,0 %

1 Le carnet de commandes tient compte des nouveaux contrats, des élargissements et des renouvellements (« nouveaux contrats ») signés au cours de la période considérée, ainsi que des modifications de volumes, des annulations et des fluctuations des taux de change ayant eu pour effet de modifier durant la période la valeur des contrats en vigueur au début de la période. Le carnet de commandes se fonde sur des estimations de la direction qui peuvent être modifiées. Se reporter à la page 11 pour plus de détails.

2 La croissance en devises constantes est ajustée afin d'éliminer l'incidence des fluctuations des taux de change. Se reporter à la page 13 pour plus de détails.

3 Le BAII ajusté n'est pas une mesure définie par les PCGR. La page 17 présente un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

4 Les passifs financiers à long terme comprennent la tranche à long terme de la dette et des contrats de location-acquisition, les coûts d'intégration et de restructuration, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, la rémunération différée et tous les contrats à terme constituant des passifs.

5 Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'excédent de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (« dette nette »), par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme. La dette nette et la somme des capitaux propres et de la dette à long terme sont toutes deux présentées déduction faite de la juste valeur des contrats à terme. Au 30 septembre 2009, notre dette nette était négative étant donné que notre solde de trésorerie était supérieur à notre dette à long terme.

6 On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés de la somme des débiteurs et des travaux en cours, puis en divisant le résultat de cette opération par les produits comptabilisés pour la dernière période de trois mois, divisés par 90 jours.

RÉSULTATS FINANCIERS

Nouveaux contrats et ratio nouveaux contrats/facturation

Le ratio nouveaux contrats/facturation de la Société s'est établi à 106 % pour l'exercice. Le ratio nouveaux contrats/facturation représente la valeur totale des nouveaux contrats par rapport à la valeur totale des produits de la période considérée. Sur les nouveaux contrats d'une valeur de 4,1 milliards \$ signés au cours de l'exercice, 52 % provenaient de nouveaux clients et 48 % d'élargissements et de renouvellements.

Les progrès ont été spécialement marqués dans le secteur cible des gouvernements et services de santé et dans celui des services financiers, desquels ont émané environ 46 % et 41 % des nouveaux contrats, respectivement. Sur le plan géographique, l'apport des États-Unis a été de 58 %, celui du Canada s'est établi à 33 % alors que la zone Europe a fourni 9 % des nouveaux contrats.

Nous présentons de l'information sur les nouveaux contrats car nous estimons fournir ainsi des renseignements utiles sur la variation de notre volume de nouveaux contrats au fil du temps. Néanmoins, compte tenu des délais de prise d'effet de nos contrats d'impartition et des périodes de transition précédant leur mise en œuvre, les produits associés à ces nouveaux contrats peuvent fluctuer d'une période à l'autre. En raison des caractéristiques variables de ces contrats, dont l'utilisation en fonction de la demande, les modifications de l'étendue des travaux à effectuer par suite de l'évolution des exigences du client ainsi que les clauses de résiliation au gré du client, les valeurs comptabilisées initialement peuvent varier. L'information concernant nos nouveaux contrats ne doit donc pas faire l'objet d'une comparaison avec l'analyse de nos produits ni se substituer à une telle analyse; elle constitue plutôt un indicateur important des revenus futurs utilisé par la direction de la Société pour mesurer la croissance.

Principaux contrats signés au cours de l'exercice

Date d'annonce	Client	Durée	Valeur
Le 14 octobre 2008	Federal Communications Commission	10 ans	25 millions \$ US
	La Federal Communications Commission a retenu CGI comme principal sous-traitant de premier choix pour produire son logiciel de gestion financière Momentum® et fournir une solution d'hébergement pour son service de gestion financière dans le cadre de l'initiative de remplacement des systèmes financiers de base de l'organisme.		
Le 20 octobre 2008	North Carolina Department of Revenue	Trois ans	55,3 millions \$ US
	CGI contribuera à améliorer l'administration fiscale de l'État en élaborant une solution de gestion fiscale intégrée de deuxième génération qui fait appel à des produits de série configurés spécialement en fonction des besoins du département.		
Le 10 mars 2009	Cigna	Plusieurs années	35 millions \$ US par année
	CGI assurera la prestation de services pour les applications relatives aux réclamations, à la facturation, aux opérations bancaires, aux ventes, à la tarification, à l'inscription, à l'admissibilité et à la réassurance.		
Le 17 mars 2009	Centers for Medicare & Medicaid Services	Cinq ans et demi	135 millions \$ US
	CGI a décroché le contrat Medicare Advantage & Part D Maintenance and Enhancement Services pour mettre à jour et améliorer la performance et l'extensibilité du système.		
Le 25 mars 2009	Foresters	10 ans	182 millions \$
	CGI assurera la maintenance et fournira des services de développement des applications de TI à partir de ses centres d'excellence de Toronto, d'Halifax et de Bangalore. Les services d'infrastructure de TI, y compris les ordinateurs centraux des centres de traitement des données, les communications vocales, le service de dépannage en TI et les services informatiques distribués, seront assurés par ses centres situés en Ontario.		
Le 7 avril 2009	General Services Administration	Cinq ans	43 millions \$ US
	CGI modernisera les anciens modules de facturation et de débiteurs de l'organisation. Ce contrat prévoit la prestation de services pour le cycle de vie complet et l'hébergement d'infrastructures.		
Le 8 avril 2009	Environmental Protection Agency	Trois ans	67 millions \$ US
	CGI a été choisie par l'Environmental Protection Agency des États-Unis pour assurer le soutien de Central Data Exchange, le point d'entrée pour la transmission de données environnementales à l'EPA sur le réseau d'échange national d'information environnementale.		
Le 17 avril 2009	État de la Louisiane	Trois ans	40 millions \$ US
	CGI assurera la gestion des activités et des services en TI afin d'appuyer le programme Road Home qui est en cours en Louisiane. Afin de gérer avec succès la série complexe d'interactions de TI qui soutiennent ce programme, l'équipe de CGI assurera la maintenance des applications, le soutien aux utilisateurs, des services d'entreposage de données et d'information, ainsi que la planification de la reprise après sinistre et de la continuité de l'exploitation.		

Date d'annonce	Client	Durée	Valeur
Le 14 mai 2009	General Services Administration (« GSA »)	Cinq ans	52 millions \$ US
CGI fournira du soutien aux activités et à la maintenance ainsi que des mises à niveau logicielles pour l'application de gestion financière de la GSA, Pegasys. Le système Pegasys, hébergé dans le centre de traitement des données de CGI à Phoenix, s'appuie sur le logiciel de gestion financière Momentum® de CGI, leader sur le marché. Il accepte des utilisateurs provenant de 11 régions du pays et traite près de 20 millions d'opérations totalisant plus de 24 milliards \$ US chaque année. Aux termes de ce contrat, CGI assurera la gestion de projet, le soutien à la production, la mise à l'essai, le soutien au développement et à la mise en œuvre ainsi que les mises à niveau logicielles et la maintenance.			
Le 29 juillet 2009	Commonwealth de Virginie	Jusqu'en juin 2016	70 millions \$ US
Prolongement du contrat relatif au système d'approvisionnement électronique eVA primé de CGI. Depuis la mise en œuvre initiale du système en 2001, le Commonwealth a utilisé eVA pour acheter des produits et services d'une valeur de 20 milliards \$, dont une tranche de 11,6 milliards \$ a été acquise auprès de petites entreprises et d'entreprises appartenant à des femmes et à des membres de groupes ethniques, tout en faisant épargner plus de 280 millions \$ à l'État et aux contribuables.			
Le 27 août 2009	Gouvernement du Canada	Prolongation de quatre ans	78 millions \$
La Société a collaboré avec le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour définir et mettre en œuvre les services axés sur les résultats et en établir la portée dans le cadre d'un modèle de prestation de services délégués de CGI.			
Le 9 octobre 2009	General Services Administration	Cinq ans	32 millions \$ US
CGI fournira l'hébergement du centre de traitement des données et le soutien à la gestion des applications du système financier intégré de la GSA, qui s'appuie sur le logiciel financier Momentum® de CGI. Ce contrat a été signé avant la fin de notre exercice, mais il a été annoncé après.			
Le 13 octobre 2009	Daimler Financial Services (« DFS »)	Prolongation de cinq ans	Non dévoilée
CGI fournit des services complets de gestion des applications en ce qui a trait au financement automobile international, offrant à DFS un service peu coûteux pour rationaliser et normaliser ses processus d'affaires tout en maximisant les économies opérationnelles en faisant appel aux services d'impartition de CGI, dominants dans le secteur. Ce contrat a été signé avant la fin de notre exercice, mais il a été annoncé après.			

Change

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est soumise à la fluctuation des taux de change des devises. Nous présentons tous les montants en dollars canadiens et convertissons les actifs, les passifs et les opérations libellés en devises selon les taux de change applicables prescrits par les PCGR.

Les tableaux suivants montrent les variations des taux de change de clôture et des taux de change moyens de nos principales monnaies fonctionnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture indiqués ci-dessous pour convertir nos actifs, nos passifs et notre carnet de commandes en dollars canadiens au 30 septembre pour les exercices suivants :

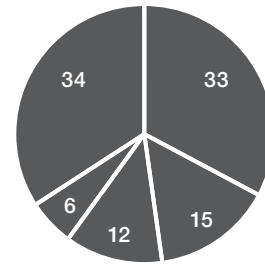
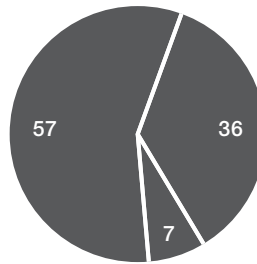
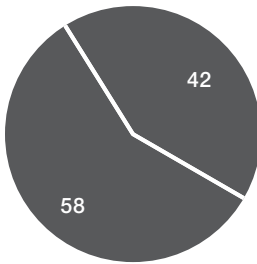
	2009	2008	2007	Variation 2009/2008	Variation 2008/2007
Dollar américain	1,0722	1,0599	0,9963	1,2 %	6,4 %
Euro	1,5686	1,4923	1,4166	5,1 %	5,3 %
Roupie indienne	0,0223	0,0228	0,0251	-2,2 %	-9,2 %
Livre sterling	1,7158	1,8868	2,0313	-9,1 %	-7,1 %

Nous avons utilisé les taux de change moyens indiqués ci-dessous pour convertir les produits, les charges et les nouveaux contrats :

	2009	2008	2007	Variation 2009/2008	Variation 2008/2007
Dollar américain	1,1804	1,0093	1,1134	17,0 %	-9,3 %
Euro	1,5944	1,5176	1,4809	5,1 %	2,5 %
Roupie indienne	0,0242	0,0246	0,0262	-1,6 %	-6,1 %
Livre sterling	1,8235	1,9877	2,1921	-8,3 %	-9,3 %

Répartition des produits

Les graphiques suivants fournissent des renseignements additionnels sur la répartition de nos produits de l'exercice.



Types de contrats

Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (impartition)	58 %
Services en TI	47 %
Gestion des processus d'affaires	11 %
Intégration de systèmes et services-conseils	42 %

Répartition géographique

Canada	57 %
États-Unis	36 %
Europe	7 %

Secteurs cibles

Gouvernements et services de santé	34 %
Services financiers	33 %
Télécommunications et services publics	15 %
Distribution et détail	12 %
Secteur manufacturier	6 %

Variation des produits et produits selon les secteurs d'exploitation

Le tableau qui suit présente la croissance totale de nos produits et la croissance de nos produits selon les secteurs d'exploitation, entre 2009 et 2008, en isolant l'incidence de la variation des taux de change. Les produits par secteur d'exploitation pour les exercices 2008 et 2007 tiennent compte, respectivement, des taux de change réels pour chacun de ces exercices.

Pour les exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	2009	2008	2007	Variation 2009/2008	Variation 2008/2007
Produits	3 825 161	3 705 863	3 633 945	3,2 %	2,0 %
Croissance en devises constantes	-1,9 %	5,3 %	7,4 %		
Effet des variations des taux de change	5,1 %	-3,3 %	-0,3 %		
Variation par rapport à l'exercice précédent	3,2 %	2,0 %	7,1 %		
Produits attribuables au secteur d'exploitation Canada avant effet des variations des taux de change	2 172 441	2 335 566	2 251 326	-7,0 %	4,0 %
Effet des variations des taux de change	7 218	-	-		
Produits attribuables au secteur d'exploitation Canada	2 179 659	2 335 566	2 251 326	-6,7 %	3,7 %
Produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis avant effet des variations des taux de change	1 178 329	1 086 513	1 115 449	8,5 %	7,3 %
Effet des variations des taux de change	183 458	-	-		
Produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis	1 361 787	1 086 513	1 115 449	25,3 %	-2,6 %
Produits attribuables au secteur d'exploitation Europe avant effet des variations des taux de change	285 047	283 784	267 170	0,4 %	7,4 %
Effet des variations des taux de change	(1 332)	-	-		
Produits attribuables au secteur d'exploitation Europe	283 715	283 784	267 170	0,0 %	6,2 %
Produits	3 825 161	3 705 863	3 633 945	3,2 %	2,0 %

L'exercice 2009 a été marqué par des difficultés économiques généralisées qui se sont répercutées sur les économies partout dans le monde. En rétrospective, notre premier trimestre a été très solide avec des produits qui ont atteint un milliard de dollars, et il a été suivi de trois trimestres consécutifs pendant lesquels nos clients ont ressenti la pression du ralentissement économique.

En raison de ce ralentissement, de nombreux clients ont adopté une approche circonspecte, cherchant ainsi à conserver leurs liquidités et à revoir leurs plans d'investissement dans le but de préserver leur rentabilité à court terme et de réduire les exigences en matière de flux de trésorerie. Nous avons observé un virage dans leur comportement d'achat, les investissements dans l'intégration des systèmes et les services-conseils étant moins nombreux que les contrats d'impartition ou de services délégués à long terme. Ce virage a eu une incidence sur les produits tirés de l'intégration de systèmes et des services-conseils puisque certains clients ont choisi de reporter ou d'échelonner davantage leurs projets en cours de réalisation, de différer le lancement de nouveaux projets, de se procurer les mêmes services auprès de nos centres mondiaux de prestation de services ou de réévaluer leurs budgets d'investissement et d'exploitation, et ce, afin d'améliorer leurs marges bénéficiaires. Selon les marchés géographiques et les secteurs cibles, ces mesures ont entraîné une réduction des produits tirés des projets à court terme, laquelle a été

contrebalancée par une augmentation du nombre de nouveaux contrats à long terme signés dans les domaines de l'intégration des systèmes et des services-conseils. Les sources de revenus liés à ces contrats à long terme ne commenceront à porter fruit que lorsque les travaux y afférents nous auront été transférés, ce qui se produit normalement entre trois et six mois après la mise en œuvre du contrat.

Les produits de l'exercice 2009 se sont élevés à 3 825,2 millions \$, en hausse de 119,3 millions \$, ou 3,2 %, par rapport à l'exercice 2008. En devises constantes, les produits ont reculé de 1,9 % en glissement annuel. Cette baisse a été plus que neutralisée par l'incidence favorable nette de la variation des taux de change, laquelle s'est chiffrée à 189,3 millions \$, ou 5,1 %, et reflète surtout l'appréciation du dollar américain. En devises constantes, le secteur des gouvernements et services de santé et celui des services financiers ont enregistré des hausses de 8 % et de 7 %, respectivement, par rapport à l'exercice 2008, alors que des baisses respectives de 29 % et de 6 % en glissement annuel ont été enregistrées dans le secteur des télécommunications et services publics ainsi que dans le secteur manufacturier.

Les produits de l'exercice 2008 avaient totalisé 3 705,9 millions \$, en hausse de 71,9 millions \$, ou 2,0 %, par rapport à l'exercice 2007. En devises constantes, les produits se sont accrus de 5,3 % comparativement à l'exercice 2007. La variation des taux de change a eu une incidence défavorable de 118,4 millions \$, ou 3,3 %, attribuable surtout aux fluctuations du dollar américain. En devises constantes, les secteurs cibles où nous avons enregistré les croissances les plus fortes ont été les télécommunications et services publics (13 %), la distribution et détail (8 %) et les services financiers (3 %).

CANADA

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009, les produits émanant de notre secteur d'exploitation Canada ont totalisé 2 179,7 millions \$, ce qui correspond à un recul de 155,9 millions \$, ou 6,7 % par rapport à l'exercice 2008. Une tranche d'environ 92,0 millions \$ de ce repli est imputable au non-renouvellement d'un contrat peu rentable, alors que le solde est attribuable à divers autres clients qui ont choisi de reporter leurs dépenses en TI ou encore d'obtenir leurs services auprès de nos ressources outre-mer. La demande pour nos contrats d'impartition et de services délégués à long terme s'est toutefois maintenue, notre portefeuille diversifié de services ayant aidé nos clients à demeurer concurrentiels dans des conditions difficiles en leur permettant de se concentrer sur leurs activités de base.

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008, les produits émanant de notre secteur d'exploitation Canada avaient atteint 2 335,6 millions \$, en hausse de 84,2 millions \$, ou 3,7 %, par rapport à 2007. En devises constantes, les produits ont augmenté de 4,0 % ou 89,5 millions \$ comparativement à ceux de l'exercice 2007. La croissance résulte surtout de la hausse des produits émanant de nos services d'intégration de systèmes et de nos services-conseils, principalement dans les secteurs cibles des télécommunications et services publics, de la distribution et détail et des services financiers, légèrement compensée par la réalisation de certains contrats d'impartition isolés.

ÉTATS-UNIS

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009, les produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis se sont établis à 1 361,8 millions \$, soit une hausse de 275,3 millions \$, ou 25,3 %, par rapport à l'exercice précédent. L'incidence favorable de la variation des taux de change s'est chiffrée à 183,5 millions \$. En devises constantes, les produits se sont accrus de 91,8 millions \$, ou 8,5 %, comparativement à l'exercice antérieur. L'offre en matière de valeurs de notre gamme de solutions continue de plaire aux clients de tous les secteurs cibles, et plus particulièrement à ceux des secteurs des services financiers et des gouvernements et services de santé. Comme pour notre secteur d'exploitation Canada, nous avons observé un comportement prudent de la part de certains clients américains, ceux-ci ayant reporté le lancement de nouveaux projets ou révisé leurs priorités en matière de dépenses en TI discrétionnaires. Les baisses attribuables à ces clients ont été entièrement compensées par la croissance découlant des contrats existants avec des administrations publiques et des nouveaux contrats avec des clients du secteur des services financiers et du secteur des gouvernements et services de santé, dont certains sont décrits aux pages 11 et 12.

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008, les produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis avaient progressé de 7,3 % ou 80,9 millions \$ en devises constantes par rapport à la période correspondante de 2007. La variation des taux de change a eu une incidence défavorable de 109,9 millions \$, ou 9,9 %, qui a conduit à un recul global de 2,6 % pour ce secteur. Comme nous l'avons mentionné, nous avons affiché une croissance en devises constantes dont le secteur des gouvernements et services de santé a été le principal moteur.

EUROPE

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009, notre secteur d'exploitation Europe a constaté des produits de 283,7 millions \$, demeurés essentiellement stables par rapport à l'exercice précédent. En devises constantes, les produits ont enregistré une hausse de 1,3 million \$, ou 0,4 %, en glissement annuel. À l'échelle mondiale, les conséquences de la crise économique ont poussé nos clients européens à réagir comme nos clients d'Amérique du Nord; les achats de produits discrétionnaires ont été reportés, les clients préférant investir dans des initiatives visant à stimuler les bénéfices et les flux de trésorerie à court terme. La croissance en devises constantes a émané en premier lieu de certains clients dans le secteur cible des services financiers; elle a été contrebalancée en grande partie par le ralentissement, à la demande des clients, de certains contrats en Australie, principalement dans les secteurs cibles des gouvernements et services de santé, ainsi que des télécommunications et services publics.

Pour l'exercice 2008, les produits de notre secteur d'exploitation Europe s'étaient chiffrés à 283,8 millions \$, en hausse de 16,6 millions \$, ou 6,2 %, par rapport à 2007. En devises constantes, les produits de ce secteur ont crû de 19,9 millions \$, ou 7,4 %, la variation des taux de change ayant eu une incidence défavorable de 3,3 millions \$ ou 1,2 %. La croissance nette résulte surtout de la hausse des travaux d'intégration de systèmes et de services-conseils effectués pour nos clients du secteur des télécommunications de l'Europe centrale. En 2008, nous avons aussi bénéficié de produits supplémentaires associés à un nouveau contrat d'impartition dans le secteur cible des services financiers.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour les exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	2009	% des produits	2008	% des produits	2007	% des produits
Coûts des services et frais de vente et d'administration	3 170 406	82,9 %	3 110 760	83,9 %	3 050 782	84,0 %
(Gain) perte de change	(1 747)	0,0 %	1 445	0,0 %	3 457	0,1 %
Amortissement						
Immobilisations	61 412	1,6 %	43 455	1,2 %	32 396	0,9 %
Coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	22 377	0,6 %	17 925	0,5 %	18 944	0,5 %
Autres actifs incorporels	100 829	2,6 %	101 792	2,7 %	121 881	3,4 %
Perte de valeur liée aux autres actifs incorporels	11 143	0,3 %	–	0,0 %	–	0,0 %
Amortissement total	195 761	5,1 %	163 172	4,4 %	173 221	4,8 %

Coûts des services et frais de vente et d'administration

En 2009, nous avons géré de manière proactive notre structure de coûts pour nous adapter aux conditions économiques qui avaient cours. Les coûts des services et frais de vente et d'administration ont représenté 82,9 % des produits de l'exercice 2009, en baisse par rapport à 83,9 % en 2008. Ce repli s'explique principalement par les améliorations de la marge brute découlant d'initiatives de restructuration et d'augmentation du rendement mises en œuvre actuellement et par le passé. Les coûts des services et frais de vente et d'administration, en pourcentage des produits, se sont quant à eux accrus légèrement de 0,3 %. Au cours de l'exercice, nous avons engagé des coûts d'environ 44,9 millions \$ liés principalement aux indemnités de départ versées dans le cadre du réaménagement de nos effectifs, ainsi que pour nous départir d'actifs fonciers excédentaires. Cette mesure proactive nous aidera à maintenir nos marges en fonction des produits attendus. Les coûts de nos services sont établis principalement en fonction des charges liées à nos ressources humaines, lesquels varient en raison du versement de primes d'intéressement et d'ajustements de la rémunération au cours de la période. En glissement annuel, la fluctuation des taux de change a fait monter les coûts de nos services et nos frais de vente et d'administration de 169,4 millions \$. Cette hausse a été contrebalancée par l'incidence favorable de 189,3 millions \$ de la variation des taux de change décrite dans la rubrique sur les produits. Nous demeurons à l'affût des possibilités de hausser nos marges d'exploitation et d'optimiser notre structure de coûts.

Pour l'exercice 2008, les coûts des services et frais de vente et d'administration avaient représenté 83,9 % des produits, contre 84,0 % en 2007. Notre marge bénéficiaire brute de même que nos ratios des frais de vente et des frais d'administration sont demeurés relativement stables d'un exercice à l'autre. Durant l'exercice 2008, les retombées positives de 103,3 millions \$ de la variation des taux de change sur nos coûts des services et frais de vente et d'administration ont annulé en grande partie la diminution des produits attribuable au même facteur, décrite dans la section précédente.

(Gain) perte de change

Ce poste comprend l'effet réalisé et non réalisé de la variation des taux de change sur notre bénéfice. La Société, en plus de sa couverture naturelle, a mis en œuvre une stratégie visant à gérer son exposition, dans la mesure du possible, aux fluctuations des taux de change au moyen de l'utilisation efficace d'instruments financiers. Plus de renseignements sur notre stratégie de couverture sont fournis dans la section sur les instruments financiers.

Amortissement

Par rapport à l'exercice 2008, la hausse de l'amortissement des immobilisations pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009 est surtout liée aux équipements informatiques acquis au cours de la dernière année afin de soutenir nos clients et d'améliorer l'infrastructure de nos centres de traitement des données. En outre, nous avons déménagé certains de nos bureaux, ce qui nous a permis de conclure des contrats de location plus avantageux que ceux de l'an dernier. L'amortissement lié aux améliorations locatives a augmenté en raison des investissements dans de nouveaux ajouts et de l'amortissement accéléré comptabilisé au titre de la superficie excédentaire.

La hausse de l'amortissement des immobilisations entre 2007 et 2008 découle aussi d'achats de matériel informatique pour les raisons susmentionnées. En outre, certains types d'équipements que nous finançons auparavant au moyen de contrats de location-exploitation ont été achetés, contribuant ainsi à l'accroissement de la charge d'amortissement.

L'amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition a lui aussi augmenté en 2009 par rapport à 2008. La hausse est essentiellement attribuable aux nouveaux contrats signés en 2009 ou vers la fin de 2008, l'amortissement lié à ces contrats ayant été nul ou très faible à l'exercice précédent. L'amortissement des coûts de transition a diminué en 2008 par rapport à 2007 en raison principalement de l'amortissement accéléré comptabilisé au deuxième trimestre de l'exercice 2007 dans le contexte de la réorganisation d'un client; l'effet de ce facteur a toutefois été amoindri par l'amortissement sur une année complète des activités de transition associées à l'intégration de nouveaux clients ainsi qu'à la mise en place de nouveaux contrats démarrés en 2007.

L'amortissement constaté au titre des autres actifs incorporels pour l'exercice 2009 est comparable à celui de 2008, ce qui rend compte du processus d'amortissement normal des logiciels internes, des solutions d'affaires et des relations clients. La diminution de l'amortissement constaté

au titre des autres actifs incorporels en 2008 comparativement à 2007 est attribuable à l'amortissement comptabilisé durant l'exercice 2007 en lien avec une solution d'affaires destinée à nos clients du secteur pétrolier et gazier de l'Ouest canadien, au fait que certains droits d'utilisation de logiciels et autres actifs incorporels, par exemple des marques de commerce et des relations avec des clients, ont été entièrement amortis, ainsi qu'à la prolongation de la vie utile d'une solution d'affaires destinée au secteur du courtage.

Au dernier trimestre de l'exercice 2009, la Société a comptabilisé une perte de valeur de 11,1 millions \$ qui n'a pas eu d'incidence sur nos flux de trésorerie d'exploitation. Cette charge se rattache principalement à des améliorations apportées à certaines solutions d'affaires financières dans nos bureaux américains dont il a été établi qu'elles ne procureraient aucun avantage futur vu la conjoncture instable. Aucune charge de dépréciation n'a été constatée pour les exercices 2008 et 2007.

Pour les exercices 2009 et 2008, la variation des taux de change a eu une incidence défavorable de 7,5 millions \$ et de 5,7 millions \$, respectivement, sur l'amortissement total.

BAII AJUSTÉ SELON LES SECTEURS D'EXPLOITATION

Pour les exercices terminés les 30 septembre
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	2009	2008	2007	Variation 2009/2008	Variation 2008/2007
Canada	320 702	332 827	322 698	-3,6 %	3,1 %
En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation Canada	14,7 %	14,3 %	14,3 %		
États-Unis	171 965	129 401	123 512	32,9 %	4,8 %
En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis	12,6 %	11,9 %	11,1 %		
Europe	18 639	24 692	23 152	-24,5 %	6,7 %
En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation Europe	6,6 %	8,7 %	8,7 %		
Siège social	(50 565)	(56 434)	(62 877)	-10,4 %	-10,2 %
En pourcentage des produits	-1,3 %	-1,5 %	-1,7 %		
BAII ajusté	460 741	430 486	406 485	7,0 %	5,9 %
Marge du BAII ajusté	12,0 %	11,6 %	11,2 %		

CANADA

Pour l'exercice 2009, le BAII ajusté s'est établi à 320,7 millions \$, soit un recul de 12,1 millions \$, ou 3,6 %, par rapport à l'exercice 2008. Le BAII ajusté a ainsi représenté 14,7 % des produits émanant de ce secteur d'exploitation, contre 14,3 % un an plus tôt. Cette baisse par rapport à l'exercice précédent résulte en majeure partie de la décision prise par certains clients de reporter ou d'échelonner davantage la réalisation de certains projets et du délai qui existe entre la signature d'un nouveau contrat d'impartition et le moment où ce dernier devient une source effective de revenus. Le report de la mise en œuvre de nouveaux projets par nos clients a non seulement entraîné une diminution des produits, mais a aussi entraîné la constatation de charges de main-d'œuvre qui n'ont pu être recouvrées puisque certains employés étaient sans affectation. Au cours de l'exercice, nous avons engagé des coûts d'environ 35,0 millions \$ au titre d'indemnités de départ et de la cession d'actifs fonciers excédentaires afin d'harmoniser notre structure de coûts avec nos produits prévus. Nous avons aussi continué d'investir dans des initiatives d'automatisation et autres afin de réduire nos coûts unitaires, particulièrement dans nos centres de traitement des données et dans nos centres d'excellence.

Si le fait de délaissier nos centres de prestation de services locaux pour certains clients en faveur de nos activités mondiales outre-mer moins coûteuses a fait baisser nos produits, cela a eu une incidence positive sur la marge du BAII du secteur d'exploitation exprimée en pourcentage. Cette augmentation de la marge en pourcentage peut aussi être attribuée aux avantages des initiatives de restructuration et d'autres programmes d'investissement mentionnés précédemment qui ont été mis en œuvre dans les dernières années et qui, en définitive, ont fait croître notre marge brute en pourcentage. De plus, nous avons pris des mesures à l'égard de contrats particuliers qui ne respectaient pas nos cibles de rentabilité.

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008, le BAII ajusté de notre secteur d'exploitation Canada s'était établi à 332,8 millions \$, soit une hausse de 10,1 millions \$, ou 3,1 %, par rapport à l'exercice précédent. Il a représenté 14,3 % des produits attribuables à ce secteur, proportion inchangée par rapport à l'exercice 2007. À l'exclusion des indemnités de départ relativement élevées comptabilisées au dernier trimestre de 2008, la marge du BAII ajusté du secteur canadien se serait quelque peu améliorée par rapport à 2007.

ÉTATS-UNIS

Le BAII ajusté de notre secteur d'exploitation États-Unis s'est établi à 172,0 millions \$ pour l'exercice 2009, en hausse de 42,6 millions \$, ou 32,9 %, par rapport à l'exercice 2008. L'augmentation mesurée en dollars résulte surtout de la croissance attribuable à nos solutions d'affaires, principalement dans les secteurs cibles des gouvernements et services de santé et des services financiers. De plus, nos taux d'utilisation accrus nous ont permis d'améliorer nos marges. En pourcentage des produits, notre marge est passée de 11,9 % à 12,6 % étant donné que nous continuons de tirer parti des initiatives d'amélioration de la productivité et de la rentabilité et de notre modèle mondial de prestation de services tout en minimisant les heures non facturables. En devises constantes, le BAII ajusté a progressé de 24,9 millions \$, ou 19,2 %.

En hausse de 5,9 millions \$, ou 4,8 %, par rapport à l'exercice 2007, le BAII ajusté de notre secteur d'exploitation États-Unis avait atteint 129,4 millions \$ pour l'exercice 2008. Le BAII ajusté a ainsi représenté 11,9 % des produits émanant de ce secteur, une avance par rapport à 11,1 %

un an plus tôt. Cette hausse résulte principalement de la marge bénéficiaire plus élevée des nouveaux produits touchés au cours de l'exercice, déjà mentionnée, partiellement compensée par les dates auxquelles des contrats particuliers ont été démarrés et achevés dans les secteurs cibles des services financiers, des gouvernements et services de santé, et, dans une moindre mesure, l'effet défavorable des variations des taux de change.

EUROPE

Le BAI ajusté de notre secteur d'exploitation Europe s'est chiffré à 18,6 millions \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009, en baisse de 6,1 millions \$, ou 24,5 %, par rapport à l'exercice 2008. En pourcentage des produits, notre marge s'est rétrécie, passant de 8,7 % à 6,6 %. Le repli de la marge du secteur d'exploitation Europe s'explique principalement par le ralentissement de certains contrats en Australie, à la demande des clients, et par le comportement de certains clients du secteur des télécommunications, ainsi que par l'incidence des frais de réorganisation d'environ 2,3 millions \$ engagés au quatrième trimestre pour assurer la gestion proactive de notre structure de coûts dans le contexte économique difficile.

Ayant progressé de 1,5 million \$, ou 6,7 %, par rapport à l'exercice 2007, le BAI ajusté de notre secteur d'exploitation Europe s'était chiffré à 24,7 millions \$ pour l'exercice 2008. En pourcentage des produits, la marge du BAI ajusté est demeurée inchangée à 8,7 %. Cette hausse résulte principalement de la marge bénéficiaire plus élevée des nouveaux contrats, décrite dans la section portant sur les produits.

Siège social

Pour l'exercice 2009, les dépenses du siège social ont représenté 1,3 % des produits, en baisse de 1,5 % par rapport à l'exercice 2008. L'effet des gains et pertes de change réalisés et non réalisés est inclus dans les dépenses du siège social, mais cet effet a été négligeable pour les exercices 2009 et 2008.

Au cours des trois derniers exercices, la proportion des dépenses du siège social en pourcentage des produits, compte non tenu des variations des taux de change, s'est améliorée de manière constante, passant de 1,6 % en 2007 à 1,5 % en 2008 et à 1,4 % à la fin de l'exercice 2009. Cette diminution résulte essentiellement des efforts déployés pour gérer de manière proactive les dépenses du siège social afin d'assurer leur concordance avec les produits.

Conformément à notre modèle d'entreprise décentralisé, fortement axé sur la responsabilisation, nous continuons à évaluer les services offerts par le siège social et, s'il y a lieu, nous procéderons à leur rationalisation ainsi qu'à leur intégration à nos secteurs d'exploitation.

BÉNÉFICE TIRÉ DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PARTICIPATION SANS CONTRÔLE

Le tableau ci-dessous fournit, pour les périodes indiquées, un rapprochement entre notre BAI ajusté et le bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle, qui est présenté conformément aux PCGR du Canada.

Pour les exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	2009	% des produits	2008	% des produits	2007	% des produits
BAI ajusté	460 741	12,0 %	430 486	11,6 %	406 485	11,2 %
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	—	0,0 %	—	0,0 %	23 010	0,6 %
Intérêts sur la dette à long terme	18 960	0,5 %	27 284	0,7 %	41 818	1,2 %
Revenu d'intérêts	(2 908)	-0,1 %	(5 570)	-0,2 %	(9 451)	-0,3 %
Autres charges	3 569	0,1 %	3 341	0,1 %	398	0,0 %
Gain à la vente d'actifs	—	0,0 %	—	0,0 %	(700)	0,0 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies, avant impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle	441 120	11,5 %	405 431	10,9 %	351 410	9,7 %

Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, nous avons achevé le déploiement de notre programme de renforcement de la situation concurrentielle et atteint les objectifs visés par ce programme. Une provision avant impôts totale de 90,3 millions \$ a été comptabilisée en marge de ce programme, dont une tranche de 67,3 millions \$ à l'exercice 2006 et une tranche de 23,0 millions \$ à l'exercice 2007. Le lecteur trouvera des précisions sur notre programme de renforcement de la situation concurrentielle à la note 16 afférente à nos états financiers consolidés.

Intérêts sur la dette à long terme

La diminution des intérêts débiteurs de l'exercice 2009 par rapport à l'exercice 2007 résulte essentiellement de l'effet combiné sur nos facilités de crédit de la variation favorable des taux d'intérêt et des remboursements effectués au cours des trois derniers exercices.

Revenu d'intérêts

Le revenu d'intérêts comprend les intérêts et les autres revenus de placement touchés sur les soldes de trésorerie au cours de l'exercice, déduction faite des intérêts débiteurs. La variation par rapport à 2008 est attribuable aux taux d'intérêt moins élevés, aux dividendes et aux intérêts moindres reçus des gouvernements.

Autres charges

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009, les autres charges comprennent l'augmentation d'environ 2,1 millions \$ de la juste valeur de certains placements liés à un régime de rémunération différée que nous gérons à titre de fiduciaire pour certains de nos employés américains. La moins-value liée au régime de rémunération différée a été annulée entièrement par une baisse correspondante des coûts de rémunération inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration et n'a, par conséquent, aucun effet sur notre bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle. Cette variation favorable a été neutralisée par les intérêts débiteurs associés au règlement des crédits d'impôt de l'exercice précédent.

Impôts sur les bénéfices

En hausse de 18,9 millions \$ par rapport aux impôts sur les bénéfices de 106,3 millions \$ comptabilisés pour l'exercice 2008, les impôts sur les bénéfices ont totalisé 125,2 millions \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009. Notre taux d'imposition effectif a aussi augmenté, passant de 26,2 % à 28,4 %. À l'exercice 2009, la Société a réglé des passifs d'impôts de 15,9 millions \$ liés à des exercices antérieurs en faveur de CGI. À l'exercice 2008, des circonstances semblables avaient conduit au renversement d'impôts sur les bénéfices de 20,3 millions \$ et à la constatation d'un montant de 6,3 millions \$ découlant de la réévaluation de nos passifs et actifs d'impôts futurs à la suite des nouveaux taux d'imposition adoptés au Canada. Exclusion faite de ces facteurs, le taux d'imposition effectif se serait établi à 32,0 % pour 2009 et à 32,8 % pour 2008.

Les impôts sur les bénéfices de 106,3 millions \$ comptabilisés en 2008 représentent une diminution de 9,3 millions \$ par rapport aux impôts sur les bénéfices de 115,6 millions \$ comptabilisés en 2007. Notre taux d'imposition effectif s'est établi à 26,2 % en 2008 grâce aux règlements fiscaux favorables expliqués précédemment. Compte non tenu de cette incidence favorable, notre taux d'imposition aurait été de 32,8 % en 2008, ce qui est comparable au taux de 32,9 % enregistré en 2007.

Pour les périodes futures, nous nous attendons toujours à un taux d'imposition de 31 % à 33 %, compte non tenu de tout règlement d'importance.

Participation sans contrôle

La participation sans contrôle inscrite dans notre état des résultats représente la participation dans Conseillers en informatique d'affaires (« CIA ») détenue par des actionnaires minoritaires, laquelle s'établit à 34,2 % contre 35,3 % pour les exercices 2008 et 2007.

BÉNÉFICE NET

Le tableau ci-dessous présente les renseignements sous-jacents au calcul du résultat par action.

Pour les exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	2009	2008	2007	Variation 2009/2008	Variation 2008/2007
Bénéfice tiré des activités poursuivies	315 158	298 266	235 551	5,7 %	26,6 %
Marge	8,2 %	8,0 %	6,5 %		
Bénéfice (perte) tiré(e) des activités abandonnées, déduction faite des impôts sur les bénéfices	1 308	(5 134)	1 743	-125,5 %	-394,5 %
Bénéfice net	316 466	293 132	237 294	8,0 %	23,5 %
Marge	8,3 %	7,9 %	6,5 %		
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation (de base)	306 853 077	317 604 899	329 016 756	-3,4 %	-3,5 %
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation (dilué)	310 345 241	322 804 287	333 876 564	-3,9 %	-3,3 %
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies (en dollars)	1,03	0,94	0,71	9,6 %	32,4 %
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies (en dollars)	1,02	0,92	0,70	10,9 %	31,4 %
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,03	0,92	0,72	12,0 %	27,8 %
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,02	0,90	0,71	13,3 %	26,8 %

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009, le bénéfice tiré des activités poursuivies a progressé de 16,9 millions \$, ou 5,7 %, par rapport à un an plus tôt en raison surtout de la rentabilité accrue du secteur d'exploitation États-Unis, de même que de la baisse des dépenses du siège social et des intérêts débiteurs décrite précédemment. Cet accroissement a été neutralisé en grande partie par le recul du BAIL ajusté des secteurs d'exploitation Canada et Europe, ainsi que par la diminution des avantages fiscaux par rapport à 2008. Sans les avantages fiscaux décrits à la section précédente, notre marge aurait été de 7,8 % et de 7,3 % pour les exercices 2009 et 2008, respectivement.

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008, la hausse de 62,7 millions \$, ou 26,6 %, du bénéfice tiré des activités poursuivies est surtout attribuable à l'amélioration marquée de la rentabilité de l'exploitation, à l'incidence cumulative favorable des ajustements fiscaux totalisant 26,6 millions \$ pour l'exercice 2008, à la baisse des intérêts débiteurs et aux avantages tirés de notre programme de renforcement de la situation concurrentielle, déjà achevé, qui avait occasionné des charges nettes de 14,7 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2007.

La perte tirée des activités abandonnées découle surtout de la vente des actifs nets de l'unité de gestion des services de réclamations et de gestion du risque en 2008.

Le nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions de CGI en circulation au cours de l'exercice 2009 a diminué par rapport aux deux exercices précédents en raison du rachat d'actions sur le marché libre dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. L'émission d'actions subalternes classe A, dans le contexte de la levée d'options sur actions, a légèrement atténué l'effet de ces rachats.

Liquidités

CGI finance sa croissance en combinant ses flux de trésorerie d'exploitation, l'utilisation de ses facilités de crédit, l'émission de la dette à long terme et l'émission d'actions. L'un de nos principaux objectifs financiers est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant efficacement nos actifs, nos passifs et nos flux de trésorerie.

Au 30 septembre 2009, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 343,4 millions \$, comparativement à 50,1 millions \$ à la même date un an plus tôt. Le tableau qui suit présente les points saillants des flux de trésorerie pour les exercices terminés les 30 septembre 2009, 2008 et 2007.

Pour les exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars)	2009	2008	2007	Variation 2009/2008	Variation 2008/2007
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	630 244	355 670	544 115	274 574	(188 445)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement poursuivies	(128 010)	(93 579)	(153 838)	(34 431)	60 259
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement poursuivies	(197 802)	(300 166)	(416 793)	102 364	116 627
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie des activités poursuivies	(11 300)	398	(3 962)	(11 698)	4 360
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités poursuivies	293 132	(37 677)	(30 478)	330 809	(7 199)

FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION POURSUIVIES

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies ont totalisé 630,2 millions \$, ou 16,5 % des produits pour l'exercice 2009, alors qu'ils s'établissaient à 355,7 millions \$, ou 9,6 % des produits, un an plus tôt. Cette augmentation de 274,6 millions \$ par rapport à 2008 découle principalement de la variation nette de certains éléments du fonds de roulement, laquelle est surtout attribuable à l'amélioration du recouvrement des créances et au calendrier de perception des paiements anticipés, comme l'illustre la diminution de 11 jours du délai moyen de recouvrement des créances. La hausse découle aussi, dans une moindre mesure, de la rentabilité accrue.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies ont totalisé 355,7 millions \$, ou 9,6 % des produits pour l'exercice 2008 alors qu'ils s'établissaient à 544,1 millions \$, ou 15,0 % des produits, un an plus tôt. Ce recul est dû aux facteurs suivants : 1) les rentrées de fonds avaient été anormalement élevées au premier trimestre de l'exercice 2007, incluant un montant de 51,1 millions \$ qui aurait d'ordinaire été comptabilisé à l'exercice 2006, la fin de l'exercice ayant eu lieu durant une fin de semaine ; 2) un paiement final, au premier trimestre de 2008, d'impôts de 37,6 millions \$ associé à l'exercice 2007 ; 3) une hausse de 37,6 millions \$ en glissement annuel des acomptes d'impôts à payer durant l'exercice 2008, calculés en fonction du rendement réalisé un an plus tôt, alors que les acomptes exigibles durant l'exercice 2007 se fondaient sur les bénéfices moindres de l'exercice 2006 ; 4) la hausse de huit jours du délai moyen de recouvrement des créances, correspondant à environ 80,0 millions \$, en raison des dates de facturation de nos clients à la suite du franchissement de jalons importants, ainsi qu'aux dates auxquelles de grands clients de nos services d'impartition ont effectué des paiements anticipés.

FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT POURSUIVIES

Les investissements réalisés pendant l'exercice se rattachaient surtout à l'agrandissement de nos centres d'excellence au Canada, aux États-Unis et en Inde et visaient la mise en œuvre des deux premiers piliers de notre stratégie de croissance. Un montant total de 128,0 millions \$ a été investi pendant l'exercice écoulé, soit 34,4 millions \$ de plus que les investissements de 93,6 millions \$ effectués en 2008. Cette hausse s'explique par le produit moins élevé tiré de la vente d'actifs et d'entreprises. En effet, la cession de notre unité canadienne de gestion des services de réclamations et de gestion du risque a généré un produit net de 29,2 millions \$ à l'exercice 2008, tandis que la vente d'actifs liés à des activités abandonnées a procuré un produit net de 5,0 millions \$ à la Société à l'exercice 2009.

Les flux de trésorerie affectés à l'acquisition d'immobilisations se sont chiffrés à 69,2 millions \$ pour 2009, en hausse de 8,2 millions \$ par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation découle surtout de nos investissements continus dans les ordinateurs et le matériel destinés à soutenir notre croissance et la mise à niveau de l'infrastructure de nos centres de traitement des données.

Les investissements dans les actifs incorporels se sont chiffrés à 62,4 millions \$, soit 1,5 million \$ de plus que pour l'exercice 2008, au cours duquel 60,9 millions \$ avaient été investis dans les actifs incorporels. Cette hausse est principalement attribuable aux nouveaux coûts de transition capitalisés relativement aux contrats signés avec des nouveaux clients et des clients existants, et elle a été partiellement contrebalancée par le recul des investissements dans nos solutions d'affaires et dans les licences d'utilisation de logiciels étant donné que nous cherchons à réduire nos coûts en faisant davantage appel à nos ressources outre-mer.

Les investissements réalisés en 2008 avaient été inférieurs de 60,3 millions \$ aux investissements de 153,8 millions \$ effectués en 2007. Ce recul est essentiellement attribuable : 1) au produit de 29,2 millions \$ reçu relativement à une cession, comme il est indiqué au paragraphe précédent, alors qu'aucune opération similaire n'avait eu lieu en 2007 ; 2) au montant de 17,3 millions \$ affecté à des acquisitions, alors qu'un investissement de 3,9 millions \$ avait eu lieu en 2008 ; 3) aux investissements dans les actifs incorporels qui ont été beaucoup moins élevés en 2008 en raison du calendrier des coûts de transition et de la réduction des dépenses affectées aux solutions d'affaires découlant de notre utilisation accrue des ressources moins coûteuses de nos centres d'excellence en Inde.

FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT POURSUIVIES

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009, les activités de financement poursuivies ont nécessité 197,8 millions \$, soit une baisse de 102,4 millions \$ comparativement à 2008. Nous avons remboursé un montant net de 130,6 millions \$ sur notre dette à long terme et nos facilités de crédit au cours de l'exercice. En outre, un montant de 101,7 millions \$ a été affecté au rachat d'actions de CGI aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, montant qui a été contrebalancé par le produit tiré de la levée d'options sur actions de 16,1 millions \$. Le règlement de nos couvertures de flux de trésorerie associées au remboursement, au deuxième trimestre de 2009, de la première tranche de nos billets de premier rang non garantis en devise américaine a aussi eu une incidence favorable de 18,3 millions \$ sur les flux de trésorerie.

Les activités de financement poursuivies avaient nécessité 300,2 millions \$ en 2008, soit 116,6 millions \$ de moins qu'en 2007. Un montant net de 116,4 millions \$ avait été affecté au remboursement de nos facilités de crédit et de notre dette à long terme. Nous avons aussi consacré 216,2 millions \$ au rachat d'actions de CGI, en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, et tiré 32,4 millions \$ des actions émises dans le cadre de la levée d'options sur actions.

Durant l'exercice 2007, 416,8 millions \$ avaient été consacrés aux activités de financement poursuivies. Cette somme tient compte d'un remboursement de 353,6 millions \$ sur nos facilités de crédit et d'un montant de 128,5 millions \$ affecté au rachat d'actions de CGI en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. L'émission d'actions faisant suite à la levée d'options sur actions a dégagé un produit de 42,7 millions \$.

INCIDENCE DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET LES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009, nous avons enregistré une réduction de 11,3 millions \$ de la trésorerie attribuable à l'incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Cette diminution a été plus qu'annulée par le gain non réalisé de 18,6 millions \$ sur la conversion de notre dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers autonomes. Ni la réduction de 11,3 millions \$ ni le gain non réalisé de 18,6 millions \$ n'ont eu d'incidence sur le bénéfice net, ces deux montants ayant été inscrits dans le résultat étendu.

Obligations contractuelles

Nous assumons des obligations contractuelles totalisant 1 293,0 millions \$, assorties de dates d'échéance variées. Ces obligations sont principalement liées à la location de bureaux, au matériel informatique utilisé pour exécuter les contrats d'impartition et aux ententes de service à long terme. Durant l'exercice 2009, les obligations contractuelles ont globalement diminué de 195,4 millions \$ en raison surtout du remboursement d'une portion de la dette à long terme et des loyers payés dans le cours normal de nos activités.

Type d'engagement (en milliers de dollars)	Total	Paiements exigibles par période				
		Moins d'un an	Années 2 et 3	Années 4 et 5	Années 6 à 10	Après 10 ans
Dette à long terme	245 983	4 642	220 131	21 210	—	—
Obligations au titre de contrats de location-acquisition	37 147	13 060	19 652	4 435	—	—
Contrats de location-exploitation						
Location d'espaces de bureaux ¹	800 695	123 061	182 859	132 809	254 177	107 789
Matériel informatique	20 528	13 587	6 689	252	—	—
Automobiles	10 890	4 107	5 303	1 480	—	—
Obligation d'achat des actions de CIA	10 832	10 832	—	—	—	—
Ententes de service à long terme	166 969	89 754	59 287	15 775	2 153	—
Total des obligations contractuelles	1 293 044	259 043	493 921	175 961	256 330	107 789

¹ Ces engagements tiennent compte de baux visant la location d'espaces de bureaux d'une valeur de 13,2 millions \$ provenant de sociétés acquises antérieurement.

En outre, à la suite de la modification de l'entente avec les actionnaires de CIA effectuée au troisième trimestre de l'exercice 2007, CGI s'est engagée à acheter les actions restantes de CIA, soit 39,3 % des actions, avant le 1^{er} octobre 2011. Au 30 septembre 2009, 34,2 % des actions de CIA n'avaient pas été achetées.

Ressources en capital

	Engagement total	Montants disponibles au 30 septembre 2009	Montants prélevés au 30 septembre 2009
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	343 427	–
Facilités de crédit renouvelables non garanties ¹	1 500 000	1 359 279	140 721 ²
Marges de crédit et autres facilités ¹	25 000	25 000	–
Total	1 525 000	1 727 706	140 721 ²

1 À l'exclusion de toute facilité de crédit qui pourrait être détenue par des entités dont CGI n'est pas l'actionnaire majoritaire.

2 Se compose de la tranche utilisée des facilités de crédit (126,0 millions \$) et de lettres de crédit (14,7 millions \$).

Notre situation de trésorerie et nos marges de crédit bancaires suffisent au financement de notre stratégie de croissance. Au 30 septembre 2009, la trésorerie et les équivalents de trésorerie se chiffraient à 343,4 millions \$, nos facilités de crédit disponibles totalisaient 1 359,3 millions \$, et la Société avait accès à un montant supplémentaire de 25,0 millions \$ en vertu d'une autre marge de crédit remboursable à vue. Les ententes de crédit à long terme sont assorties de clauses restrictives nous obligeant à maintenir certains ratios financiers. Au 30 septembre 2009, CGI respectait les ratios financiers prescrits en vertu de ses ententes de crédit à long terme.

Les équivalents de trésorerie comprennent généralement des effets de commerce, des billets, des fonds du marché monétaire et des dépôts à terme, ainsi que des acceptations bancaires et des billets de dépôt au porteur émis par des grandes banques, lesquels ont tous une échéance initiale de moins de trois mois.

La Société détient également une quote-part d'une facilité de crédit renouvelable remboursable à vue d'un montant de 5,0 millions \$ liée à sa coentreprise Innovaposte, laquelle porte intérêt au taux préférentiel canadien. Au 30 septembre 2009, aucun montant n'avait été retiré de cette facilité.

La dette à long terme totale a diminué de 108,0 millions \$ pour s'établir à 283,1 millions \$ au 30 septembre 2009, comparativement à 391,1 millions \$ au 30 septembre 2008. Cette variation s'explique essentiellement par le remboursement de la première tranche de 103,6 millions \$ de nos billets de premier rang non garantis en devise américaine.

Instruments financiers

La Société a recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. La Société ne détient ni n'émet d'instruments dérivés aux fins de spéculation.

COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX BILLETS DE PREMIER RANG NON GARANTIS EN DEVISE AMÉRICAINE

Le 21 décembre 2007, la Société est devenue partie à des contrats à terme visant à couvrir les remboursements contractuels du capital des billets de premier rang non garantis en devise américaine. L'objectif des opérations de couverture est de couvrir le risque lié à la variabilité de l'équivalent en monnaie fonctionnelle des flux de trésorerie rattachés aux remboursements du capital de la dette en devise.

Les couvertures ont été documentées en tant que couvertures de flux de trésorerie et aucun élément de la juste valeur des instruments dérivés n'est exclu de l'appréciation ou de l'évaluation de l'efficacité des couvertures. La couverture est considérée comme étant hautement efficace car les conditions des contrats à terme correspondent aux conditions des remboursements des deux dernières tranches de la dette.

Les contrats à terme sont des instruments dérivés; par conséquent, ils sont comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan à titre d'autres actifs à long terme, et la partie efficace de la variation de la juste valeur des instruments dérivés est constatée sous le résultat étendu. Pour chaque période, un montant annulant le gain ou la perte de conversion faisant suite à la réévaluation de la partie de la dette qui est désignée doit être reclassé du résultat étendu aux résultats. Les primes et escomptes sur les contrats à terme utilisés pour couvrir des dettes à long terme en devises sont amortis à titre d'ajustement des intérêts débiteurs sur la durée des contrats à terme. Pour déterminer la juste valeur des contrats à terme, des modèles d'évaluation tels que l'analyse des flux de trésorerie actualisés employant des données observables sur le marché sont utilisés. Au 30 septembre 2009, les gains et les pertes de change réalisés et non réalisés liés à des contrats à terme n'étaient pas importants. Les flux de trésorerie liés à l'opération de couverture sont classés de la même manière que les flux de trésorerie liés à la position couverte. La juste valeur des contrats à terme portant sur les remboursements de capital des billets de premier rang non garantis en devise américaine s'élève à 5,7 millions \$, et leur taux de change moyen pondéré est de 1,0182 \$ CA pour 1 \$ US.

COUVERTURE D'INVESTISSEMENTS NETS DANS DES FILIALES ÉTRANGÈRES AUTONOMES

Le 1^{er} décembre 2008, la Société a désigné une dette de 100,0 millions \$ US à titre d'instrument de couverture d'une partie de l'investissement net de la Société dans des filiales autonomes aux États-Unis. De plus, le 17 décembre 2008, la Société a désigné une dette de 12 millions € en tant qu'instrument de couverture d'une partie de l'investissement net dans des filiales autonomes en Europe.

Les gains ou les pertes de change sur l'investissement net sont comptabilisés dans le résultat étendu. La partie efficace des gains ou des pertes sur les instruments de couverture de l'investissement net est également comptabilisée dans le résultat étendu. Le gain non réalisé de 18,6 millions \$ sur la conversion de notre dette à long terme de 100,0 millions \$ US et du montant de 12 millions € a contribué à la réduction de la dette nette enregistrée en 2009.

COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX PRODUITS FUTURS

Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2009, la Société a conclu plusieurs contrats de change à terme pour couvrir la variabilité du taux de change entre le dollar américain et la roupie indienne relativement aux produits futurs provenant des États-Unis et pour couvrir la variabilité du taux de change entre le dollar canadien et la roupie indienne relativement aux produits futurs provenant du Canada. De plus, la Société a conclu des swaps de devises fixe-variable pour couvrir la variabilité du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien relativement aux produits futurs provenant des États-Unis. Les dates d'échéance des couvertures de flux de trésorerie s'échelonnent jusqu'en 2014.

Ces couvertures ont été documentées en tant que couvertures de flux de trésorerie, et aucun élément de la juste valeur des instruments dérivés n'est exclu de l'appréciation ou de l'évaluation de l'efficacité des couvertures. Les contrats à terme sont des instruments dérivés; par conséquent, ils sont comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan à titre d'autres actifs à court terme, d'autres actifs à long terme, d'autres passifs à court terme ou d'autres passifs à long terme (veuillez vous reporter à la note 27 afférente à nos états financiers consolidés pour de plus amples informations). Pour déterminer la juste valeur des contrats à terme, des modèles d'évaluation tels que l'analyse des flux de trésorerie actualisés employant des données observables sur le marché sont utilisés.

Les couvertures de flux de trésorerie sur nos produits ont absorbé pratiquement toute la volatilité de la marge bénéficiaire nette découlant des fluctuations des taux de change. L'éventuelle augmentation ou diminution du bénéfice net par suite de variations des taux de change se rapporte essentiellement à l'incidence de la conversion des états financiers de nos filiales étrangères. Veuillez vous reporter à la note 27 afférente à nos états financiers consolidés pour obtenir plus de renseignements sur l'incidence des variations des taux de change sur nos résultats financiers.

Indicateurs de la situation de trésorerie et des ressources en capital

Aux 30 septembre	2009	2008	2007
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme	s.o.	14,0 %	16,8 %
Rendement des capitaux propres ¹	14,2 %	15,6 %	12,9 %
Rendement du capital investi ²	14,0 %	14,0 %	11,6 %
Délai moyen de recouvrement des créances (en jours)	39	50	42

1 Le taux de rendement des capitaux propres correspond au bénéfice tiré des activités poursuivies pour les douze derniers mois divisé par les capitaux propres moyens des quatre trimestres les plus récents.

2 Le taux de rendement du capital investi représente le BAII ajusté après impôts, déduction faite des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, divisé par la moyenne du capital investi (soit la somme des capitaux propres et de la dette moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, déduction faite de la juste valeur des contrats à terme) au cours des quatre trimestres les plus récents.

La Société n'avait pas de dette nette au 30 septembre 2009, tandis qu'elle affichait un ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme de 14,0 % en 2008 et de 16,8 % en 2007. La Société utilise ce ratio comme indicateur de son levier financier dans le but de remporter des contrats d'impartition de grande envergure, d'augmenter le nombre de centres mondiaux de prestation de services ou de réaliser des acquisitions. Notre capacité à générer des rentrées de fonds nous a permis de rembourser une tranche importante de notre dette et d'afficher une situation de trésorerie nette.

Le rendement des capitaux propres est une mesure du rendement que nous produisons pour nos actionnaires. À la fin de l'exercice 2009, il s'établissait à 14,2 % contre 15,6 % un an plus tôt. Le repli de 1,4 % s'explique surtout par l'incidence des variations des taux de change ainsi que par un recours moindre au levier financier.

Comme nous avons continué de rembourser notre dette et augmenté notre solde de trésorerie, le rendement du capital investi aurait dû augmenter de 0,7 % par rapport à 2008. Or, cette hausse ayant été annulée par l'écart de change non réalisé inscrit dans le résultat étendu, le rendement du capital investi pour 2009 est demeuré inchangé par rapport à 2008, à 14,0 %.

Les liquidités sont essentielles à la croissance, et c'est pourquoi CGI doit s'assurer que le passage de la prestation de services à la facturation puis au recouvrement se fait rapidement. En raison de la conjoncture, il est encore plus important en ce moment d'avoir des liquidités suffisantes. Notre délai moyen de recouvrement des créances a diminué de 11 jours par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 39 jours. Cette amélioration résulte des initiatives mises en œuvre au cours de l'exercice pour mieux définir les jalons du cycle de facturation, ainsi que de notre capacité à surveiller les comptes en souffrance de manière plus diligente.

Instruments de financement hors bilan et garanties

Nous n'utilisons pas d'instruments de financement hors bilan sauf dans le cas des contrats de location-exploitation visant les bureaux, le matériel informatique et les véhicules. Conformément aux PCGR, ni les passifs liés à ces contrats ni les actifs sous-jacents ne sont constatés au bilan car les modalités des baux ne correspondent pas aux critères qui justifieraient leur capitalisation. De temps à autre, nous concluons des ententes en

vertu desquelles nous fournissons à des tiers des engagements liés à notre performance opérationnelle ou financière dans le cadre de la vente d'actifs, de garanties accordées lors de cessions d'entreprises et de contrats conclus avec le gouvernement américain.

Dans le cadre de la vente d'actifs et de la cession d'entreprises, la Société peut être obligée de verser des paiements à des contreparties par suite de violations de déclarations ou de garanties, d'atteinte à la propriété intellectuelle ou de poursuites intentées contre des contreparties. Bien que certaines ententes précisent une limite de responsabilité globale d'environ 41,9 millions \$, d'autres ne stipulent aucun plafond ni durée limitée. Il est impossible de faire une évaluation raisonnable du montant maximal qui pourrait être versé en vertu de telles garanties. Le versement de ces montants dépend de la réalisation éventuelle d'événements dont la nature et la probabilité ne peuvent pas être déterminées à ce moment-ci. Aucun passif n'a été comptabilisé dans les bilans consolidés pour ces engagements d'indemnisation au 30 septembre 2009. La Société estime que l'obligation totale qui pourrait être engagée en relation avec ces garanties, le cas échéant, n'aurait pas un effet important sur ses états financiers consolidés.

La Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats sont soumis à des exigences légales et réglementaires étendues et, de temps à autre, des agences du gouvernement américain enquêtent afin de s'assurer que la Société gère ses activités conformément à ces exigences. Généralement, le gouvernement peut modifier la portée de ces contrats ou y mettre fin à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un grand projet avec le gouvernement pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats d'exploitation et sur la situation financière de la Société.

Dans le cours normal de nos activités, nous pouvons fournir à certains clients, principalement à des entités gouvernementales, des cautionnements de soumissions et des garanties de bonne exécution. En règle générale, nous ne serions responsables des cautionnements de soumissions que si nous refusons d'effectuer le travail une fois l'offre de soumission attribuée. Nous serions également responsables pour des garanties de bonne exécution en cas de défaut de l'exécution de ces engagements. Au 30 septembre 2009, nous avons engagé un montant total de 124,0 millions \$ dans ce type de cautionnements. À notre connaissance, nous nous conformons à toutes ces garanties et cautionnements, et ce, pour tous les contrats de services pour lesquels il existe de telles garanties et cautionnements, et que l'obligation totale qui pourrait être assumée en relation avec ces garanties et cautionnements, le cas échéant, n'aurait pas un effet important sur nos résultats d'exploitation consolidés ni sur notre situation financière.

De plus, nous fournissons une garantie de 5,9 millions \$ sur la valeur résiduelle d'équipement loué, comptabilisé en tant que contrat de location-exploitation, à l'échéance du contrat de location.

Capacité de livrer les résultats

Des ressources en capital et des liquidités suffisantes sont nécessaires pour appuyer les activités continues visant l'exécution de notre stratégie de croissance équilibrée. La Société dispose de ressources en capital adéquates grâce à ses flux de trésorerie d'exploitation, à ses facilités de crédit, à ses ententes de crédit à long terme et aux capitaux investis par ses actionnaires. Ces fonds ont été principalement affectés à des acquisitions génératrices de valeur, donnant lieu à la signature de nouveaux contrats importants d'impartition et de services délégués à long terme, ainsi qu'à des investissements dans nos solutions d'affaires. Les fonds ont également servi à élargir notre réseau mondial de prestation de services, un nombre croissant de nos clients exigeant des solutions de rechange moins coûteuses. Sur le plan du financement, nous sommes bien placés pour poursuivre l'exécution de notre stratégie de croissance qui s'appuie sur quatre piliers au cours de l'exercice 2010.

La participation de leaders forts et expérimentés est essentielle pour mener à bien notre stratégie. CGI est dotée d'une équipe de direction solide, formée de membres très compétents qui ont acquis une vaste expérience dans le secteur des TI grâce à des cheminements de carrière et à des rôles de leadership variés. CGI favorise le développement du leadership pour s'assurer que l'ensemble de l'organisation bénéficie d'un apport continu de savoir et de force. Dans le cadre de la planification de la relève aux postes clés, nous avons créé l'Institut de leadership, notre propre université corporative, afin de développer le leadership, les compétences techniques et les aptitudes de gestion, inspiré par les origines et les traditions de CGI.

Comme les ressources humaines sont le pilier de notre entreprise, nos employés et leur savoir sont essentiels pour offrir un service de qualité à nos clients. Pour nos effectifs de 26 000 membres, notre programme de ressources humaines offre une rémunération et des avantages sociaux concurrentiels, un environnement de travail favorable, des programmes de formation et de perfectionnement professionnel, afin d'attirer et de retenir les personnes les plus talentueuses. CGI s'informe régulièrement de la satisfaction des employés par l'intermédiaire d'un sondage à l'échelle de la Société, et des mesures sont prises pour remédier aux problèmes immédiatement. Quelque 85 % de nos employés, que nous appelons aussi des membres, sont également propriétaires de CGI par le truchement de notre régime d'achat d'actions qui harmonise les objectifs des membres avec les buts stratégiques de CGI. De plus, tous les membres prennent part au succès de la Société par l'entremise du régime de participation aux profits.

Outre nos ressources en capital et le talent de nos ressources humaines, CGI a établi des assises de gestion qui comprennent la régie d'entreprise, des cadres de gestion perfectionnés et un modèle organisationnel pour ses processus d'unité d'affaires et ses processus corporatifs. Ces assises, de même que les systèmes internes appropriés, contribuent à nous permettre de fournir un service de grande qualité en tout temps à nos clients. Les bureaux de CGI maintiennent des certifications appropriées au regard des normes de service telles que l'ISO et le Capability Maturity Model Integration.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de ses activités, CGI est partie à des contrats conclus avec Innovaposte, une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI. La Société exerce un contrôle conjoint sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %. Le tableau qui suit présente la valeur des opérations entre la Société et Innovaposte et les soldes qui en découlent, constatés aux prix du marché.

Aux 30 septembre et pour les exercices terminés à ces dates (en milliers de dollars)	2009	2008	2007
Produits	108 139	124 461	120 010
Débiteurs	10 542	12 050	9 310
Travaux en cours	5 937	5 939	3 648
Coûts liés à des contrats	8 706	11 206	13 746
Produits reportés	3 351	2 715	1 868

Renseignements additionnels sur la coentreprise

La quote-part revenant à la Société des activités de sa participation en coentreprise, dont les résultats figurent dans les états financiers consolidés, se présente comme suit :

Aux 30 septembre et pour les exercices terminés à ces dates (en milliers de dollars)	2009	2008	2007
Produits	101 964	87 887	94 111
Bénéfice net	13 412	10 506	14 464
Actif à court terme	37 608	36 543	40 303
Actif à long terme	2 998	1 333	4 429
Passif à court terme	14 721	15 040	16 879
Passif à long terme	445	518	366

Résultats du quatrième trimestre

Au quatrième trimestre de l'exercice 2009, nous avons poursuivi nos activités de développement des affaires afin de rehausser encore plus la qualité des propositions à l'étude. En parallèle, à l'instar des périodes précédentes, nous avons continué la rationalisation proactive de notre structure de coûts en examinant l'utilisation des ressources et les initiatives de productivité dans le but d'améliorer nos marges à titre prospectif.

VARIATION DES PRODUITS ET PRODUITS SELON LES SECTEURS D'EXPLOITATION

Le tableau qui suit présente la croissance totale de nos produits et la croissance de nos produits selon les secteurs d'exploitation, entre l'exercice 2009 et l'exercice 2008, en isolant l'incidence de la variation des taux de change. Les produits par secteur d'exploitation pour l'exercice 2008 correspondent aux taux de change réels de cette période.

Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre (en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	2009	2008	Variation
Produits	926 051	929 198	-0,3 %
Croissance en devises constantes	-1,4 %	2,6 %	
Effet des variations des taux de change	1,1 %	0,2 %	
Variation par rapport à la période précédente	-0,3 %	2,8 %	
Produits attribuables au secteur d'exploitation Canada avant effet des variations des taux de change	529 158	559 845	-5,5 %
Effet des variations des taux de change	(1 795)	-	
Produits attribuables au secteur d'exploitation Canada	527 363	559 845	-5,8 %
Produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis avant effet des variations des taux de change	320 387	296 798	7,9 %
Effet des variations des taux de change	14 481	-	
Produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis	334 868	296 798	12,8 %
Produits attribuables au secteur d'exploitation Europe avant effet des variations des taux de change	65 992	72 555	-9,0 %
Effet des variations des taux de change	(2 172)	-	
Produits attribuables au secteur d'exploitation Europe	63 820	72 555	-12,0 %
Produits	926 051	929 198	-0,3 %

Les produits du quatrième trimestre de 2009 se sont chiffrés à 926,1 millions \$, en baisse de 1,4 % en devises constantes. Les variations des taux de change ont eu une incidence de 1,1 % en raison surtout des variations favorables du dollar américain. En devises constantes, les secteurs cibles où nous avons enregistré la plus forte croissance sont le secteur des services financiers (16 %) et le secteur des gouvernements et services de santé (3 %).

CANADA

Au quatrième trimestre de l'exercice 2009, le secteur d'exploitation Canada a enregistré des produits de 527,4 millions \$ représentant, en devises constantes, un recul de 5,8 %, ou 32,5 millions \$, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2008. Une tranche d'environ 27,0 millions \$ de ce repli est imputable au non-renouvellement d'un contrat peu rentable, alors que le solde est attribuable aux clients qui reportent le lancement de nouveaux projets ou qui choisissent d'obtenir leurs services auprès de nos centres d'excellence outre-mer.

ÉTATS-UNIS

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2009, le secteur d'exploitation États-Unis a enregistré des produits de 334,9 millions \$, contre 296,8 millions \$ à la même période il y a un an. En devises constantes, cette progression représente une croissance de 7,9 % ou 23,6 millions \$ qui est essentiellement attribuable au secteur cible des services financiers et qui a été atténuée par le ralentissement de l'activité dans le secteur des télécommunications et le secteur manufacturier.

EUROPE

Les produits réalisés par le secteur d'exploitation Europe ont totalisé 63,8 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2009, comparativement à 72,6 millions \$ à la période correspondante de l'exercice 2008, soit une réduction en devises constantes de 9,0 %. Ce repli s'explique principalement par la baisse des produits associés à certains clients en Europe centrale et en Australie, ces clients ayant réagi à la conjoncture en reportant de nouveaux projets ou en suspendant des projets en cours. En glissement annuel, l'incidence négative des variations des taux de change, soit 2,2 millions \$, découle surtout de l'affaiblissement de la livre sterling par rapport au dollar canadien.

BAIL AJUSTÉ SELON LES SECTEURS D'EXPLOITATION

Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	2009	2008	Variation
Canada	98 729	69 343	42,4 %
En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation Canada	18,7 %	12,4 %	
États-Unis	36 825	41 168	-10,5 %
En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis	11,0 %	13,9 %	
Europe	2 267	6 911	-67,2 %
En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation Europe	3,6 %	9,5 %	
Siège social	(11 693)	(12 167)	-3,9 %
En pourcentage des produits	-1,3 %	-1,3 %	
BAIL ajusté	126 128	105 255	19,8 %
Marge du BAIL ajusté	13,6 %	11,3 %	

CANADA

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2009, le BAIL ajusté du secteur d'exploitation Canada s'est établi à 98,7 millions \$, soit une hausse de 29,4 millions \$ comparativement au quatrième trimestre de 2008. La marge du BAIL ajusté a augmenté, passant de 12,4 % à 18,7 %. L'augmentation de la marge s'explique par les avantages des initiatives de réorganisation et d'autres programmes d'investissement effectués au cours des périodes antérieures. Ces initiatives nous ont permis d'accroître la productivité de nos ressources en harmonisant mieux nos activités avec le contexte économique actuel. En outre, certains de ces investissements antérieurs nous ont permis d'améliorer l'utilisation des actifs dans nos centres de traitement des données. L'amélioration de notre marge traduit également le non-renouvellement d'un contrat peu rentable.

ÉTATS-UNIS

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2009, le BAIL ajusté du secteur d'exploitation États-Unis a atteint 36,8 millions \$, soit un recul de 10,5 % par rapport à la même période un an plus tôt. En pourcentage des produits, la rentabilité de ce secteur a été de 11,0 % alors qu'elle s'établissait à 13,9 % un an plus tôt. Au cours de la période, une perte de valeur de 10,3 millions \$ a été enregistrée, essentiellement au titre d'améliorations en cours de développement pour certaines solutions d'affaires financières étant donné que les flux de trésorerie futurs prévus ne couvrent plus la valeur comptable de l'investissement, les clients ayant décidé de reporter ou d'annuler leurs projets en raison de la conjoncture instable. Compte non tenu de cette incidence, le BAIL ajusté du secteur d'exploitation États-Unis aurait été de 14,1 %, une légère amélioration par rapport à la période correspondante de l'exercice 2008.

EUROPE

Le BAII ajusté du secteur Europe s'est élevé à 2,3 millions \$ pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2009, soit une baisse de 4,6 millions \$ comparativement au quatrième trimestre de 2008. La marge du BAII ajusté a quant à elle glissé de 9,5 % à 3,6 %. Le fléchissement est attribuable à certains clients en Europe centrale et en Australie qui ont renoncé à leurs investissements dans des projets de TI. Le recul a été amplifié par des coûts de restructuration d'environ 2,3 millions \$ liés à nos efforts visant à réaménager notre structure organisationnelle de manière à améliorer l'utilisation des ressources en Europe.

SIÈGE SOCIAL

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2009, les dépenses du siège social ont enregistré une légère baisse de 0,5 million \$ pour s'établir à 11,7 millions \$, soit 1,3 % des produits, ce qui est semblable à l'exercice précédent. Exclusion faite de l'incidence des taux de change, les dépenses du siège social ont représenté 1,5 % et 1,3 % des produits du dernier trimestre des exercices 2009 et 2008, respectivement. Nous continuons de mettre en œuvre des initiatives visant à renforcer la situation concurrentielle de la Société en maîtrisant les coûts et en investissant dans l'amélioration de nos outils et processus afin d'accroître notre efficacité.

BÉNÉFICE NET

Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre
(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	2009	2008	Variation
BAII ajusté	126 128	105 255	19,8 %
Marge	13,6 %	11,3 %	
Intérêts sur la dette à long terme	3 497	6 372	-45,1 %
Revenu d'intérêts	(1 125)	(997)	12,8 %
Autres charges	1 397	1 682	-16,9 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle	122 359	98 198	24,6 %
Impôts sur les bénéfices	39 719	22 706	74,9 %
Taux d'imposition	32,5 %	23,1 %	
Participation sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices	90	229	-60,7 %
Perte tirée des activités abandonnées, déduction faite des impôts sur les bénéfices	-	(1 677)	-100,0 %
Bénéfice net	82 550	73 586	12,2 %
Marge	8,9 %	7,9 %	
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B (de base)	302 739 070	309 295 434	-2,1 %
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B (dilué)	307 221 737	313 749 478	-2,1 %
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,27	0,24	12,5 %
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,27	0,23	17,4 %

Le bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle a augmenté de 24,2 millions \$, ou 24,6 %, au quatrième trimestre de 2009. Cette hausse découle essentiellement de l'amélioration de la productivité dans notre secteur d'exploitation Canada et de la diminution des intérêts débiteurs sur notre dette à long terme.

Il n'y a eu aucun ajustement des impôts sur les bénéfices pour le trimestre écoulé tandis qu'au quatrième trimestre de 2008, la Société avait bénéficié d'une économie d'impôts de 9,5 millions \$ liée essentiellement à la détermination des passifs d'impôts d'exercices antérieurs faisant suite à la conclusion d'ententes finales avec les autorités fiscales. Exclusion faite de cette économie au quatrième trimestre de 2008, les impôts se seraient chiffrés à 32,2 millions \$, ce qui correspond à un taux de 32,8 % contre 32,5 % au quatrième trimestre de 2009.

Au quatrième trimestre de l'exercice 2009, en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société a racheté 6 109 448 actions subalternes classe A à un prix moyen, incluant la commission, de 10,70 \$, pour un montant total de 65,4 millions \$.

POINTS SAILLANTS DES RÉSULTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS

Aux dates indiquées et pour les périodes de trois mois terminées les	30 sept. 2009	30 juin 2009	31 mars 2009	31 déc. 2008	30 sept. 2008	30 juin 2008	31 mars 2008	31 déc. 2007
Carnet de commandes (en millions de dollars)	10 893	11 772	12 019	11 400	11 645	11 638	11 672	11 690
Nouveaux contrats (en millions de dollars)	549	1 059	1 676	775	982	986	1 043	1 134
Produits								
Produits (en milliers de dollars)	926 051	950 419	948 319	1 000 372	929 198	950 468	930 770	895 427
Variation par rapport à l'exercice antérieur	-0,3 %	0,0 %	1,9 %	11,7 %	2,8 %	4,0 %	-0,2 %	1,3 %
Croissance en devises constantes	-1,4 %	-4,5 %	-5,6 %	4,3 %	2,6 %	6,5 %	5,4 %	6,3 %
Coûts des services et frais de vente et d'administration (en milliers de dollars)	745 553	791 890	795 886	837 077	781 729	797 837	780 539	750 655
% des produits	80,5 %	83,3 %	83,9 %	83,7 %	84,1 %	83,9 %	83,9 %	83,8 %
Rentabilité								
Marge du BAII ajusté	13,6 %	11,9 %	11,3 %	11,4 %	11,3 %	11,7 %	11,7 %	11,8 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies (en milliers de dollars)	82 550	76 530	76 444	79 634	75 263	81 766	69 201	72 036
Marge du bénéfice tiré des activités poursuivies	8,9	8,1	8,1	8,0	8,1	8,6	7,4	8,0
Bénéfice net (en milliers de dollars)	82 550	76 530	77 667	79 719	73 586	77 989	68 877	72 680
Marge bénéficiaire nette	8,9 %	8,1 %	8,2 %	8,0 %	7,9 %	8,2 %	7,4 %	8,1 %
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies (en dollars)	0,27	0,25	0,25	0,26	0,24	0,26	0,22	0,22
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies (en dollars)	0,27	0,25	0,25	0,26	0,24	0,25	0,21	0,22
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,27	0,25	0,25	0,26	0,24	0,25	0,21	0,22
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,27	0,25	0,25	0,26	0,23	0,24	0,21	0,22
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B — de base (en milliers)	302 739	307 647	308 500	308 274	309 295	315 385	321 835	323 927
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B — dilué (en milliers)	307 222	311 500	311 412	310 655	313 749	320 745	326 942	329 785
Bilan (en milliers de dollars)								
Total de l'actif	3 899 910	3 988 216	3 938 735	3 985 914	3 680 558	3 655 789	3 556 946	3 634 931
Passifs financiers à long terme	302 741	324 892	345 904	436 860	326 916	378 920	391 076	475 637
Dettes nettes	(66 034)	15 895	105 417	259 450	332 199	368 747	361 947	330 999
Total du passif à long terme avant obligations liées aux fonds des clients	527 401	557 235	582 004	675 900	545 967	589 198	605 108	684 077
Flux de trésorerie et structure financière								
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies (en milliers de dollars)	192 450	170 894	187 299	79 601	82 942	105 882	45 869	120 977
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme	s.o.	0,6 %	4,0 %	9,6 %	14,0 %	15,6 %	15,2 %	14,3 %
Délai moyen de recouvrement des créances	39	41	42	52	50	48	44	39

En réponse au contexte économique difficile, nos clients ont réévalué le calendrier de leurs stratégies d'investissement et restructuré leurs dépenses de manière à faire face à leurs problèmes sur le plan des liquidités et de la marge. Ces mesures de prudence ont mené à la réduction ou au report des dépenses en TI, ce qui s'est par ricochet répercuté sur nos produits. Nous avons réagi en rationalisant nos coûts et en cherchant continuellement à décrocher de nouveaux contrats et à obtenir des élargissements et des renouvellements ainsi que des contrats d'impartition de grande envergure, comme en témoigne l'amélioration graduelle de la croissance en devises constantes depuis le deuxième trimestre de 2009. En outre, notre prestation de services continue de se faire en respectant l'échéancier et le budget de nos clients.

Également dans le but de demeurer concurrentiels, nous nous sommes concentrés sur des éléments fondamentaux qui ont débouché sur :

- 1) l'augmentation de la marge du BAII ajusté ;
- 2) l'augmentation de la marge bénéficiaire nette par rapport à 2008 ;
- 3) un bénéfice par action relativement supérieur en 2009 par rapport aux périodes correspondantes de 2008 ;
- 4) la diminution importante de la dette nette au cours de l'exercice ;
- 5) les rentrées de fonds plus importantes générées par nos activités d'exploitation ;
- 6) les améliorations successives du délai moyen de recouvrement des créances à chaque trimestre de l'exercice 2009.

VARIATIONS TRIMESTRIELLES

Certains facteurs entraînent des variations trimestrielles qui ne sont pas forcément révélatrices des résultats futurs de la Société. Premièrement, les projets d'intégration de systèmes et de services-conseils ont un caractère saisonnier et les résultats trimestriels de ces activités se ressentent de certains éléments comme les vacances et le nombre de jours fériés au cours d'un trimestre donné. Les variations saisonnières sont plus légères dans le cas des contrats d'impartition, y compris les contrats de gestion des processus d'affaires. Deuxièmement, le volume de travail émanant de certains clients peut varier d'un trimestre à l'autre en fonction de leur cycle conjoncturel et du caractère saisonnier de leurs propres activités. Troisièmement, les économies que nous réalisons pour un client dans le cadre d'un contrat d'impartition peuvent réduire temporairement nos revenus car ces économies ne sont pas nécessairement compensées sur-le-champ par une augmentation des travaux réalisés pour ce client.

En règle générale, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation sont susceptibles de fluctuer considérablement d'un trimestre à l'autre en fonction du moment où d'importants clients effectuent leurs paiements mensuels, des besoins de liquidités associés aux grandes acquisitions et aux contrats d'impartition majeurs, ainsi que des dates de réception des divers crédits d'impôt, de versement des primes d'intéressement attribuées aux membres et de paiement des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques.

Les mouvements des taux de change occasionnent également des écarts trimestriels qui sont susceptibles d'augmenter proportionnellement à la contribution des produits en devises aux produits de la Société. Cependant, les marges de CGI sont automatiquement protégées contre le risque de change, surtout à cause des charges en dollars US — liées par exemple à l'achat de droits d'utilisation, à l'entretien, aux assurances et aux intérêts — qui sont comptabilisées au Canada.

Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers consolidés vérifiés pour les exercices terminés les 30 septembre 2009, 2008 et 2007 comprennent tous les ajustements que la direction de CGI juge nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière de la Société, des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie.

Certains chiffres correspondants des périodes précédentes ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée en 2009, y compris l'incidence de l'adoption du chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, au cours de l'exercice 2009 et des activités abandonnées au cours de l'exercice 2008.

Modifications de conventions comptables

La Société a adopté les nouveaux chapitres suivants du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (« ICCA »), qui s'appliquent aux états financiers des périodes intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2008 ou après cette date :

- a) Le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, remplace le chapitre 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et le chapitre 3450, *Frais de recherche et de développement*. Il établit des normes pour la constatation, l'évaluation et la présentation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels. Les critères de détermination et de constatation initiale des actifs incorporels, y compris les actifs incorporels développés à l'interne, qui y sont stipulés sont conformes aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») correspondantes. Le chapitre 1000, *Fondements conceptuels des états financiers*, a aussi été modifié afin d'être uniforme avec le nouveau chapitre. Les dispositions du chapitre 3064 ont été adoptées rétrospectivement, avec retraitement des états financiers des périodes antérieures. Par conséquent, la Société a comptabilisé certaines dépenses engagées à titre de frais de démarrage et de coûts de main-d'œuvre comme charges plutôt qu'à titre d'actifs incorporels. Par ailleurs, les coûts liés à des contrats sont désormais inclus dans les actifs incorporels. Veuillez vous reporter à la note 2a afférente aux états financiers consolidés pour obtenir de plus amples renseignements sur les ajustements.
- b) Le chapitre 1400, *Normes générales de présentation des états financiers*, établit les conditions pour évaluer et présenter la capacité de la Société d'exercer ses activités selon l'hypothèse de continuité d'exploitation. L'adoption de ce nouveau chapitre n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

En outre, le 20 janvier 2009, l'ICCA a publié l'abrégé des délibérations n° 173 du Comité sur les problèmes nouveaux, *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers* (« CPN-173 »), qui doit être appliqué rétroactivement sans retraitement des états financiers des périodes antérieures à tous les actifs financiers et les passifs financiers évalués à la juste valeur dans les états financiers consolidés intermédiaires et annuels après le 20 janvier 2009. Le CPN-173 exige que la Société tienne compte de son propre risque de crédit et du risque de crédit de la contrepartie lors de l'évaluation de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. La Société a adopté le CPN-173 au cours de l'exercice 2009.

Estimations comptables importantes

La note 2 afférente aux états financiers consolidés vérifiés au 30 septembre 2009 décrit les estimations comptables importantes que la Société utilise. La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif et de passif inscrits et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants inscrits au titre des produits et des charges au cours de la période

considérée. Étant donné que le processus de présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer des résultats présentés.

On considère qu'une estimation comptable est importante si elle repose sur des hypothèses que la direction a dû faire au moyen de renseignements très incertains au moment où l'estimation a été formulée, si plusieurs estimations différentes avaient raisonnablement pu être utilisées pour la période considérée ou encore, si on peut raisonnablement s'attendre à ce que l'estimation comptable subisse des modifications qui auraient une incidence importante sur la présentation de notre situation financière, sur l'évolution de notre situation financière ou sur nos résultats d'exploitation.

Éléments sur lesquels les estimations ont une incidence	États consolidés des résultats				
	Bilans consolidés	Produits	Coûts des services et frais de vente et d'administration	Amortissement/dépréciation	Impôts sur les bénéfices
Écart d'acquisition	■			■	
Impôts sur les bénéfices	■				■
Éventualités et autres passifs	■		■		
Passifs liés aux intégrations	■		■		
Constatation des produits	■ ¹	■			
Rémunérations à base d'actions	■		■		
Crédits d'impôt à l'investissement et programmes gouvernementaux	■		■		
Dépréciation d'actifs à long terme	■			■	

1 Débiteurs, travaux en cours et produits reportés.

ÉCART D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, au niveau de l'unité d'exploitation concernée, au moins une fois l'an et en cas d'événements ou de circonstances nouvelles risquant d'empêcher la Société de récupérer sa valeur comptable. Les tests de dépréciation nécessitent une comparaison entre la juste valeur et la valeur comptable de chaque unité d'exploitation. Les unités faisant l'objet d'un test de dépréciation sont nos trois secteurs d'exploitation. L'estimation de la juste valeur d'une unité d'exploitation se fonde sur l'analyse des flux de trésorerie actualisés au moyen d'hypothèses importantes approuvées par la direction telles que les flux de trésorerie futurs, les prévisions relatives à la croissance, les valeurs finales, les taux d'actualisation et les données du secteur. Toute modification des estimations utilisées pourrait avoir une incidence importante sur le calcul de la juste valeur et de la charge de perte de valeur qui en résulte. Des modifications importantes des estimations ou des hypothèses servant aux tests de dépréciation de l'écart d'acquisition n'auraient pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La Société établit les actifs et les passifs d'impôts exigibles et futurs conformément aux législations fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui s'appliqueront vraisemblablement au moment où il est prévu que l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Les lois et règles fiscales qui s'appliquent sont soumises à l'interprétation de la Société, qui évalue périodiquement la valeur finale de réalisation des impôts futurs résultant d'écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs ainsi que des pertes fiscales reportées. Pour déterminer s'il est plus probable qu'improbable qu'un actif d'impôts futurs se réalisera, la Société doit estimer ses revenus imposables futurs. Les montants ultimes des impôts futurs et de la charge d'impôts pourraient différer substantiellement des montants portés au bilan car ils dépendent des résultats d'exploitation futurs de la Société ainsi que de ses interprétations des lois fiscales.

ÉVENTUALITÉS ET AUTRES PASSIFS

La Société comptabilise des charges à payer pour tenir compte des coûts de restructuration et d'intégration des entreprises qu'elle a acquises et d'autres passifs dont l'estimation repose pour une grande part sur le jugement. Quand la Société établit une provision en marge d'une poursuite entamée ou éventuelle, d'obligations liées à une garantie ou d'autres passifs possibles, elle se fonde sur la possibilité d'un gain ou d'une perte dont elle demeurera incertaine jusqu'à ce qu'un ou plusieurs événements se réalisent ou ne se réalisent pas. La résolution de cette incertitude peut confirmer la diminution ou la constatation d'un passif. La Société calcule les charges à payer sur la base des précédents historiques, des tendances courantes et d'autres hypothèses qui lui semblent raisonnables dans les circonstances.

PASSIFS LIÉS AUX INTÉGRATIONS

Les passifs liés aux intégrations se composent surtout de provisions associées à des baux visant des locaux que des entreprises acquises occupaient et que la Société a l'intention de quitter. La direction de la Société estime les coûts liés à la résiliation des baux à la date de l'acquisition de l'entreprise et rectifie la provision initiale dès qu'elle obtient tous les renseignements pertinents. Les taux d'actualisation et la possibilité de sous-louer les locaux à des tiers font partie des principales hypothèses utilisées pour déterminer cette provision. Pour calculer la valeur actualisée des paiements prévus, la Société a utilisé l'hypothèse que le taux d'actualisation correspondrait au taux d'intérêt applicable à ses billets non garantis. La possibilité de sous-louer les bureaux inoccupés a été évaluée sur la base de l'expérience de la direction de la Société et des connaissances

de ses conseillers relativement aux régions considérées et aux caractéristiques des locaux. De plus, à la date de clôture de chaque période comptable, la Société estime les charges liées aux bureaux fermés dans le contexte de son programme de restructuration.

De plus, diverses réclamations et poursuites ont été entamées contre la Société dans le cours normal de ses activités ou héritées d'entreprises acquises. Certaines de ces procédures pourraient occasionner des coûts importants. La Société détermine s'il est pertinent de comptabiliser une perte ou de faire état de la réclamation ou de la poursuite dans ses états financiers consolidés en tenant compte, entre autres, de la période durant laquelle les événements sous-jacents à la procédure se sont produits, du degré de probabilité d'une issue défavorable et de la possibilité d'estimer la perte avec une justesse raisonnable.

CONSTATATION DES PRODUITS

Nos produits sont en majeure partie constatés au moyen de critères qui ne nous obligent pas à utiliser des estimations importantes. Néanmoins, CGI fournit certains services assortis de mécanismes particuliers d'établissement des prix, par exemple des ententes structurées selon la méthode du degré d'avancement des travaux et des ententes liant la rémunération aux gains réalisés par le client. La méthode du degré d'avancement des travaux se fonde sur des estimations des coûts et des bénéfices tout au long de l'exécution des ententes, y compris l'estimation des ressources et des coûts nécessaires pour achever les travaux. En outre, s'il est plus probable qu'improbable que les coûts totaux liés à un contrat seront plus élevés que les produits totaux émanant de ce contrat, on comptabilise une provision équivalant à la perte, et ce, dès la période durant laquelle la perte est décelée. Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils en vertu d'ententes liant la rémunération aux gains réalisés par le client sont constatés uniquement dans la mesure où il est prévisible, avec un degré raisonnable de certitude, que les bénéfices résultant de ces ententes atteindront la valeur sur laquelle la constatation des produits repose.

Dans le cas de contrats visant la prestation multiple de services, la Société évalue également si la ventilation des produits entre les diverses catégories correspond à la juste valeur relative de chacune des catégories, telle qu'elle est déterminée au moyen d'estimations internes ou de preuves objectives provenant de fournisseurs particuliers. Elle constate ensuite les produits attribuables à chaque catégorie comme s'il s'agissait de plusieurs contrats distincts visant chacun une seule catégorie de services.

La direction passe régulièrement en revue la rentabilité des ententes et les estimations sous-jacentes. En raison de la variation des volumes, des changements technologiques et d'autres facteurs impossibles à prévoir au moment de la conclusion d'un contrat, il peut exister un écart important entre les produits estimés initialement et les produits résultant réellement d'une entente.

RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

CGI comptabilise son régime de rémunération à base d'actions selon les normes du chapitre 3870 du *Manuel de l'ICCA, Rémunérations et autres paiements à base d'actions*. Conformément aux recommandations de ce chapitre, CGI a décidé d'utiliser le modèle d'évaluation de Black et Scholes pour déterminer la valeur des options accordées dans le cadre de ses paiements à base d'actions. Ce modèle se fonde, entre autres, sur les variables suivantes : la volatilité prévue de l'action durant la période des attributions, le taux de déchéance attendu, la durée de vie prévue des options et le taux d'intérêt sans risque. Compte tenu des diverses hypothèses utilisées et des circonstances nouvelles qui pourraient survenir, les résultats d'exploitation réels pourraient être sensiblement différents des résultats indiqués.

CRÉDITS D'IMPÔT À L'INVESTISSEMENT ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX

La Société considère les crédits d'impôt remboursables sur les salaires ainsi que les crédits d'impôt sur les frais de recherche et de développement qu'elle reçoit comme des crédits d'impôt à l'investissement, car ils respectent les critères d'admissibilité à ces crédits et aux programmes gouvernementaux. La Société est soumise à des vérifications annuelles visant à déterminer si elle exerce des activités admissibles à des crédits d'impôt en vertu de divers programmes gouvernementaux et, le cas échéant, à quels montants elle a droit. La Société évalue périodiquement les charges admissibles aux crédits d'impôt ainsi que la conformité de ses activités avec les critères des programmes gouvernementaux.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

La Société soumet les actifs à long terme, tels que les actifs incorporels et les immobilisations, à un test de recouvrabilité à la fin de chaque exercice dans le cas des solutions d'affaires, ou lorsque des événements ou des changements de situation font en sorte que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Dans le cas des solutions d'affaires, des droits d'utilisation de logiciels et des relations avec les clients, les estimations et hypothèses incluent le calcul de la durée appropriée de la période d'amortissement des coûts capitalisés, sur la base de la vie utile estimative de ces actifs, l'estimation des flux de trésorerie futurs attribuables à ces actifs, ainsi que l'évaluation de ces éléments par rapport aux soldes non amortis. Dans le cas des logiciels internes et des immobilisations, on détermine la durée appropriée de la période d'amortissement en estimant le laps de temps pendant lequel la Société pourra utiliser ces actifs de façon continue. Pour évaluer la possibilité de recouvrer les coûts capitalisés des logiciels, la Société doit estimer les produits futurs, les coûts ainsi que les flux de trésorerie futurs, positifs et négatifs. Pour évaluer les possibilités de recouvrement des coûts liés à des contrats, la Société calcule la valeur non actualisée des flux de trésorerie estimatifs du contrat sur sa durée restante et compare le résultat de cette opération à la valeur comptable du contrat. Si les estimations ou les hypothèses utilisées dans le cadre des tests de dépréciation des actifs à long terme étaient modifiées, cela n'aurait pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

Modifications comptables futures

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'adopter les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») pour l'établissement des états financiers relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Par conséquent, nous présenterons nos résultats selon les IFRS à compter de la période de trois mois se terminant le 31 décembre 2011.

Afin de se préparer à ce changement, la Société a élaboré un plan de conversion aux IFRS. En plus d'une équipe de travail, nous avons formé un comité directeur sur les IFRS chargé de faire le suivi des progrès et d'approuver les recommandations de l'équipe de travail. L'équipe de travail se réunit aux deux semaines et le comité directeur, une fois par mois. Des mises à jour trimestrielles sont présentées au Comité de vérification et de gestion des risques.

Nous avons terminé l'étape du diagnostic, qui comprenait un examen à haut niveau des différences entre les PCGR du Canada actuels et les IFRS, ainsi qu'une étude des options possibles en matière d'adoption. La deuxième étape du plan, qui est en cours depuis février 2009, nous permettra de déterminer précisément l'incidence des différences entre les PCGR du Canada et les IFRS. Cette étape devrait notamment aboutir à l'établissement de la documentation à l'appui du raisonnement qui sous-tend les choix de conventions comptables, les nouvelles informations à fournir et les textes faisant autorité en la matière. Cette étape nous permettra de déterminer les conséquences du changement. Ceci fait, nous évaluerons les impacts de l'adoption des normes internationales sur les autres volets importants de la conversion, soit les modifications à apporter à nos systèmes informatiques, les exigences en matière de formation, les mécanismes de contrôle interne de l'information financière et les répercussions sur les activités d'affaires de la Société.

À l'heure actuelle, nous prévoyons que les normes portant sur les regroupements d'entreprises et sur la constatation des produits sont celles qui nécessiteront le plus d'efforts dans le cadre du passage aux IFRS.

En janvier 2009, l'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants de son Manuel :

- i) Le chapitre 1582, *Regroupements d'entreprises*, qui remplace le chapitre 1581, *Regroupements d'entreprises*, établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et constitue l'équivalent canadien de la norme IFRS 3 (révisée), *Regroupements d'entreprises*. Le chapitre s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition est le 1^{er} octobre 2011 ou après. Une application anticipée est autorisée. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés.
- ii) Le chapitre 1601, *États financiers consolidés*, et le chapitre 1602, *Participations sans contrôle*, remplacent le chapitre 1600, *États financiers consolidés*. Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes sont équivalentes aux dispositions correspondantes de la norme IAS 27 (révisée), *États financiers consolidés et individuels*. Les chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2011. Leur adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouveaux chapitres sur les états financiers consolidés.

Risques et incertitudes

Nous envisageons les perspectives d'avenir à long terme de la Société avec confiance. Néanmoins, il faut tenir compte des risques et incertitudes décrits ci-dessous, qui pourraient avoir une incidence sur notre capacité de réaliser notre vision stratégique et nos objectifs de croissance. Les facteurs suivants devraient être pris en considération lors de l'évaluation du potentiel de la Société à titre de placement.

RISQUES DE MARCHÉ

Risque économique — L'intensité des activités de nos clients, qui est tributaire de la conjoncture économique, a une incidence sur nos résultats d'exploitation. Nous ne pouvons prédire ni les répercussions de la conjoncture économique sur nos revenus futurs ni le moment où une reprise marquée surviendra. Durant les périodes de récession, nos clients et nos clients éventuels peuvent annuler, réduire ou reporter des contrats en cours, ou encore retarder l'octroi de nouveaux mandats. Généralement, les entreprises réduisent aussi l'ampleur des projets informatiques qu'elles entreprennent durant les périodes de difficultés économiques, ce qui se traduit par une réduction du nombre d'implantations technologiques et de l'importance des mandats. En raison du nombre plus restreint de mandats durant un ralentissement, la concurrence s'intensifie ordinairement. Il peut alors arriver que les prix diminuent si certains concurrents, surtout ceux qui disposent de ressources financières importantes, réduisent leurs taux pour maintenir ou accroître leur part du marché. De telles circonstances pourraient déclencher des ajustements de prix visant à respecter les dispositions de nos contrats relatives à l'étalement. Ces facteurs pourraient entraîner une baisse de nos prix, de nos produits et de notre rentabilité.

RISQUES LIÉS À NOTRE SECTEUR D'ACTIVITÉ

Concurrence pour l'obtention des contrats — CGI évolue dans un marché mondial où la concurrence entre les fournisseurs de services en TI est vive. Certains de nos concurrents ont de plus grandes ressources financières, de meilleures capacités de mise en marché et de vente ou une plus grande portée dans certaines régions, ce qui leur permet de mieux livrer concurrence pour les nouveaux contrats. Dans certains marchés spécialisés, régionaux ou métropolitains, nos concurrents sont des petites entreprises qui possèdent des capacités spécialisées et qui peuvent

fournir des services plus efficacement sur le plan économique. Certains de nos concurrents ont une plus grande présence que nous dans des pays où les coûts sont moins élevés, ce qui peut leur permettre d'offrir des services dans le monde entier à des conditions plus favorables. L'intensification de la concurrence parmi les entreprises de services en TI se traduit souvent par une pression sur les prix. Rien ne garantit que nous réussirons à fournir suffisamment de services de qualité à prix concurrentiel pour nous permettre de maintenir ou d'accroître notre part de marché.

Durée du cycle de vente des grands contrats d'impartition — Les contrats d'impartition devenant de plus en plus considérables et complexes, la Société constate un allongement des cycles de vente qui durent de 12 à 24 mois. L'allongement du cycle de vente pourrait nous empêcher d'atteindre nos cibles de croissance.

Disponibilité et conservation des professionnels qualifiés — Le personnel qualifié fait l'objet d'une forte demande au sein du secteur des TI. Par conséquent, nous devons continuer à attirer et à retenir un personnel hautement compétent. Si nos programmes complets visant le recrutement et la conservation de professionnels qualifiés et dévoués ne nous permettent pas d'avoir un nombre suffisant d'employés bien formés et qualifiés pour servir les besoins de nos clients, nous pourrions devoir nous tourner vers la sous-traitance ou les mutations pour combler l'écart. Ces mesures pourraient entraîner une hausse des coûts, ce qui exercerait une pression sur notre marge.

Capacité de l'entreprise de développer et d'élargir sa gamme de services pour suivre l'évolution de la demande et les tendances technologiques — En raison de l'évolution rapide du secteur des technologies de l'information et de la baisse constante des coûts d'acquisition et de maintien d'une infrastructure de TI, nous devons anticiper la transformation des besoins de nos clients. Pour ce faire, nous devons adapter nos services et nos solutions de manière à conserver et à améliorer notre avantage concurrentiel et à préserver notre capacité à fournir des services efficaces sur le plan des coûts. La concurrence est féroce sur le marché des services et des solutions que nous offrons, et rien ne garantit que nous réussirons à croître et à adapter nos activités en temps opportun. Si nous tirons de l'arrière, notre capacité à garder nos clients et à en attirer de nouveaux pourrait en souffrir, ce qui pourrait exercer des pressions sur nos revenus, notre marge bénéficiaire et les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation connexes.

Risque d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui — Malgré nos efforts, les mesures que nous mettons en place pour nous assurer que nos services et nos offres ne portent pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui pourraient ne pas être efficaces et, par conséquent, il peut arriver que des poursuites alléguant une violation de ces droits soient intentées contre nous ou nos clients. Nous établissons des contrats de licence visant le droit d'utiliser la propriété intellectuelle et pouvons autrement offrir des indemnisations contre la responsabilité et les dommages résultant des réclamations de tiers touchant des manquements à l'égard des brevets, des droits d'auteur, des marques de commerce ou des secrets commerciaux à l'égard de notre propriété intellectuelle, de nos logiciels ou d'autres solutions mises au point pour nos clients. Dans certaines circonstances, le montant de ces réclamations pourrait être plus élevé que les revenus provenant du client. Les réclamations et les poursuites visant la propriété intellectuelle pourraient entraîner des coûts élevés et des pertes de temps importantes, ternir notre réputation, nous obliger à conclure des ententes supplémentaires en matière de redevances et de licence, ou nous empêcher d'offrir certaines solutions et certains services. Si nous étions empêchés de vendre ou d'utiliser des solutions ou des services incorporant un logiciel ou une technologie faisant l'objet d'un litige, cela pourrait nous faire perdre des revenus ou nous obliger à assumer des charges supplémentaires afin de modifier ces produits et services avant de les intégrer à de nouveaux projets.

Clauses d'étalonnage dans certains contrats — Les contrats de certains clients de nos services d'impartition permettent aux clients d'utiliser, pour certains services précisés dans le contrat, des mécanismes d'établissement des prix fondés sur l'étalonnage des prix exigés, pour des services similaires, par d'autres fournisseurs formant un groupe de comparaison valable. Ces mécanismes tiennent compte des caractéristiques uniques de l'environnement de chaque client et si les résultats indiquent la présence d'un écart supérieur au seuil de tolérance convenu, nous pouvons être tenus de travailler avec le client afin d'établir une nouvelle grille de prix pour les services.

Risques liés à la protection de nos droits de propriété intellectuelle — Notre réussite est tributaire, entre autres, de notre capacité de protéger nos méthodologies, processus, savoir-faire, outils et techniques exclusifs, ainsi que d'autres biens intellectuels dont nous nous servons pour fournir nos services. En règle générale, les solutions d'affaires de CGI sont protégées par le droit d'auteur, et elles sont brevetées dans certains cas. Bien que CGI prenne des mesures raisonnables pour protéger et faire valoir ses droits sur ses biens intellectuels, rien ne garantit que ces mesures seront adéquates ou qu'il sera possible de les faire respecter. Le coût lié au respect de nos droits peut être considérable et peut ne pas s'avérer viable sur le plan économique. En outre, il peut arriver que les lois de certains pays où nous exerçons nos activités ne protègent pas entièrement nos droits de propriété intellectuelle. Malgré nos efforts, les mesures que nous prenons pour protéger nos droits de propriété intellectuelle peuvent s'avérer insuffisantes pour prévenir ou décourager les atteintes à ces droits ou empêcher l'appropriation illicite de nos biens intellectuels. Il peut aussi arriver que nous ne détectons pas l'utilisation non autorisée de nos biens intellectuels ou que nous ne prenons pas les mesures convenables pour assurer le respect de nos droits de propriété intellectuelle.

RISQUES LIÉS À NOTRE ENTREPRISE

Fluctuations liées aux secteurs d'activité — Les acquisitions et d'autres transactions peuvent faire fluctuer la composition de nos produits, en ce qui a trait à l'apport relatif des projets de plus courte durée (les projets d'intégration de systèmes et de services-conseils) et à celui des contrats de plus longue durée (les mandats d'impartition). Si le poids relatif des projets d'intégration de systèmes et de services-conseils augmentait, il pourrait en résulter une variation plus prononcée des produits d'une période à l'autre.

Risque financier et risque d'exploitation associés aux marchés internationaux — Nous gérons des activités dans de nombreux pays dans le monde. L'envergure de nos activités internationales nous rend tributaires de plusieurs facteurs qui pourraient intervenir : les fluctuations des taux de change ; le fardeau résultant de l'obligation d'observer un vaste éventail de lois nationales et locales différentes ; les incertitudes liées à la

diversité des cultures et des pratiques commerciales dans les différentes régions du monde ; la multiplicité et le caractère parfois contradictoire des lois et des règlements, notamment en matière de fiscalité ; la modification des lois en matière de fiscalité, y compris la disponibilité des crédits d'impôt et d'autres incitatifs qui peuvent nuire au coût des services que nous offrons ; les pertes d'exploitation que la Société pourrait subir dans certains pays dans le cadre du développement de son infrastructure mondiale de prestation de services et le fait que ces pertes ne seraient pas nécessairement déductibles des revenus aux fins de l'impôt ; l'absence, sur certains territoires, de lois efficaces pour protéger nos droits de propriété intellectuelle ; les restrictions sur la circulation de trésorerie ou d'autres actifs ; les restrictions touchant l'importation ou l'exportation de certaines technologies ; les restrictions visant le rapatriement des bénéfices ; l'instabilité politique, sociale et économique, y compris les menaces liées au terrorisme et aux pandémies. Nous avons mis en place une stratégie d'opérations de couverture visant à atténuer le risque de change. À l'exception des produits financiers utilisés dans le cadre de notre stratégie d'opérations de couverture, nous ne participons pas au marché des instruments financiers dérivés. N'importe lequel des risques auxquels nos activités internationales nous exposent ou l'ensemble de ces risques pourraient se réaliser et provoquer une baisse de notre rentabilité.

Risque de crédit associé aux débiteurs — Le recouvrement des montants qui nous sont dus d'une manière efficace et en temps opportun nous permet de maintenir nos flux de trésorerie et notre bénéfice net liés aux activités d'exploitation. Les provisions que nous constituons à l'égard du manque à gagner prévu sont fondées sur des estimations faites par la direction et sur notre évaluation de la solvabilité de nos clients, facteurs qui pourraient s'avérer inadéquats à la lumière des résultats réels. Si nous ne fournissons pas nos services conformément aux modalités de nos contrats et selon les attentes raisonnables des clients, et si nous ne facturons pas nos services correctement et en temps opportun, nos recouvrements peuvent en souffrir, ce qui peut nuire directement à nos revenus, à notre bénéfice net et à nos flux de trésorerie. En outre, un ralentissement économique prolongé peut pousser bon nombre de nos clients à suspendre ou à repousser leurs projets, freiner leur capacité à payer pour les services déjà rendus et, éventuellement, entraîner un manquement à leurs obligations en vertu des contrats existants, chacune de ces éventualités pouvant donner lieu à une baisse des revenus et nuire à nos perspectives.

Changements importants touchant les principales entreprises clientes, résultant par exemple de l'évolution de leur situation financière, de fusions ou d'acquisitions d'entreprises — La consolidation de nos clients en raison de fusions et d'acquisitions peut entraîner une perte ou une baisse de nos activités si la société issue du regroupement confie ses besoins en technologies de l'information à un autre fournisseur de services ou décide d'internaliser ces fonctions. Si les besoins en technologies de l'information d'un client s'accroissent en raison d'acquisitions ou d'opérations, nous pourrions ne plus avoir la portée géographique ou la masse critique pour servir le client efficacement, ce qui se traduirait par la perte du client et nuirait à nos perspectives. Rien ne garantit que nous serons en mesure d'atteindre nos objectifs de croissance visant à maintenir et à accroître notre portée géographique et notre masse critique dans les marchés que nous ciblons.

Risque de résiliation anticipée des contrats — Si nous n'exécutons pas nos mandats conformément aux ententes contractuelles conclues avec nos clients, certains clients pourraient décider de résilier leurs contrats avant la date d'échéance prévue, ce qui aurait pour effet de réduire notre bénéfice ainsi que nos flux de trésorerie et pourrait avoir une incidence sur la valeur de notre carnet de commandes. En outre, certains de nos contrats d'impartition comportent des dispositions permettant aux clients de les résilier pour des raisons de commodité, en cas de changement d'intention de leur part ou en cas de changement de contrôle de CGI. La résiliation anticipée de contrats peut également découler de l'exercice d'un droit légal ou de circonstance qui échappent à notre volonté ou à celle de nos clients et qui empêchent la poursuite du contrat. En cas de résiliation anticipée, nous pourrions ne pas être en mesure de recouvrer les coûts capitalisés liés au contrat ni d'éliminer les coûts récurrents engagés dans le cadre du contrat.

Risques liés à l'estimation des coûts — Pour que nous puissions dégager des marges acceptables, il faut que nous sachions établir les prix de nos services en nous fondant sur une estimation exacte des coûts et des heures de travail nécessaires pour réaliser les projets ou exécuter les contrats d'impartition à long terme. De plus, une portion substantielle de nos contrats visant la réalisation de projets est réalisée en contrepartie de prix fixes. Dans ces cas, la facturation des travaux s'effectue selon les modalités du contrat signé avec le client et les revenus sont constatés en fonction du pourcentage de l'effort engagé par rapport aux coûts totaux estimés pour la durée du contrat. Nos estimations se fondent sur notre appréciation de l'efficacité avec laquelle nous pourrions déployer nos méthodologies et nos professionnels pour réaliser le contrat considéré, conformément à notre Cadre de gestion du partenariat client, un ensemble structuré de processus qui aide les équipes à appliquer des normes homogènes d'excellence à tous les contrats. Si nous n'appliquons pas le Cadre adéquatement, si nous ne réussissons pas à estimer correctement le temps ou les ressources nécessaires pour remplir nos obligations au titre d'un contrat, ou si des facteurs imprévus surviennent, y compris certains facteurs indépendants de notre volonté, il peut y avoir des répercussions sur les coûts ou les calendriers de réalisation et nous empêcher ainsi d'atteindre les marges bénéficiaires prévues.

Capacité de nos partenaires de respecter leurs engagements — En raison de l'envergure et de la complexité croissantes des contrats, il se peut que nous devions nous appuyer sur des sous-traitants externes, y compris des fournisseurs de logiciels et de matériel, pour respecter nos engagements. Le cas échéant, notre réussite dépend de la capacité de ces tiers à remplir leurs obligations conformément aux budgets et aux calendriers convenus. Si nos partenaires ne s'acquittent pas de leurs obligations, notre aptitude à exécuter un contrat peut être compromise, ce qui peut avoir une incidence défavorable sur notre rentabilité.

Risque associé aux garanties — Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des ententes qui peuvent comporter des engagements d'indemnisation ou des garanties lors de transactions telles que la prestation de services-conseils ou de services d'impartition, la cessation d'activités commerciales, les contrats de location ou la constitution d'engagements financiers. Ces engagements d'indemnisation ou garanties peuvent nous obliger à dédommager nos cocontractants des coûts ou des pertes résultant de diverses circonstances telles que le défaut de respecter les engagements ou la violation d'une garantie, l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, les réclamations qui peuvent surgir dans le cadre de la prestation de services ou des poursuites qui pourraient être entamées contre les cocontractants.

Risque associé aux taux d'utilisation des ressources humaines — Si nous voulons maintenir notre marge bénéficiaire, nous devons gérer la charge de travail de nos professionnels, qui doivent avoir un taux d'utilisation élevé tout en étant assez disponibles pour nous permettre d'affecter des employés additionnels aux nouveaux contrats. Pour maintenir un taux d'utilisation efficace, nous devons prévoir la charge de travail de nos professionnels tout en gérant adéquatement les programmes de formation et les taux de départs. Si nous échouons à cette tâche, nos taux d'utilisation peuvent diminuer, ce qui aurait une incidence sur nos revenus et notre rentabilité. Inversement, un manque de ressources entraverait notre capacité d'accroître nos revenus.

Risque associé aux affaires émanant des administrations publiques — Les réorientations des politiques de dépenses publiques ou des priorités budgétaires des gouvernements fédéraux, provinciaux ou d'États pourraient avoir une incidence directe sur nos résultats financiers. Plusieurs facteurs sont susceptibles de réduire l'ampleur de nos activités auprès des administrations publiques, notamment : la réduction des contrats accordés par les gouvernements à des firmes de services-conseils et de services en TI; une diminution substantielle des dépenses touchant l'ensemble des gouvernements ou certains ministères ou organismes en particulier; l'adoption de nouvelles lois visant les sociétés qui fournissent des services aux gouvernements; les délais d'acquiescement de nos factures par les bureaux de paiement gouvernementaux; la conjoncture économique et politique en général. Ces facteurs et d'autres pourraient avoir pour effet de diminuer nos revenus futurs en incitant les ministères et organismes gouvernementaux à diminuer leurs contrats d'achat, à exercer leur droit de mettre fin à des contrats, à émettre des ordres de suspension temporaire des travaux ou à s'abstenir d'exercer leur droit de renouveler des contrats. Notre clientèle du secteur gouvernemental est très diversifiée puisque nous avons des contrats en vigueur avec plusieurs ministères et organismes gouvernementaux différents, aux États-Unis et au Canada. Néanmoins, en cas de réduction des dépenses des gouvernements ou de compressions budgétaires au sein de ces ministères et organismes, il pourrait arriver que la rentabilité continue de ces contrats ou la possibilité d'obtenir des contrats supplémentaires des mêmes sources soient compromises.

Poursuites liées à nos travaux — Nous créons, déployons et entretenons des solutions en TI qui sont souvent essentielles aux activités commerciales de nos clients. Il peut arriver que des retards, des renégociations, de nouvelles exigences des clients ou des délais nous empêchent de réaliser de grands projets de la manière prévue. En outre, les solutions que nous créons peuvent comporter des défauts qui nuisent à leur performance, ne pas répondre aux besoins de nos clients ou ne pas offrir un service acceptable. De tels problèmes pourraient donner lieu à des poursuites qui auraient une incidence défavorable sur nos activités commerciales, sur nos résultats d'exploitation, sur notre situation financière et sur notre réputation professionnelle. Nos contrats contiennent ordinairement des dispositions limitant le risque de poursuites liées à nos services et aux applications que nous réalisons. Il se pourrait que ces dispositions ne nous protègent pas adéquatement ou ne soient pas applicables dans certaines circonstances ou en vertu des lois en vigueur à certains endroits.

Risques associés à l'information et à l'infrastructure — Dans le cadre de nos activités, les applications et les renseignements de nos clients, y compris leurs renseignements exclusifs, doivent souvent être traités et enregistrés sur nos réseaux et nos systèmes, ainsi que dans des centres de données que nous gérons. La perte, le vol ou la destruction des renseignements numériques et de matériel connexe, de même que la défaillance du matériel ou des systèmes, peuvent entraîner l'interruption temporaire de nos services. Les défaillances peuvent découler de l'erreur humaine dans un cadre de fonctionnement normal, d'entretien ou de mise à niveau, d'actes de piratage, de vandalisme (y compris les attaques par déni de service et les virus), de vol ou d'accès non autorisé par des tiers, ainsi que de pannes de courant et sautes de puissance, inondations, incendies, catastrophes naturelles ou autres. Les mesures que nous prenons pour protéger les renseignements et les logiciels, y compris les contrôles physiques et logiques d'accès aux locaux et aux renseignements ainsi que les systèmes d'appoint, peuvent ne pas prévenir la perte, le vol ou la destruction des renseignements de nos clients ni les interruptions de service. Ces événements peuvent entraîner une perte financière ou des dommages.

Risque d'atteinte à notre réputation — Notre capacité à livrer concurrence efficacement dans le marché des services en TI dépend de notre réputation à titre de fournisseur de services et de partenaire à long terme compétent et digne de confiance. La nature de nos activités nous expose au potentiel de perte et de destruction des renseignements de nos clients, d'accès non autorisé à ceux-ci ou d'interruptions temporaires de service. Selon la nature des renseignements ou des services en question, ces événements peuvent nuire à la perception de la Société sur le marché. Le cas échéant, notre capacité à attirer de nouveaux clients et à conserver les clients existants pourrait s'en ressentir, ce qui aurait une incidence sur nos revenus et notre bénéfice.

Risques associés aux acquisitions — Le succès de notre stratégie de croissance est lié pour une bonne part à notre capacité d'acquérir de grandes entreprises qui augmentent notre masse critique dans certaines régions ciblées ainsi que de plus petites entreprises servant des segments particuliers, afin d'approfondir nos compétences et d'élargir nos offres de service. Dans le cadre de notre stratégie, nous devons trouver des cibles d'acquisition et en évaluer le potentiel à la lumière de nos objectifs financiers et d'exploitation. Nous ne pouvons pas garantir que nous continuerons à trouver des cibles d'acquisition appropriées, que nous réaliserons de nouvelles acquisitions qui satisfont à nos critères économiques ni que les sociétés que nous acquerrons s'intégreront harmonieusement à CGI et augmenteront tangiblement la valeur de l'entreprise conformément aux attentes. En l'absence d'acquisitions supplémentaires, il est peu probable que notre croissance future corresponde à notre croissance passée ou aux prévisions.

Risques associés à l'intégration de nouvelles activités — La direction doit consacrer beaucoup de temps et d'attention à l'intégration des nouvelles activités découlant de notre stratégie d'acquisition ou d'importants contrats d'impartition. Le temps que consacrent les membres de la direction aux activités d'intégration peut nuire à leurs tâches habituelles, ce qui pourrait exercer une pression sur les revenus et le bénéfice de nos activités existantes. De plus, la tâche que la direction est appelée à accomplir afin d'instaurer des normes, des mécanismes de contrôle, des procédures et des politiques uniformes dans toutes les nouvelles activités afin de les harmoniser avec nos unités d'affaires existantes est fort

complexe et potentiellement accaparante. Les activités d'intégration peuvent occasionner des difficultés d'exploitation inattendues, des dépenses non planifiées et des problèmes de responsabilité. Si nous ne réussissons pas à exécuter notre stratégie d'intégration en temps opportun et de manière efficace sur le plan des coûts, nous aurons de la difficulté à atteindre nos objectifs de croissance et de rentabilité.

Risques de liquidité et de financement — La croissance de la Société dépend du succès de sa stratégie d'entreprise, laquelle dépend quant à elle de la conclusion d'importants contrats d'impartition et acquisitions d'entreprises. De par sa nature, notre stratégie de croissance exige que nous financions les investissements nécessaires au moyen de la trésorerie provenant de nos activités existantes, de montants empruntés en vertu de nos conventions de crédit existantes et éventuelles, ainsi que de l'émission d'actions à même notre capital-actions en faveur des contreparties aux opérations ou du grand public. L'obtention du financement nécessaire dépend de la capacité des marchés des capitaux à satisfaire nos besoins en temps opportun, en fonction de taux d'intérêt et de cours raisonnables qui s'inscrivent dans le cadre d'objectifs rentables. La hausse des taux d'intérêt, la volatilité du cours de nos actions et la capacité de nos prêteurs actuels à satisfaire nos besoins en liquidités sont autant de facteurs qui peuvent restreindre notre accès au financement dont nous avons besoin. Si nous ne sommes pas en mesure d'obtenir le financement nécessaire, nous pourrions ne pas atteindre nos objectifs de croissance.

Intégrité de la présentation des résultats

Notre direction assume la responsabilité de maintenir des systèmes d'information, des procédures et des mécanismes de contrôle appropriés, garantissant que les renseignements diffusés à l'intérieur et à l'extérieur de la Société sont complets et fiables. Les devoirs du conseil d'administration englobent l'évaluation de l'intégrité des systèmes internes de contrôle et d'information de la Société.

La Politique d'entreprise de CGI en matière de communication de l'information, un document que la Société a officiellement entériné et qui fait partie de ses Textes fondamentaux, vise à sensibiliser le conseil d'administration, la haute direction et les employés à l'égard de l'approche de CGI en matière de divulgation. Le conseil d'administration a créé le Comité de supervision de la politique de communication de l'information qui veille à satisfaire aux exigences en matière de divulgation des organismes de réglementation et supervise les pratiques de divulgation de la Société.

Le Comité de vérification et de gestion des risques de CGI se compose entièrement d'administrateurs indépendants respectant les exigences de la Bourse de New York et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières en matière d'indépendance et d'expérience. Le Comité de vérification et de gestion des risques assume notamment les responsabilités suivantes : a) revoir tous nos documents publics présentant des résultats financiers vérifiés et non vérifiés ; b) répertorier et examiner les risques financiers et les risques d'exploitation auxquels nous sommes exposés et revoir les diverses politiques et pratiques ayant pour but de gérer ces risques ; c) examiner et évaluer l'efficacité de nos principes et pratiques comptables en ce qui a trait à la présentation des résultats financiers ; d) examiner et surveiller nos procédures, programmes et politiques de contrôle interne, et évaluer leur pertinence ainsi que leur efficacité ; e) vérifier la suffisance de nos ressources de vérification interne, y compris le mandat et les objectifs du vérificateur interne ; f) soumettre au conseil d'administration de CGI des recommandations relatives à la nomination des vérificateurs externes, attester leur indépendance, réviser les modalités de leur mission et discuter régulièrement avec eux ; g) examiner les procédures de vérification ; h) examiner les opérations entre apparentés ; i) assumer toute autre responsabilité généralement attribuée aux comités de vérification et de gestion des risques ou confiée au Comité par notre conseil d'administration.

La Société a évalué au 30 septembre 2009 l'efficacité des procédés qu'elle utilise pour communiquer l'information et des mécanismes internes dont elle se sert pour contrôler la communication de l'information financière, sous la supervision et avec la participation du chef de la direction et du chef de la direction financière. Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que ces procédés et mécanismes sont appropriés et efficaces, et qu'ils procurent un degré raisonnable d'assurance que les renseignements importants sur la Société et ses filiales consolidées leur seraient communiqués par d'autres personnes au sein de ces entités.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont restreint la portée de la conception des contrôles et des procédures de communication de l'information financière ainsi que des mécanismes internes dont se sert la Société pour contrôler la communication de l'information financière par la direction afin d'en exclure les contrôles, les politiques et les procédures d'Innovaposte Inc., une coentreprise dans laquelle nous détenons une participation de 49 %. La conception est exclue de notre évaluation, car la direction n'est en mesure ni de dicter ni de modifier ni, en pratique, d'évaluer les mécanismes de contrôle interne de cette entité à l'égard de l'information financière. Notre évaluation se limite aux mécanismes de contrôle interne liés à l'inclusion de notre quote-part de la coentreprise et de ses résultats dans nos états financiers consolidés. La participation de CGI dans la coentreprise représente 1,0 % de l'actif total consolidé et 2,7 % des produits consolidés au 30 septembre 2009 et pour l'exercice terminé à cette date. Veuillez vous reporter à la page 24 de la présente analyse pour obtenir de plus amples renseignements à propos d'Innovaposte Inc.

Poursuites judiciaires

De temps à autre, la Société fait l'objet d'un certain nombre de poursuites, de vérifications, de réclamations et de litiges dans le cours normal de ses activités. Certaines de ces procédures pourraient entraîner des coûts importants. Même si le dénouement de ces procédures ne peut être prévu avec certitude, la Société n'a aucune raison de croire que le règlement d'un de ces litiges pourrait avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société, sur les résultats de son exploitation ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales. Au 30 septembre 2009, la Société fait l'objet de réclamations d'environ 80,0 millions \$ et de demandes reconventionnelles de quelque 10,0 millions \$.

Rapports de la direction et des vérificateurs

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction de Groupe CGI inc. (la « Société ») est responsable de la préparation des états financiers consolidés et de l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation. Elle répond de l'intégrité de l'information qu'ils contiennent. Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et comportent nécessairement des montants fondés sur les meilleures estimations et sur le jugement de la direction. L'information financière et les résultats d'exploitation présentés dans l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation sont en accord avec les états financiers consolidés.

Afin de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en matière de fiabilité de l'information financière et de protection du patrimoine de la Société, la direction s'est dotée de systèmes de contrôle interne soutenus par des règles écrites d'éthique et de conduite professionnelle. Les systèmes de contrôle interne et les registres financiers sont soumis à l'examen des vérificateurs indépendants, Deloitte & Touche s.r.l., nommés par les actionnaires pour vérifier les états financiers consolidés et les systèmes de contrôle interne de la Société. Le rapport des vérificateurs indépendants est présenté ci-dessous. En outre, le Comité de gestion de la Société revoit l'information diffusée par l'entreprise et supervise la mise en œuvre des contrôles et des procédés auxquels la Société a recours en matière d'information.

Les membres du Comité de vérification et de gestion des risques du conseil d'administration, qui siègent tous à titre d'administrateurs indépendants de la Société, rencontrent périodiquement les vérificateurs indépendants ainsi que la direction pour discuter des mécanismes de contrôle interne régissant la reddition de comptes ainsi que de sujets touchant la vérification et l'information financière, et soumettent des recommandations appropriées au conseil d'administration. Les vérificateurs indépendants peuvent consulter librement et en tout temps le Comité de vérification et de gestion des risques. Le conseil d'administration a examiné les états financiers consolidés ainsi que l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation et les a approuvés.



Michael E. Roach
Le président et chef de la direction



R. David Anderson
Le vice-président exécutif et
chef de la direction financière

Le 8 novembre 2009

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction de la Société d'établir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière et d'en maintenir l'efficacité. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société consiste en un processus conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers consolidés de la Société aux fins de publication externe, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société comprend des politiques et des procédures qui :

- ont trait à la tenue de dossiers décrivant avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations de la Société et les cessions d'actifs de la Société;
- fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées de la manière appropriée pour permettre l'établissement des états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, et que les encaissements et les décaissements de la Société sont effectués selon les autorisations de la direction et des administrateurs de la Société;
- fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisées d'actifs de la Société qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Tous les contrôles internes comportent des limites inhérentes. Par conséquent, même si le contrôle interne à l'égard de l'information financière a été jugé efficace, il ne peut fournir qu'une assurance raisonnable. Les projections de toute évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour des périodes ultérieures sont assujetties au risque que les contrôles internes deviennent inadéquats en raison de l'évolution des conditions, ou que le niveau de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

L'évaluation de la direction comporte une exclusion. La participation dans une coentreprise a été exclue de l'évaluation, car la direction n'est en mesure ni de dicter, ni de modifier ni, en pratique, d'évaluer les mécanismes de contrôle interne de cette entité à l'égard de l'information financière. La participation de la Société dans la coentreprise représente 1,0 % de l'actif total consolidé et 2,7 % des produits consolidés au 30 septembre 2009 et pour l'exercice terminé à cette date. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été évalué en ce qui a trait à l'inclusion de la quote-part de la Société dans cette coentreprise et de ses résultats pour l'exercice dans les états financiers consolidés.

À la fin de l'exercice 2009 de la Société, la direction a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en fonction du cadre établi dans le document intitulé *Internal Control — Integrated Framework*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission. Sur la base de cette évaluation, la direction a déterminé qu'au 30 septembre 2009, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société était efficace.

L'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 30 septembre 2009 a été vérifiée par les vérificateurs indépendants de la Société, comme il est énoncé dans leur rapport figurant à la page 38.



Michael E. Roach

Le président et chef de la direction



R. David Anderson

Le vice-président exécutif et
chef de la direction financière

Le 8 novembre 2009

RAPPORT DES COMPTABLES AGRÉÉS INSCRITS INDÉPENDANTS

Au conseil d'administration et aux actionnaires du Groupe CGI inc.

Nous avons vérifié l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière du Groupe CGI inc. et ses filiales (la « Société ») au 30 septembre 2009, en fonction des critères établis dans le document intitulé *Internal Control — Integrated Framework*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission. Comme il est décrit dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière, la direction a exclu de son évaluation le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une coentreprise, car la Société n'est en mesure ni de dicter, ni de modifier ni, en pratique, d'évaluer les mécanismes de contrôle interne de cette entité à l'égard de l'information financière. La participation de la Société dans la coentreprise représente 1,0 % de l'actif total et 2,7 % des produits figurant dans les états financiers consolidés au 30 septembre 2009 et pour l'exercice terminé à cette date. Par conséquent, le rapport sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de cette coentreprise a été exclu de notre vérification. Il incombe à la direction de la Société de maintenir l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière et de procéder à l'évaluation de l'efficacité de celui-ci, tel qu'inclus dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification publiées par le Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été maintenue à tous les égards importants. Notre vérification a consisté à acquérir une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, à évaluer le risque qu'une faiblesse importante existe, à tester et à évaluer l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne basé sur l'évaluation du risque, et à mettre en œuvre d'autres procédés que nous avons jugés nécessaires selon les circonstances. À notre avis, notre vérification fournit une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société est un processus dont la conception est réalisée ou supervisée par les principaux dirigeants et les principaux chefs financiers d'une société, ou par des personnes occupant des postes semblables, et dont la mise en œuvre est assurée par le conseil d'administration, la direction et d'autres membres du personnel de cette société de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins de publication externe, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société comprend les politiques et les procédures qui : 1) ont trait à la tenue de dossiers décrivant avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations et les cessions d'actifs de la Société; 2) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées de la manière appropriée pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et les décaissements de la Société sont effectués selon les autorisations de la direction et des administrateurs de la Société; 3) fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisées d'actifs de la Société qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers.

En raison des limites inhérentes au contrôle interne à l'égard de l'information financière, notamment la possibilité de collusion ou que la direction passe outre aux contrôles, des inexactitudes importantes résultant d'une erreur ou d'une fraude pourraient survenir et ne pas être décelées en temps opportun. De plus, les projections de toute évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour des périodes ultérieures sont assujetties au risque que les contrôles internes deviennent inadéquats en raison de l'évolution des conditions, ou que le niveau de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

À notre avis, la Société maintenait un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 30 septembre 2009, à tous les égards importants, selon les critères établis dans le document intitulé *Internal Control — Integrated Framework*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission.

Nous avons également vérifié, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et aux normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis, les états financiers consolidés de la Société au 30 septembre 2009 et pour l'exercice terminé à cette date. Notre rapport, daté du 8 novembre 2009, exprime une opinion sans réserve sur ces états financiers et comprend un rapport indépendant intitulé Commentaires des comptables agréés inscrits indépendants aux lecteurs américains au sujet des différences entre les normes canadiennes et américaines.

Deloitte & Touche s.r.l.¹

Comptables agréés inscrits indépendants

Montréal, Québec
Le 8 novembre 2009

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 17046

RAPPORT DES COMPTABLES AGRÉÉS INSCRITS INDÉPENDANTS

Au conseil d'administration et aux actionnaires du Groupe CGI inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés ci-joints du Groupe CGI inc. et de ses filiales (la « Société ») aux 30 septembre 2009 et 2008 ainsi que les états consolidés des résultats, du résultat étendu, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2009. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et aux normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. À notre avis, nos vérifications fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Groupe CGI inc. et de ses filiales aux 30 septembre 2009 et 2008 ainsi que des résultats de leur exploitation et de leurs flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2009, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Nous avons également vérifié, conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis, l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière au 30 septembre 2009, sur la base des critères établis dans le document intitulé *Internal Control — Integrated Framework*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission et, dans notre rapport daté du 8 novembre 2009, nous avons exprimé une opinion sans réserve sur l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière.

Deloitte & Touche s.r.l.¹

Comptables agréés inscrits indépendants

Montréal, Québec
Le 8 novembre 2009

COMMENTAIRES DES COMPTABLES AGRÉÉS INSCRITS INDÉPENDANTS AUX LECTEURS AMÉRICAINS AU SUJET DES DIFFÉRENCES ENTRE LES NORMES CANADIENNES ET AMÉRICAINES

Aux États-Unis, les normes du Public Company Accounting Oversight Board obligent les vérificateurs à ajouter un paragraphe explicatif (immédiatement après le paragraphe d'énoncé d'opinion) lorsque les principes comptables sont modifiés et que les changements apportés ont un effet important sur la comparabilité des états financiers consolidés de la Société, comme c'est le cas pour les changements décrits à la note 2 des présents états financiers consolidés. Même si nous avons effectué nos vérifications selon les normes de vérification généralement reconnues du Canada et les normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis, notre rapport au conseil d'administration et aux actionnaires en date du 8 novembre 2009 est formulé conformément aux normes canadiennes de présentation des rapports, qui n'exigent pas que le rapport des vérificateurs mentionne les changements apportés aux principes comptables, pourvu que ces changements soient convenablement pris en compte et présentés de manière appropriée dans les états financiers consolidés.

Deloitte & Touche s.r.l.¹

Comptables agréés inscrits indépendants

Montréal, Québec
Le 8 novembre 2009

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 17046

États financiers consolidés

États consolidés des résultats

	2009	2008 (Retraité – note 2a)	2007 (Retraité – note 2a)
Pour les exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)	\$	\$	\$
Produits	3 825 161	3 705 863	3 633 945
Charges d'exploitation			
Coûts des services et frais de vente et d'administration (note 18)	3 170 406	3 110 760	3 050 782
Amortissement (note 14)	195 761	163 172	173 221
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (note 16)	–	–	23 010
Intérêts sur la dette à long terme	18 960	27 284	41 818
Revenu d'intérêts	(2 908)	(5 570)	(9 451)
Autres charges	3 569	3 341	398
(Gain) perte de change	(1 747)	1 445	3 457
Gain sur la vente d'actifs	–	–	(700)
	3 384 041	3 300 432	3 282 535
Bénéfice tiré des activités poursuivies, avant impôts et participation sans contrôle	441 120	405 431	351 410
Impôts sur les bénéfices (note 17)	125 223	106 297	115 608
Participation sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices	739	868	251
Bénéfice tiré des activités poursuivies	315 158	298 266	235 551
Bénéfice (perte) tiré(e) des activités abandonnées, déduction faite des impôts sur les bénéfices (note 20)	1 308	(5 134)	1 743
Bénéfice net	316 466	293 132	237 294
Bénéfice (perte) de base par action			
Activités poursuivies (note 13)	1,03	0,94	0,71
Activités abandonnées	–	(0,02)	0,01
	1,03	0,92	0,72
Bénéfice (perte) dilué(e) par action			
Activités poursuivies (note 13)	1,02	0,92	0,70
Activités abandonnées	–	(0,02)	0,01
	1,02	0,90	0,71

Se reporter aux notes complémentaires aux états financiers consolidés.

États consolidés du résultat étendu

Pour les exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars canadiens)	2009	2008 (Retraité — note 2a)	2007 (Retraité — note 2a)
	\$	\$	\$
Bénéfice net	316 466	293 132	237 294
Gains (pertes) net(te)s non réalisé(e)s découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes (déduction faite des impôts sur les bénéfices)	6 249	66 200	(116 040)
Gains (pertes) net(te)s non réalisé(e)s sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers autonomes (déduction faite des impôts sur les bénéfices)	15 739	(538)	19 190
Gains (pertes) net(te)s non réalisé(e)s sur les couvertures de flux de trésorerie (déduction faite des impôts sur les bénéfices)	13 446	(1 013)	—
Autres éléments du résultat étendu (note 15)	35 434	64 649	(96 850)
Résultat étendu	351 900	357 781	140 444

Se reporter aux notes complémentaires aux états financiers consolidés.

États consolidés des bénéfices non répartis

Pour les exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars canadiens)	2009	2008	2007
	\$	\$	\$
Bénéfices non répartis au début de l'exercice, tels que présentés précédemment	923 721	752 847	587 201
Modifications de conventions comptables (note 2a)	(2 341)	(2 709)	(3 601)
Bénéfices non répartis au début de l'exercice, retraités	921 380	750 138	583 600
Bénéfice net	316 466	293 132	237 294
Excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions subalternes classe A rachetées (note 11)	(55 609)	(121 890)	(70 756)
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	1 182 237	921 380	750 138

Se reporter aux notes complémentaires aux états financiers consolidés.

Bilans consolidés

Aux 30 septembre (en milliers de dollars canadiens)	2009	2008 (Retraité — note 2a)
	\$	\$
Actif		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	343 427	50 134
Débiteurs (note 4)	461 291	487 563
Travaux en cours	249 022	228 510
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	82 237	82 992
Impôts sur les bénéfices	2 759	4 189
Impôts futurs (note 17)	15 110	34 031
Actifs destinés à la vente (note 20)	—	1 398
	1 153 846	888 817
Immobilisations (note 5)	212 418	178 435
Actifs incorporels (note 6)	455 775	539 897
Autres actifs à long terme (note 7)	60 558	45 677
Impôts futurs (note 17)	10 173	7 747
Écart d'acquisition (note 8)	1 674 781	1 689 362
Total de l'actif avant fonds détenus pour des clients	3 567 551	3 349 935
Fonds détenus pour des clients	332 359	330 623
	3 899 910	3 680 558
Passif		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	306 826	339 765
Rémunération à payer	165 981	127 151
Produits reportés	136 135	133 688
Impôts sur les bénéfices	88 002	79 260
Impôts futurs (note 17)	50 250	25 529
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 10)	17 702	100 917
Passifs destinés à la vente (note 20)	—	657
	764 896	806 967
Impôts futurs (note 17)	171 697	183 612
Dette à long terme (note 10)	265 428	290 174
Participation sans contrôle	6 342	5 922
Autres passifs à long terme (note 9)	83 934	66 259
Total du passif avant obligations liées aux fonds des clients	1 292 297	1 352 934
Obligations liées aux fonds des clients	332 359	330 623
	1 624 656	1 683 557
Engagements, éventualités et garanties (note 26)		
Capitaux propres		
Bénéfices non répartis	1 182 237	921 380
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 15)	(285 990)	(321 424)
	896 247	599 956
Capital-actions (note 11)	1 298 270	1 319 672
Surplus d'apport (note 12b)	80 737	77 373
	2 275 254	1 997 001
	3 899 910	3 680 558

Se reporter aux notes complémentaires aux états financiers consolidés.

Approuvé par le conseil



Michael E. Roach
Administrateur



Serge Godin
Administrateur

États consolidés des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars canadiens)	2009	2008 (Retraité — note 2a)	2007 (Retraité — note 2a)
	\$	\$	\$
Activités d'exploitation			
Bénéfice tiré des activités poursuivies	315 158	298 266	235 551
Ajustements pour :			
Amortissement (note 14)	218 087	186 120	196 527
Impôts futurs (note 17)	29 300	(22 675)	10 470
Perte de change	723	1 846	3 833
Rémunération à base d'actions (note 12a)	8 617	5 131	13 933
Gain sur la vente d'actifs	—	—	(700)
Participation sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices	739	868	251
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 22a)	57 620	(113 886)	84 250
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	630 244	355 670	544 115
Activités d'investissement			
Acquisitions d'entreprises (déduction faite de la trésorerie acquise) (note 19)	(1 422)	(3 911)	(17 298)
Produit tiré de la vente d'actifs et d'entreprises (déduction faite de la trésorerie cédée)	4 991	29 238	—
Acquisitions d'immobilisations	(69 212)	(60 983)	(50 967)
Produit tiré de cessions d'immobilisations	—	—	1 371
Acquisitions d'actifs incorporels	(62 367)	(60 942)	(87 852)
Diminution des autres actifs à long terme	—	3 019	908
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement poursuivies	(128 010)	(93 579)	(153 838)
Activités de financement			
Utilisation des facilités de crédit	144 694	90 305	30 113
Remboursement des facilités de crédit	(157 505)	(196 533)	(353 643)
Remboursement de la dette à long terme	(117 752)	(10 153)	(7 466)
Produit tiré du règlement de contrats à terme (note 10)	18 318	—	—
Rachat d'actions subalternes classe A (déduction faite des coûts de rachat des actions) (note 11)	(101 698)	(216 208)	(128 541)
Émission d'actions (note 11)	16 141	32 423	42 744
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement poursuivies	(197 802)	(300 166)	(416 793)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie des activités poursuivies	(11 300)	398	(3 962)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités poursuivies	293 132	(37 677)	(30 478)
Montant net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie provenant des (affectés aux) activités abandonnées (note 20)	161	(1 068)	3 628
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	50 134	88 879	115 729
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice (note 3)	343 427	50 134	88 879

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 22)

Se reporter aux notes complémentaires aux états financiers consolidés.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2009, 2008 et 2007
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

Note 1 Description des activités

Groupe CGI inc. (la « Société »), directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, gère des services en technologies de l'information (« services en TI »), à savoir des services d'impartition, des services d'intégration de systèmes, des services-conseils, des licences d'utilisation de logiciels et des services de maintenance, ainsi que des services en gestion des processus d'affaires, afin d'aider ses clients à réaliser leurs stratégies de façon efficace tout en créant de la valeur ajoutée.

Note 2 Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers consolidés sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, lesquels diffèrent à certains égards importants des PCGR des États-Unis. Un rapprochement entre les PCGR du Canada et des États-Unis est présenté à la note 29. Certains chiffres correspondants des exercices précédents ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice 2009, y compris l'incidence de l'adoption du chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, au cours de l'exercice 2009 et des activités abandonnées au cours de l'exercice 2008.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

La Société a adopté les nouveaux chapitres suivants du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (« ICCA »), qui s'appliquent aux états financiers des périodes intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2008 ou après cette date.

- a) Le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, remplace le chapitre 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et le chapitre 3450, *Frais de recherche et de développement*. Il établit des normes pour la constatation, l'évaluation et la présentation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels. Les critères de détermination et de constatation initiale des actifs incorporels, y compris les actifs incorporels développés à l'interne, qui y sont stipulés sont conformes aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») correspondantes. Le chapitre 1000, *Fondements conceptuels des états financiers*, a aussi été modifié afin d'être uniforme avec le nouveau chapitre. Les dispositions du chapitre 3064 ont été adoptées rétrospectivement, avec retraitement des états financiers des périodes antérieures. Par conséquent, la Société a comptabilisé certaines dépenses engagées à titre de frais de démarrage et de coûts de main-d'œuvre comme charges plutôt qu'à titre d'actifs incorporels. Par ailleurs, les coûts liés à des contrats sont désormais inclus dans les actifs incorporels.

L'incidence de l'adoption de ce chapitre sur les états financiers consolidés déjà publiés par la Société est présentée ci-dessous :

Augmentation (diminution)	Au 30 septembre et pour les exercices terminés à ces dates	
	2008	2007
	\$	\$
États consolidés des résultats		
Coûts des services et frais de vente et d'administration	240	500
Amortissement	(772)	(1 808)
Impôts sur les bénéfices	164	416
Bénéfice net	368	892
Bilans consolidés		
Actifs incorporels	(3 415)	(3 947)
Passifs d'impôts futurs à long terme	(1 074)	(1 238)
Bénéfices non répartis	(2 341)	(2 709)
États consolidés des flux de trésorerie		
Activités d'exploitation		
Amortissement	(772)	(1 808)
Impôts futurs	164	416
Activités d'investissement		
Acquisitions d'actifs incorporels	240	500

Les bénéfices non répartis du début de 2007 ont été réduits de 3 601 000 \$, soit le montant des ajustements liés aux périodes antérieures à 2007. L'incidence de la mise en œuvre rétroactive sur le bénéfice de base et dilué par action des périodes précédentes retraitées est négligeable.

- b) Le chapitre 1400, *Normes générales de présentation des états financiers*, établit les conditions pour évaluer et présenter la capacité de la Société d'exercer ses activités selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation. L'adoption de ce nouveau chapitre n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

De plus, le 20 janvier 2009, l'ICCA a publié l'abrégé des délibérations n° 173 du Comité sur les problèmes nouveaux, *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers* (« CPN-173 »), qui doit être appliqué rétrospectivement sans retraitement des états financiers des périodes antérieures à tous les actifs financiers et les passifs financiers évalués à la juste valeur dans les états financiers consolidés intermédiaires et annuels après le 20 janvier 2009. Le CPN-173 exige que la Société tienne compte de son propre risque de crédit et du risque de crédit de la contrepartie lors de l'évaluation de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. La Société a adopté le CPN-173 au cours de l'exercice 2009. L'adoption de ce nouveau chapitre n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif, de passif et de capitaux propres inscrits et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants inscrits au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Étant donné que le processus de présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer des résultats présentés. Les éléments faisant l'objet d'estimations importantes comprennent, sans s'y limiter, l'écart d'acquisition, les impôts sur les bénéfices, les éventualités et les autres passifs, le passif lié aux intégrations, la constatation des produits, la rémunération à base d'actions, les crédits d'impôt à l'investissement et les programmes gouvernementaux ainsi que la dépréciation des actifs à long terme.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales. Tous les soldes et transactions intersociétés ont été éliminés. Les entreprises qui sont sous contrôle conjoint sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

CONSTATATION DES PRODUITS, TRAVAUX EN COURS ET PRODUITS REPORTÉS

La Société génère des produits essentiellement au moyen de la prestation de services en TI et en gestion des processus d'affaires.

Les services en TI proposent un vaste éventail de services en technologies de l'information : i) des services d'impartition ; ii) des services d'intégration de systèmes et des services-conseils ; iii) des licences d'utilisation de logiciels et iv) des services de maintenance. Les services en gestion des processus d'affaires incluent notamment la gestion des processus d'affaires pour le secteur des services financiers, ainsi que d'autres services comme la gestion de la paie et la gestion de documents.

La Société fournit des services et des biens dans le cadre de contrats contenant divers mécanismes de détermination des prix. La Société constate les produits lorsqu'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, les services ont été rendus ou les biens livrés au client, la contrepartie qui sera obtenue pour les biens vendus est fixe ou mesurable et le recouvrement final est raisonnablement sûr.

Les contrats de la Société comprennent souvent la prestation de plusieurs services mentionnés ci-dessus. Si une entente inclut des prestations multiples, la valeur totale de l'entente est répartie entre les différentes unités de comptabilisation lorsque : 1) les services fournis ou les biens livrés ont une valeur en soi pour le client ; 2) il existe des preuves objectives et fiables de la juste valeur des services non fournis ou des biens non livrés ; et 3) l'entente prévoit un droit de retour général relativement aux services fournis ou aux biens livrés, et la prestation des services non fournis ou la réalisation des biens non livrés est jugée probable et dépend pour l'essentiel de la Société. Si ces critères sont respectés, les honoraires totaux de l'entente sont répartis entre les différentes unités de comptabilisation en fonction de leurs justes valeurs. La juste valeur est établie en fonction des preuves internes et externes selon le prix demandé pour chaque composante d'une entente. Certains accords de services visant la prestation de licences d'utilisation de logiciels sont toutefois assujettis à certaines conventions comptables spécifiques, décrites ci-dessous à la section intitulée « Licences d'utilisation de logiciels ».

Dans les cas où une juste valeur existe pour les services non fournis ou les biens non livrés, mais qu'aucune preuve semblable existe pour les services fournis ou les biens livrés, la méthode du montant résiduel est utilisée pour répartir la contrepartie de l'accord. En vertu de cette méthode, le montant total du produit attribué aux services fournis ou aux biens livrés est égal au montant total de la contrepartie de l'accord moins la juste valeur totale de tous les services non fournis ou les biens non livrés.

Pour tous les types d'accords, la méthode appropriée de constatation des produits est appliquée, telle que décrite ci-dessous, pour chaque unité de comptabilisation selon les types d'accords et de services compris dans chaque unité de comptabilisation. Tous les services fournis ou biens livrés qui ne satisfont pas aux critères de séparation sont regroupés dans une unité de comptabilisation et la méthode la plus appropriée de constatation des produits est appliquée.

Note 2 Sommaire des principales conventions comptables (SUITE)

Certains accords de la Société peuvent inclure une clause qui prévoit l'acceptation du client. Chaque clause est analysée pour déterminer si le processus de génération des produits est complété lorsque le service est rendu. Si l'acceptation du client est incertaine, le produit n'est pas constaté tant que l'acceptation du client n'a pas été reçue. L'approbation formelle du client n'est pas toujours nécessaire pour constater le produit, pourvu que la Société démontre objectivement que les critères mentionnés dans les clauses d'acceptation sont satisfaits. Parmi les critères revus, notons les accords semblables signés par le passé, si ces clauses sont uniques au client ou si elles s'appliquent à tous les accords, la durée des modalités d'acceptation et les antécédents spécifiques au client.

Les provisions pour pertes estimatives d'un contrat, s'il y a lieu, sont constatées dans l'exercice au cours duquel la perte est déterminée. Les pertes relatives à un contrat correspondent à l'excédent des coûts estimatifs sur le total des produits estimatifs du contrat.

Ententes d'impartition et de gestion des processus d'affaires

Les produits tirés des services d'impartition et de gestion des processus d'affaires en vertu d'ententes fondées sur le temps et les ressources ou sur des prix unitaires sont constatés aux prix stipulés dans les contrats à mesure que les services sont rendus. Si les prix unitaires contractuels fluctuent au cours de la durée de l'entente, la Société détermine s'il est plus approprié de constater les produits en fonction des prix unitaires moyens sur la durée du contrat ou selon les montants réels facturés.

Les produits tirés des services d'impartition et de gestion des processus d'affaires dans le cadre d'ententes fondées sur des prix fixes sont comptabilisés selon la méthode linéaire sur la durée de l'entente, sans égard aux montants facturés, à moins qu'il n'existe une meilleure façon de mesurer le rendement ou la prestation de services.

Services d'intégration de systèmes et services-conseils

Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils en vertu d'ententes fondées sur le temps et les ressources sont comptabilisés à mesure que les services sont fournis. Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils dans le cadre d'ententes fondées sur les coûts sont constatés à mesure que les coûts remboursables sont engagés.

Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils dans le cadre d'ententes à prix fixes et d'ententes de licences d'utilisation de logiciels, dont les services de mise en œuvre sont essentiels au fonctionnement du logiciel ou lorsque le logiciel nécessite une importante adaptation, sont comptabilisés en fonction de la méthode de l'avancement des travaux au cours de la période de mise en œuvre. La Société emploie les coûts de la main-d'œuvre ou le nombre d'heures de travail engagées pour mesurer le degré d'avancement des travaux. Cette méthode se fonde sur des estimations des coûts totaux de main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu pour fournir le service, qui sont comparées aux coûts de la main-d'œuvre ou aux heures engagées pour évaluer le pourcentage du produit gagné. La direction révisé régulièrement les estimations relatives aux coûts totaux de main-d'œuvre ou au nombre total d'heures de travail prévu. Les révisions des estimations sont constatées dans l'état des résultats de la période au cours de laquelle les faits à l'origine de la révision deviennent connus.

Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils en vertu d'ententes axées sur la rentabilité sont constatés uniquement dans la mesure où il est prévisible, avec un degré raisonnable de certitude, que les bénéfices générés par ces ententes atteindront la valeur à partir de laquelle la constatation des produits repose.

Licences d'utilisation de logiciels

La plupart des ententes de licences d'utilisation de logiciels de la Société sont comptabilisées tel que décrit précédemment dans la section « Services d'intégration de systèmes et services-conseils ». De plus, la Société détient des ententes de licences d'utilisation de logiciels dont les services de mise en œuvre ne sont pas essentiels au fonctionnement du logiciel ou le logiciel ne nécessite pas une importante adaptation mais qui inclut des prestations multiples comme l'intégration et le soutien post-contractuel au client. Les produits tirés des licences d'utilisation de logiciels de ces types d'ententes sont constatés lorsque le logiciel a été livré au client, s'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, si le paiement des honoraires par le client est probable, si les honoraires sont fixes ou peuvent être établis et s'il existe une preuve objective de la juste valeur, propre au fournisseur, de l'existence d'un accord permettant de répartir les honoraires totaux entre les différentes composantes d'une entente en fonction des preuves objectives de la juste valeur propres au fournisseur. La méthode du montant résiduel, telle que définie ci-dessus, peut être utilisée pour répartir la contrepartie d'une entente. Les preuves objectives de la juste valeur propres au fournisseur s'appuient habituellement sur le prix demandé lorsqu'une composante est vendue séparément. Les produits tirés des services de maintenance des logiciels sous licence fournis et mis en œuvre sont constatés de façon proportionnelle sur la durée du contrat.

Travaux en cours et produits reportés

Les montants comptabilisés à titre de produits excédant les montants facturés sont classés dans les travaux en cours. Les montants perçus avant la livraison des biens ou la prestation des services sont classés dans les produits reportés.

REMBOURSEMENTS

Les remboursements, y compris les remboursements relatifs aux frais de déplacement et aux autres frais semblables, ainsi que d'autres frais de tiers, tels que les frais de revente de matériel et de logiciel, sont compris dans les produits, et les charges correspondantes sont incluses dans les coûts des services lorsque la Société juge que les charges remplissent les critères de constatation des produits.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent principalement l'encaisse non affectée et les placements à court terme dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties sur leurs durées de vie utiles estimatives, selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	Moindre de la durée de vie utile ou de la durée du bail
Mobilier et agencements	3 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

FONDS DÉTENUS POUR DES CLIENTS ET OBLIGATIONS LIÉES AUX FONDS DES CLIENTS

Dans le cadre des services de paie, de production de documents fiscaux et de services de réclamations, la Société recueille les fonds aux fins de versement des paies, des impôts et des réclamations; garde temporairement ces fonds jusqu'à ce que le paiement soit requis; verse les fonds aux employés des clients, aux autorités fiscales compétentes et aux bénéficiaires des réclamations; produit les documents fiscaux destinés au gouvernement fédéral et aux gouvernements locaux; et prend en charge les différentes correspondances et révisions. La Société présente séparément ces fonds détenus pour des clients ainsi que les obligations relatives à ces fonds.

ACTIFS INCORPORELS

Coûts liés à des contrats

Les coûts liés à des contrats sont principalement engagés dans le cadre de l'acquisition et de la mise en œuvre de contrats de services en TI et en gestion des processus d'affaires à long terme. Les coûts liés à des contrats sont classés dans les actifs incorporels. Ces actifs sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des contrats respectifs. Les coûts liés à des contrats comprennent principalement des incitatifs et des coûts de transition.

Il arrive que des incitatifs soient accordés aux clients lors de la signature de contrats d'impartition. Ces incitatifs peuvent être accordés sous la forme de paiements en trésorerie, d'émission d'instruments de capitaux propres ou de réductions accordées principalement pendant une période de transition stipulée dans le contrat. Dans le cas d'instruments de capitaux propres, le coût est mesuré selon la juste valeur estimative des instruments à la date de leur octroi. Pour les réductions, le coût est mesuré selon la valeur des engagements financiers accordés et un montant correspondant est enregistré à titre de produits reportés. À mesure que les services sont rendus au client, le montant est amorti et comptabilisé en réduction des produits.

Les immobilisations acquises d'un client dans le cadre de contrats d'impartition sont capitalisées comme telles et amorties conformément aux politiques en matière d'amortissement décrites précédemment. L'excédent du montant versé sur la juste valeur des immobilisations acquises dans le cadre d'un contrat d'impartition est considéré comme un incitatif accordé au client et est comptabilisé de la manière décrite dans le paragraphe précédent.

Les coûts de transition comprennent les frais liés à l'installation des systèmes et des processus engagés après l'obtention des contrats d'impartition, la relocalisation des employés mutés et la sortie des établissements des clients. Pour les contrats de services en gestion des processus d'affaires, les coûts comprennent principalement les frais liés à la conversion des applications du client sur les plates-formes de la Société. Ces coûts différentiels se composent essentiellement du coût de la main-d'œuvre, qui comprend la rémunération et les avantages sociaux connexes, de même que les frais de sous-traitance.

Les coûts liés à l'acquisition et à la mise en œuvre de contrats de services en TI et en gestion des processus d'affaires à long terme qui sont engagés préalablement à l'obtention des contrats concernés sont comptabilisés à la dépense au fur et à mesure qu'ils sont engagés sauf dans les cas où il est presque certain que le contrat sera octroyé à la Société. Les coûts de contrat admissibles sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des contrats respectifs.

Autres actifs incorporels

Les autres actifs incorporels comprennent principalement les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires, les licences d'utilisation de logiciels et les relations clients.

Les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires et les licences d'utilisation de logiciels sont comptabilisés au coût. Les solutions d'affaires développées à l'interne aux fins de commercialisation sont capitalisées si elles répondent aux critères de capitalisation relatifs à la faisabilité technique, commerciale et financière. Les solutions d'affaires et les licences d'utilisation de logiciels acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées initialement à leur juste valeur fondée sur l'estimation des produits nets qu'elles pourront dégager dans le futur. Les relations clients acquises lors de regroupements d'entreprises sont comptabilisées initialement à leur juste valeur fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus.

Note 2 Sommaire des principales conventions comptables (SUITE)

La Société amortit les autres actifs incorporels selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie estimatives suivantes :

Logiciels pour utilisation interne	2 à 7 ans
Solutions d'affaires	2 à 10 ans
Licences d'utilisation de logiciels	3 à 8 ans
Relations clients et autres	2 à 10 ans

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Dans le cas où des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable des actifs à long terme tels que les immobilisations et les actifs incorporels pourrait ne pas être recouvrable, les flux de trésorerie estimatifs non actualisés sont projetés sur la durée de vie restante et comparés à la valeur comptable. Lorsque de telles projections indiquent que les flux de trésorerie non actualisés ne sont pas suffisants pour récupérer la valeur comptable des actifs sous-jacents, une charge est comptabilisée afin de ramener la valeur comptable au montant des flux de trésorerie actualisés prévus.

AUTRES ACTIFS À LONG TERME

Les autres actifs à long terme sont constitués principalement de frais de financement reportés, d'actifs liés aux régimes de rémunération différés, d'ententes à long terme de maintenance et de contrats à terme.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ÉCART D'ACQUISITION

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la Société répartit le coût d'acquisition aux actifs corporels et incorporels acquis ainsi qu'aux passifs pris en charge en fonction de la juste valeur estimative de ces éléments à la date de l'acquisition, et affecte l'excédent du coût d'acquisition à l'écart d'acquisition. L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, pour chaque unité d'exploitation, au moins une fois par année ou lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la juste valeur de l'unité d'exploitation pourrait être moindre que sa valeur comptable. La Société a désigné le 30 septembre comme date du test de dépréciation annuel. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable de l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation est supérieure à sa juste valeur.

PASSIFS LIÉS AUX INTÉGRATIONS

Les passifs liés aux intégrations se composent de passifs pour des frais engagés lors du regroupement d'entreprises et d'activités de restructuration, tels que les prestations de cessation d'emploi de certains employés des entreprises acquises qui exercent des fonctions déjà remplies dans la structure existante, et les provisions liées à des contrats de location portant sur des locaux que les entreprises acquises occupaient et que la Société compte quitter.

BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice de base par action est établi en fonction de la moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation au cours de la période. Le bénéfice dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions afin d'évaluer l'effet dilutif des options sur actions.

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS

Les frais de recherche, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement connexes, sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés. Les frais de développement de logiciels, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement connexe, sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés, à moins qu'ils ne remplissent les critères de capitalisation relatifs à la faisabilité technique, commerciale et financière.

CRÉDITS D'IMPÔT

La Société utilise la méthode de réduction du coût pour la comptabilisation des crédits d'impôt. En vertu de cette méthode, les crédits d'impôt relatifs aux dépenses courantes sont reconnus dans la période au cours de laquelle ces dépenses sont engagées lorsqu'il y a une assurance raisonnable de leurs réalisations. Les crédits d'impôt relatifs aux dépenses en immobilisations sont comptabilisés en diminution du coût des actifs lorsqu'il y a une assurance raisonnable de leurs réalisations.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les impôts sur les bénéfices sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'actif et du passif fiscal. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés à partir des écarts temporaires déductibles ou imposables entre les montants inscrits dans les états financiers et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et en utilisant les taux d'imposition qui devraient être pratiquement en vigueur pendant l'année au cours de laquelle il est prévu que ces différences se résorberont. Une provision pour moins-value est constatée dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'une partie de l'actif des impôts futurs ne pourra pas être réalisée.

CONVERSION DES DEVISES

Les produits et les charges libellés en devises sont enregistrés au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les gains et les pertes de change réalisés et non réalisés sont comptabilisés dans le bénéfice net.

Les filiales autonomes qui exercent des activités économiques largement indépendantes de la Société sont comptabilisées selon la méthode du taux courant. En vertu de cette méthode, les actifs et les passifs de filiales libellés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les gains ou les pertes non réalisés qui en découlent sont enregistrés à titre de gains (pertes) net(te)s non réalisé(e)s découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes dans les états consolidés du résultat étendu.

Les comptes des filiales étrangères, qui sont dépendantes de la Société d'un point de vue financier ou de l'exploitation, sont comptabilisés selon la méthode temporelle. En vertu de cette méthode, les actifs et les passifs monétaires sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan, et les actifs et les passifs non monétaires, aux taux de change historiques. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les gains ou les pertes de change de ces filiales sont comptabilisés dans le bénéfice net.

RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

La rémunération à base d'actions est comptabilisée selon la méthode de la juste valeur. Cette méthode consiste à comptabiliser aux résultats une charge répartie sur la durée d'acquisition des options octroyées. Lorsque les options sont levées, toute contrepartie payée par les employés est créditée au capital-actions et la juste valeur comptabilisée de l'option est virée du surplus d'apport au capital-actions.

OPÉRATIONS DE COUVERTURE

La Société a recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des cours de change. La Société ne détient ni n'émet d'instruments financiers à des fins de négociation.

Couvertures de flux de trésorerie liées aux billets de premier rang non garantis en devise américaine

Le 21 décembre 2007, la Société est devenue partie à des contrats à terme visant à couvrir les remboursements contractuels du capital des billets de premier rang non garantis en devise américaine. L'objectif des opérations de couverture est de couvrir le risque lié à la variabilité de l'équivalent en monnaie fonctionnelle des flux de trésorerie rattachés aux remboursements du capital de la dette en devise.

Les couvertures ont été documentées en tant que couvertures de flux de trésorerie et aucun élément de la juste valeur des instruments dérivés n'est exclu de l'appréciation ou de l'évaluation de l'efficacité des couvertures. La couverture est considérée comme étant hautement efficace car les conditions des contrats à terme correspondent aux conditions des remboursements des deux dernières tranches de la dette. La première tranche a été remboursée au cours de l'exercice 2009.

Les contrats à terme sont des instruments dérivés ; par conséquent, ils sont comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan à titre d'autres actifs à long terme, et la partie efficace de la variation de la juste valeur des instruments dérivés est constatée sous les autres éléments du résultat étendu. Pour chaque période, un montant annulant le gain ou la perte de conversion faisant suite à la réévaluation de la partie de la dette qui est désignée est reclassé des autres éléments du résultat étendu aux résultats. Les primes et escomptes sur les contrats à terme utilisés pour couvrir des dettes à long terme en devises sont amortis à titre d'ajustement des intérêts débiteurs sur la durée des contrats à terme. Pour déterminer la juste valeur des contrats à terme, des modèles d'évaluation tels que l'analyse des flux de trésorerie actualisés employant des données observables sur le marché sont utilisés. Au 30 septembre 2009, les gains et les pertes de change réalisés et non réalisés liés à des contrats à terme n'étaient pas importants. Les flux de trésorerie liés à l'opération de couverture sont classés de la même manière que les flux de trésorerie liés à la position couverte.

Couverture d'investissements nets dans des filiales étrangères autonomes

Le 1^{er} décembre 2008, la Société a désigné une dette de 100 000 000 \$ US à titre d'instrument de couverture d'une partie de l'investissement net de la Société dans des filiales autonomes aux États-Unis. De plus, le 17 décembre 2008, la Société a désigné une dette de 12 000 000 € en tant qu'instrument de couverture d'une partie de l'investissement net dans des filiales autonomes en Europe.

Les gains ou les pertes de change sur les investissements nets et la partie efficace des gains ou des pertes sur les instruments de couverture des investissements nets sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu.

Couvertures de flux de trésorerie liés aux produits futurs

Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2009, la Société a conclu plusieurs contrats de change à terme pour couvrir la variabilité du taux de change entre le dollar américain et la roupie indienne relativement aux produits futurs provenant des États-Unis et pour couvrir la variabilité du taux de change entre le dollar canadien et la roupie indienne relativement aux produits futurs provenant du Canada. De plus, la Société a conclu des swaps de devises fixe-variable pour couvrir la variabilité du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien relativement aux produits futurs provenant des États-Unis. Les dates d'échéance des couvertures de flux de trésorerie s'échelonnent jusqu'en 2014.

Ces couvertures ont été documentées en tant que couvertures de flux de trésorerie, et aucun élément de la juste valeur des instruments dérivés n'est exclu de l'appréciation ou de l'évaluation de l'efficacité des couvertures. Les contrats à terme sont des instruments dérivés ; par conséquent, ils sont comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan à titre d'autres actifs à court terme, d'autres actifs à long terme, d'autres passifs à court

Note 2 Sommaire des principales conventions comptables (SUITE)

terme ou d'autres passifs à long terme. Pour déterminer la juste valeur des contrats à terme, des modèles d'évaluation tels que l'analyse des flux de trésorerie actualisés employant des données observables sur le marché sont utilisés.

La partie efficace de la variation de la juste valeur des instruments dérivés est constatée dans les autres éléments du résultat étendu et la partie inefficace, le cas échéant, dans l'état consolidé des résultats. La partie efficace de la variation de la juste valeur des dérivés est sortie des autres éléments du résultat étendu pour être portée aux résultats à titre d'ajustement des produits au moment de la constatation des produits faisant l'objet de la couverture. L'évaluation de l'efficacité se fonde sur les taux à terme et sur la méthode du dérivé hypothétique. Au cours de l'exercice 2009, les relations de couverture de la Société étaient efficaces. Les flux de trésorerie liés aux opérations de couverture sont classés de la même manière que les flux de trésorerie liés à la position couverte.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

En janvier 2009, l'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants de son Manuel.

- a) Le chapitre 1582, *Regroupements d'entreprises*, qui remplace le chapitre 1581, *Regroupements d'entreprises*, établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et constitue l'équivalent canadien de la norme IFRS 3 (révisée), *Regroupements d'entreprises*. Le chapitre s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises de la Société pour lesquels la date d'acquisition est le 1^{er} octobre 2011 ou après. Une application anticipée est autorisée. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés.
- b) Le chapitre 1601, *États financiers consolidés*, et le chapitre 1602, *Participations sans contrôle*, remplacent le chapitre 1600, *États financiers consolidés*. Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes sont équivalentes aux dispositions correspondantes de la norme IAS 27 (révisée), *États financiers consolidés et individuels*. Pour la Société, les chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2011. Leur adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouveaux chapitres sur les états financiers consolidés.

De plus, en février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'adopter les IFRS pour l'établissement des états financiers relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Par conséquent, la Société présentera ses résultats selon les IFRS à compter de la période de trois mois se terminant le 31 décembre 2011.

Afin de se préparer à ce changement, la Société a élaboré un plan de conversion aux IFRS. En plus d'une équipe de travail, la Société a formé un comité directeur sur les IFRS chargé de faire le suivi des progrès et d'approuver les recommandations de l'équipe de travail. L'équipe de travail se réunit aux deux semaines et le comité directeur, une fois par mois. Des mises à jour trimestrielles sont présentées au Comité de vérification et de gestion des risques.

La Société a terminé l'étape du diagnostic, qui comprenait un examen approfondi des différences entre les PCGR du Canada et les IFRS, ainsi qu'une étude des options possibles en matière d'adoption. La deuxième étape du plan, qui est en cours depuis février 2009, permettra de déterminer précisément l'incidence des différences entre les PCGR du Canada et les IFRS. Cette étape devrait notamment aboutir à l'établissement de la documentation à l'appui du raisonnement qui sous-tend les choix de conventions comptables, les nouvelles informations à fournir et les textes faisant autorité en la matière. Cette étape permettra à la Société de déterminer les conséquences de la transition. Ceci fait, la Société évaluera l'impact de l'adoption des IFRS sur les autres volets importants de la conversion, soit les modifications à apporter aux systèmes informatiques, les exigences en matière de formation, les mécanismes de contrôle interne à l'égard de l'information financière et les répercussions sur les activités d'affaires de la Société.

Note 3 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2009	2008
	\$	\$
Trésorerie	203 160	33 433
Équivalents de trésorerie	140 267	16 701
	343 427	50 134

Note 4 Débiteurs

	2009	2008
	\$	\$
Clients	317 647	399 397
Autres ¹	143 644	88 166
	461 291	487 563

¹ Les autres débiteurs comprennent les crédits d'impôt remboursables sur les salaires liés aux programmes de développement des affaires électroniques, de la Cité du commerce électronique, de la Cité Multimédia de Montréal, du Carrefour de la nouvelle économie, de recherche et de développement ainsi qu'à d'autres programmes de crédits d'impôt. Les crédits d'impôt représentent un montant d'environ 124 803 000 \$ et 54 822 000 \$ des autres débiteurs pour les exercices 2009 et 2008, respectivement.

Depuis le 1^{er} avril 2008, la société est admissible à un crédit d'impôt remboursable pour le développement des affaires électroniques qui remplace certains programmes actuels de crédits d'impôt du Québec. Les mesures fiscales permettent aux corporations ayant un établissement dans la province de Québec qui ont des activités admissibles dans le secteur de la technologie d'obtenir un crédit d'impôt remboursable égal à 30 % des salaires admissibles jusqu'à concurrence de 20 000 \$ par année par employé admissible jusqu'au 31 décembre 2015.

Avant le 1^{er} avril 2008, pour être admissible aux crédits d'impôt de la Cité du commerce électronique, de la Cité Multimédia de Montréal, du Carrefour de la nouvelle économie et autres, la Société avait également transféré un certain nombre de ses employés dans des immeubles désignés. Le coût du loyer des immeubles désignés est considérablement plus élevé que celui de ses installations antérieures. Au 30 septembre 2009, le solde des engagements pour le coût des loyers pour ces établissements, qui s'étendent sur une période de un à 14 ans, s'établissait à 388 722 000 \$. Les crédits d'impôt remboursables au titre de ces programmes étaient calculés à des taux variant de 35 % à 40 % sur les salaires versés au Québec, jusqu'à concurrence de 12 500 \$ à 15 000 \$ par année par employé admissible.

Note 5 Immobilisations

	2009			2008		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Terrain et bâtiments	21 607	3 920	17 687	13 804	2 900	10 904
Améliorations locatives	144 516	70 607	73 909	142 740	63 120	79 620
Mobilier et agencements	47 129	22 348	24 781	40 433	18 405	22 028
Matériel informatique	190 850	94 809	96 041	138 123	72 240	65 883
	404 102	191 684	212 418	335 100	156 665	178 435

Les immobilisations comprennent des actifs acquis en vertu de contrats de location-acquisition totalisant 37 680 000 \$ (23 426 000 \$ pour l'exercice 2008), déduction faite de l'amortissement cumulé de 17 880 000 \$ (9 236 000 \$ pour l'exercice 2008). La charge d'amortissement des immobilisations acquises en vertu des contrats de location-acquisition a été de 13 213 000 \$ et de 4 530 000 \$ pour les exercices 2009 et 2008, respectivement.

Note 6 Actifs incorporels

	2009		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Actifs incorporels			
Coûts liés à des contrats			
Incitatifs	247 146	185 296	61 850
Coûts de transition	169 087	77 138	91 949
	416 233	262 434	153 799
Autres actifs incorporels			
Logiciels pour utilisation interne	88 128	59 033	29 095
Solutions d'affaires	284 341	160 423	123 918
Licences d'utilisation de logiciels	144 861	108 127	36 734
Relations clients et autres	341 188	228 959	112 229
	858 518	556 542	301 976
	1 274 751	818 976	455 775

Note 6 Actifs incorporels (SUITE)

			2008 (Retraité — note 2a)
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Actifs incorporels			
Coûts liés à des contrats			
Incitatifs	241 951	164 527	77 424
Coûts de transition	148 044	60 520	87 524
	389 995	225 047	164 948
Autres actifs incorporels			
Logiciels pour utilisation interne	84 764	47 467	37 297
Solutions d'affaires	296 682	148 324	148 358
Licences d'utilisation de logiciels	134 162	94 572	39 590
Relations clients et autres	348 893	199 189	149 704
	864 501	489 552	374 949
	1 254 496	714 599	539 897

Tous les actifs incorporels font l'objet d'amortissement. Le tableau suivant présente le montant total des actifs incorporels amortissables qui ont été acquis ou développés à l'interne au cours de la période :

	2009	2008	2007
	\$	\$	\$
Acquis	22 965	30 665	22 720
Développés à l'interne	44 181	40 257	60 289
	67 146	70 922	83 009

L'amortissement des autres actifs incorporels inclus dans les états consolidés des résultats se détaille comme suit :

	2009	2008 (Retraité — note 2a)	2007 (Retraité — note 2a)
	\$	\$	\$
Logiciels pour utilisation interne	12 963	12 307	10 673
Solutions d'affaires	33 444	34 367	48 592
Licences d'utilisation de logiciels	16 674	17 997	22 422
Relations clients et autres	37 748	37 121	40 194
Amortissement des autres actifs incorporels (note 14)	100 829	101 792	121 881

L'amortissement des coûts liés à des contrats est présenté à la note 14.

Note 7 Autres actifs à long terme

	2009	2008
	\$	\$
Frais de financement reportés	3 643	4 933
Actifs du régime de rémunération différée	13 108	11 657
Contrats de maintenance à long terme	13 735	13 531
Contrats à terme (note 27)	22 372	8 758
Balance de prix de vente et autres	7 700	6 798
Autres actifs à long terme	60 558	45 677

Note 8 Écart d'acquisition

Les variations de l'écart d'acquisition se présentent comme suit :

	2009			
	Canada	É.-U. et Inde	Europe et Asie-Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	1 158 730	431 129	99 503	1 689 362
Acquisition (note 19a)	209	–	–	209
Ajustements liés au coût d'acquisition (note 19c)	(16 059)	(3 865)	(415)	(20 339)
Cession d'actifs (note 19b)	(1 499)	–	–	(1 499)
Écart de conversion	–	5 056	1 992	7 048
Solde à la fin de l'exercice	1 141 381	432 320	101 080	1 674 781

	2008			
	Canada	É.-U. et Inde	Europe et Asie-Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	1 159 431	390 676	96 822	1 646 929
Ajustements liés au coût d'acquisition (note 19d)	(701)	(9 215)	–	(9 916)
Écart de conversion	–	49 668	2 681	52 349
Solde à la fin de l'exercice	1 158 730	431 129	99 503	1 689 362

Note 9 Autres passifs à long terme

	2009	2008
	\$	\$
Rémunération différée	22 727	22 068
Passifs liés aux intégrations et restructurations	4 416	12 145
Produits reportés	27 774	13 441
Avantages incitatifs liés aux contrats de location	13 398	14 150
Contrats à terme (note 27)	7 648	–
Autres	7 971	4 455
	83 934	66 259

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations incluses dans la catégorie « Autres » proviennent de contrats de location-exploitation d'immeubles à bureaux qui contiennent des clauses obligeant la remise des lieux dans leur état initial à l'échéance des contrats. Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de 2 522 000 \$ (2 529 000 \$ pour l'exercice 2008) sont fondées sur des flux de trésorerie prévus de 3 579 000 \$ (3 465 000 \$ pour l'exercice 2008) et ont été actualisées en utilisant un taux d'intérêt de 6,83 % (4,35 % pour l'exercice 2008). L'échéancier du paiement de ces obligations s'échelonne sur une période de un à 14 ans.

Note 10 Dette à long terme

	2009	2008
	\$	\$
Billets de premier rang non garantis en devise américaine, portant intérêt au taux moyen pondéré de 5,27 %, remboursables par des versements de 93 281 \$ en 2011 et de 21 444 \$ en 2014, déduction faite des intérêts imputés de 664 \$ ¹	114 061	202 428
Facilité à terme renouvelable engagée non garantie, portant intérêt au taux LIBOR majoré de 0,63 % ou au taux de l'acceptation bancaire majoré de 0,63 % et échéant en 2012 ²	126 043	157 468
Obligation portant intérêt au taux de 2,34 %, remboursable par versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant en octobre 2010	5 879	9 037
Solde du coût d'acquisition d'une entreprise, comptabilisé à la valeur actualisée selon un taux d'intérêt de 5,60 % et payé au cours de l'exercice 2009	–	645
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition, portant intérêt au taux moyen pondéré de 5,23 %, remboursables par versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant à différentes dates jusqu'en 2014	37 147	21 513
	283 130	391 091
Tranche à court terme	17 702	100 917
	265 428	290 174

1 Au 30 septembre 2009, le financement par voie de placement privé auprès d'investisseurs institutionnels américains comprenait deux tranches de billets de premier rang non garantis en devise américaine, échéant en janvier 2011 et 2014 et totalisant 107 000 000 \$ US. Le 29 janvier 2009, la Société a remboursé la première tranche de 85 000 000 \$ US et a réglé les contrats à terme connexes conclus pour couvrir son exposition à la variabilité du taux de change, ce qui a donné lieu à des rentrées de fonds de 18 318 000 \$. Les billets de premier rang non garantis en devise américaine contiennent des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 28). Au 30 septembre 2009, la Société respecte ces ratios financiers.

2 La Société a une facilité de crédit renouvelable non garantie d'une durée de cinq ans totalisant 1 500 000 000 \$ qui expire en août 2012. Au 30 septembre 2009, un montant de 126 043 000 \$ avait été retiré de cette facilité. De plus, un montant de 14 678 000 \$ de cette facilité a été mis en garantie pour couvrir diverses lettres de crédit émises à des clients et à des tiers. Outre cette facilité de crédit renouvelable, la Société dispose de marges de crédit remboursables à vue de 25 000 000 \$. Au 30 septembre 2009, aucun montant n'avait été retiré de ces facilités. La facilité de crédit renouvelable contient des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 28). Au 30 septembre 2009, la Société respecte ces ratios financiers. De plus, la Société détient une quote-part d'une facilité de crédit renouvelable d'un montant de 5 000 000 \$ reliée à sa coentreprise, laquelle porte intérêt au taux préférentiel canadien. Au 30 septembre 2009, aucun montant n'avait été retiré de cette facilité.

Les remboursements de capital sur la dette à long terme pour les prochains exercices se répartissent comme suit :

	\$
2010	4 642
2011	94 088
2012	126 043
2013	–
2014	21 210
Total des remboursements de capital sur la dette à long terme	245 983

Versements minimums en vertu des contrats de location-acquisition :

	Capital	Intérêts	Paiement
	\$	\$	\$
2010	13 060	1 684	14 744
2011	11 591	1 063	12 654
2012	8 061	496	8 557
2013	3 666	137	3 803
2014	769	18	787
Total des versements minimums en vertu des contrats de location-acquisition	37 147	3 398	40 545

Note 11 Capital-actions

Autorisé, un nombre illimité d'actions sans valeur nominale :

Actions privilégiées de premier rang, comportant un droit de vote par action, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions privilégiées de second rang, les actions subalternes classe A et les actions classe B ;

Actions privilégiées de second rang, sans droit de vote, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions subalternes classe A et les actions classe B ;

Actions subalternes classe A, comportant un droit de vote par action, de même rang que les actions classe B quant au versement de dividendes et convertibles en actions classe B, sous réserve de certaines conditions, dans l'éventualité où certaines offres d'achat visant les actions classe B se concrétisent ;

Actions classe B, comportant dix droits de vote par action, de même rang que les actions subalternes classe A quant au versement de dividendes, convertibles en tout temps au gré du détenteur en actions subalternes classe A.

Au cours des exercices 2009, 2008 et 2007, les actions subalternes classe A et les actions classe B ont évolué comme suit :

	Actions subalternes classe A		Actions classe B		Total	
	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable
		\$		\$		\$
Solde au 30 septembre 2006	297 484 885	1 319 882	34 208 159	47 724	331 693 044	1 367 606
Rachetées et annulées ¹	(12 484 000)	(52 203)	—	—	(12 484 000)	(52 203)
Rachetées et non annulées ¹	—	(3 461)	—	—	—	(3 461)
Options levées ²	5 544 830	57 087	—	—	5 544 830	57 087
Solde au 30 septembre 2007	290 545 715	1 321 305	34 208 159	47 724	324 753 874	1 369 029
Rachetées et annulées ¹	(20 488 168)	(90 748)	—	—	(20 488 168)	(90 748)
Rachetées et non annulées ¹	—	(847)	—	—	—	(847)
Options levées ²	4 107 823	42 238	—	—	4 107 823	42 238
Solde au 30 septembre 2008	274 165 370	1 271 948	34 208 159	47 724	308 373 529	1 319 672
Rachetées et annulées ¹	(9 708 292)	(44 272)	—	—	(9 708 292)	(44 272)
Options levées ²	2 221 032	22 870	—	—	2 221 032	22 870
Conversion d'actions ³	600 000	837	(600 000)	(837)	—	—
Solde au 30 septembre 2009	267 278 110	1 251 383	33 608 159	46 887	300 886 269	1 298 270

¹ Le 27 janvier 2009, le conseil d'administration de la Société a approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société et le rachat, au cours de l'année suivante, de jusqu'à 10 % des actions subalternes classe A de la Société. La Société a par la suite obtenu de la Bourse de Toronto l'autorisation de procéder à cette offre publique de rachat. L'offre publique de rachat permet à la Société d'acheter jusqu'à 26 970 437 actions subalternes classe A (28 502 941 en 2008 et 29 091 303 en 2007) sur le marché libre, par l'entremise de la Bourse de Toronto, afin de les annuler. L'achat d'actions subalternes classe A en vertu de l'offre publique de rachat a commencé le 9 février 2009 et devait se terminer au plus tard le 8 février 2010, ou plus tôt si la Société complétait le rachat ou décidait de mettre fin à l'offre publique de rachat avant son échéance. Au cours de l'exercice 2009, la Société a racheté 9 525 892 actions subalternes classe A (19 910 068 au cours de l'exercice 2008 et 12 339 400 au cours de l'exercice 2007), pour une contrepartie de 99 881 000 \$ (213 485 000 \$ pour l'exercice 2008 et 126 420 000 \$ pour l'exercice 2007). L'excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions subalternes classe A rachetées, au montant de 55 609 000 \$ (121 890 000 \$ pour l'exercice 2008 et 70 756 000 \$ pour l'exercice 2007) a été enregistré dans les bénéfices non répartis.

Au 30 septembre 2008, 182 400 actions subalternes classe A rachetées d'une valeur comptable de 847 000 \$ et d'une valeur de rachat de 1 817 000 \$ étaient détenues par la Société et avaient été annulées et payées après la fin de l'exercice. (Au 30 septembre 2007, 760 500 actions subalternes classe A rachetées d'une valeur comptable de 3 461 000 \$ et d'une valeur de rachat de 8 538 000 \$ étaient détenues par la Société et avaient été annulées après la fin de l'exercice. Une tranche de 4 540 000 \$ du montant total de 8 538 000 \$ avait été payée après le 30 septembre 2007.)

² La valeur comptable des actions subalternes classe A inclut un montant de 5 253 000 \$ (10 223 000 \$ pour l'exercice 2008 et 13 904 000 \$ pour l'exercice 2007) qui correspond à une réduction du surplus d'apport et qui représente la valeur du coût cumulé de la rémunération à base d'actions liée aux options exercées au cours de l'exercice.

³ Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2009, un actionnaire a converti 600 000 actions classe B en 600 000 actions subalternes classe A.

Note 12 Options sur actions et surplus d'apport

A) OPTIONS SUR ACTIONS

En vertu du régime d'options d'achat d'actions de la Société, le conseil d'administration peut, à son gré, octroyer à certains employés, dirigeants, administrateurs et consultants de la Société et de ses filiales des options leur permettant d'acquérir des actions subalternes classe A de la Société. Le prix de levée est déterminé par le conseil d'administration et est égal au cours de clôture d'une action subalterne classe A à la Bourse de Toronto le jour précédant la date de l'octroi. Les options deviennent généralement acquises de un à trois ans après la date d'octroi, conditionnellement à l'atteinte d'objectifs, et doivent être levées dans un délai de dix ans, sauf en cas de retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Au 30 septembre 2009, 41 118 005 actions subalternes classe A étaient réservées pour émission en vertu du régime d'options d'achat d'actions.

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs à toutes les options sur actions en cours octroyées par la Société pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2009		2008		2007	
	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré par action	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré par action	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré par action
		\$		\$		\$
En cours au début de l'exercice	26 757 738	9,34	24 499 886	8,52	29 956 711	8,57
Octroyées	8 448 453	9,32	7 798 388	11,39	3 960 405	7,74
Levées	(2 221 032)	7,93	(4 107 823)	7,79	(5 544 830)	7,79
Éteintes	(3 863 746)	11,16	(1 094 052)	10,65	(3 872 400)	8,92
Échues	(237 578)	14,11	(338 661)	12,20	–	–
En cours à la fin de l'exercice	28 883 835	9,16	26 757 738	9,34	24 499 886	8,52
Pouvant être levées à la fin de l'exercice	18 087 166	8,75	19 398 753	8,56	18 507 376	8,90

Le tableau suivant résume l'information sur les options sur actions en cours octroyées par la Société au 30 septembre 2009 :

	Options en cours			Options pouvant être levées		
	Fourchette des prix de levée	Nombre d'options	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré
	\$			\$		\$
	2,14 à 5,20	31 028	1,47	2,56	31 028	2,56
	6,05 à 6,98	2 942 547	5,18	6,46	2 942 547	6,46
	7,00 à 7,87	4 710 509	5,54	7,74	4 710 509	7,74
	8,00 à 8,99	6 758 449	4,18	8,63	6 758 449	8,63
	9,05 à 9,90	9 081 298	7,51	9,37	1 044 348	9,79
	10,05 à 11,95	4 303 278	7,93	11,36	1 543 559	11,32
	14,10 à 16,23	1 041 086	0,06	15,72	1 041 086	15,72
	24,51 à 26,03	15 640	0,32	25,97	15 640	25,97
		28 883 835	5,96	9,16	18 087 166	8,75

Le tableau suivant présente les hypothèses moyennes pondérées qui ont été utilisées pour calculer le coût de rémunération à base d'actions comptabilisée dans les coûts des services et frais de vente et d'administration en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2009	2008	2007
Rémunération à base d'actions (\$)	8 617	5 131	13 933
Taux de dividende (%)	0,00	0,00	0,00
Volatilité prévue (%)	24,42	23,70	29,48
Taux d'intérêt sans risque (%)	3,05	4,09	3,90
Durée de vie prévue (années)	5,00	5,00	5,00
Juste valeur moyenne pondérée à la date d'octroi (\$)	2,59	3,37	2,60

B) SURPLUS D'APPORT

Le tableau suivant présente la variation du surplus d'apport depuis le 30 septembre 2006 :

	\$
Solde au 30 septembre 2006	82 436
Coût de rémunération lié aux options levées (note 11)	(13 904)
Coût de rémunération lié au régime d'options d'achat d'actions	13 933
Solde au 30 septembre 2007	82 465
Coût de rémunération lié aux options levées (note 11)	(10 223)
Coût de rémunération lié au régime d'options d'achat d'actions	5 131
Solde au 30 septembre 2008	77 373
Coût de rémunération lié aux options levées (note 11)	(5 253)
Coût de rémunération lié au régime d'options d'achat d'actions	8 617
Solde au 30 septembre 2009	80 737

Note 13 Bénéfice par action

Le tableau suivant présente le calcul du bénéfice de base et dilué par action tiré des activités poursuivies pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2009			2008 (Retraité — note 2a)		2007 (Retraité — note 2a)			
	Bénéfice tiré des activités poursuivies	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ¹	Bénéfice par action tiré des activités poursuivies	Bénéfice tiré des activités poursuivies	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ¹	Bénéfice par action tiré des activités poursuivies	Bénéfice tiré des activités poursuivies	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ¹	Bénéfice par action tiré des activités poursuivies
	\$		\$	\$		\$	\$		\$
	315 158	306 853 077	1,03	298 266	317 604 899	0,94	235 551	329 016 756	0,71
Options dilutives ²		3 492 164			5 199 388			4 859 808	
	315 158	310 345 241	1,02	298 266	322 804 287	0,92	235 551	333 876 564	0,70

1 Les 9 525 892 actions subalternes classe A rachetées au cours de l'exercice (19 910 068 pendant l'exercice 2008 et 12 339 400 pendant l'exercice 2007) ont été exclues du calcul du bénéfice par action à compter de la date de leur rachat.

2 Le calcul des conversions hypothétiques exclut les options dont l'effet est antidilutif, qui ne peuvent encore être levées ou qui ne seraient pas levées puisque leur prix de levée est plus élevé que la valeur marchande moyenne de l'action subalterne classe A de la Société pour chacune des périodes présentées dans le tableau. Le nombre d'options exclues était de 13 384 651, de 8 764 136 et de 3 162 074 pour les exercices terminés les 30 septembre 2009, 2008 et 2007, respectivement.

Note 14 Amortissement

	2009	2008 (Retraité — note 2a)	2007 (Retraité — note 2a)
	\$	\$	\$
Amortissement des immobilisations	61 412	43 455	32 396
Amortissement des actifs incorporels			
Coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	22 377	17 925	18 944
Autres actifs incorporels (note 6)	100 829	101 792	121 881
Perte de valeur liée aux autres actifs incorporels ¹	11 143	—	—
	195 761	163 172	173 221
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux incitatifs (présenté à titre de réduction des produits)	21 043	21 682	21 946
Amortissement des frais de financement reportés (présenté dans les intérêts sur la dette à long terme)	1 283	1 266	1 360
	218 087	186 120	196 527

1 La perte de valeur liée aux autres actifs incorporels a trait à certains actifs qui ne devraient fournir aucune valeur future.

Note 15 Cumul des autres éléments du résultat étendu

	Solde au 1 ^{er} octobre 2008	Variation nette au cours de l'exercice	Solde au 30 septembre 2009
	\$	\$	\$
Pertes nettes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes (déduction faite des recouvrements d'impôts sur les bénéfices cumulés de 10 464 \$)	(365 672)	6 249	(359 423)
Gains nets non réalisés sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'investissements nets dans des établissements étrangers autonomes (déduction faite des impôts sur les bénéfices cumulés de 11 623 \$)	45 261	15 739	61 000
Gains nets non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie (déduction faite des impôts sur les bénéfices cumulés de 4 422 \$)	(1 013)	13 446	12 433
	(321 424)	35 434	(285 990)

	Solde au 1 ^{er} octobre 2007	Variation nette au cours de l'exercice	Solde au 30 septembre 2008
	\$	\$	\$
Pertes nettes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes (déduction faite des recouvrements d'impôts sur les bénéfices cumulés de 7 029 \$)	(431 872)	66 200	(365 672)
Gains nets non réalisés sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers autonomes (déduction faite des impôts sur les bénéfices cumulés de 8 748 \$)	45 799	(538)	45 261
Pertes nettes non réalisées sur les couvertures de flux de trésorerie (déduction faite des recouvrements d'impôts sur les bénéfices cumulés de 187 \$)	–	(1 013)	(1 013)
	(386 073)	64 649	(321 424)

	Solde au 1 ^{er} octobre 2006	Variation nette au cours de l'exercice	Solde au 30 septembre 2007
	\$	\$	\$
Pertes nettes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes (déduction faite des recouvrements d'impôts sur les bénéfices cumulés de 8 390 \$)	(315 832)	(116 040)	(431 872)
Gains nets non réalisés sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers autonomes (déduction faite des impôts sur les bénéfices cumulés de 8 748 \$)	26 609	19 190	45 799
	(289 223)	(96 850)	(386 073)

Note 16 Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques

Le 29 mars 2006, la Société a annoncé un plan de réorganisation affectant des membres localisés principalement à Montréal et à Toronto. Une part importante des suppressions de postes découlait du fait que le volume de travail provenant de BCE était moins important que prévu. Environ 1 150 postes ont été abolis. Le plan de réorganisation a été complété le 31 décembre 2006. Les frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques se sont élevés à 23 010 000 \$ en 2007 et à 67 266 000 \$ en 2006. Sur le montant total de 90 276 000 \$, 61 986 000 \$ (déduction faite de la contribution de BCE au montant de 10 000 000 \$) est lié à la cessation d'emploi et 28 290 000 \$, à la consolidation et la fermeture d'installations. Le solde de la provision pour frais de réorganisation s'élevait à 3 557 000 \$ au 30 septembre 2009 (5 147 000 \$ au 30 septembre 2008). La majeure partie du solde sera payé au cours de l'exercice 2010.

Note 17 Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices s'établissent comme suit :

	2009	2008 (Retraité — note 2a)	2007 (Retraité — note 2a)
	\$	\$	\$
Exigibles	95 923	128 972	105 138
Futurs	29 300	(22 675)	10 470
	125 223	106 297	115 608

Le taux d'imposition effectif de la Société sur les bénéfices tirés des activités poursuivies est différent du taux d'imposition combiné prévu par les lois fédérales et provinciales et il s'établit comme suit :

	2009	2008	2007
	%	%	%\$
Taux d'imposition statuaire de la Société	30,9	31,2	32,0
Effet des écarts des taux d'imposition provinciaux et étrangers	2,7	2,7	2,9
Économies d'impôts résultant du placement dans des filiales	(2,7)	(3,3)	(3,2)
Entente finale avec les autorités fiscales et échéance des délais de prescription	(3,9)	(3,7)	—
Options sur actions non déductibles	0,3	0,1	0,8
Autres éléments non déductibles	1,0	0,9	1,0
Congé d'impôt fiscal corporatif	—	(0,2)	(1,1)
Incidence sur les actifs et passifs d'impôts futurs résultant du changement des taux d'imposition	—	(1,7)	0,4
Économies d'impôts découlant des pertes	0,1	0,2	0,1
Taux d'imposition effectif	28,4	26,2	32,9

Les actifs et passifs d'impôts futurs se détaillent comme suit aux 30 septembre :

	2009	2008 (Retraité — note 2a)
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs :		
Passifs liés aux charges d'intégration, créateurs et charges à payer	11 316	10 191
Économies d'impôts découlant des reports prospectifs de pertes	10 171	41 579
Immobilisations, actifs incorporels et autres actifs à long terme	17 197	10 915
Rémunération à payer	23 414	26 077
Pertes non réalisées découlant des couvertures de flux de trésorerie	3 395	—
Provision pour créances douteuses	3 107	2 733
Frais de financement et coûts d'émission des actions	—	173
Autres	2 433	2 718
	71 033	94 386
Provision pour moins-value	(6 818)	(25 473)
	64 215	68 913
Passifs d'impôts futurs :		
Immobilisations, actifs incorporels et autres actifs à long terme	161 008	177 854
Travaux en cours	22 395	12 964
Écart d'acquisition	25 276	21 576
Crédits d'impôt remboursables sur les salaires	40 233	20 434
Gains non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie	7 478	—
Autres	4 489	3 448
	260 879	237 350
Impôts futurs, montant net	(196 664)	(167 363)

Note 17 Impôts sur les bénéfices (SUITE)

Les impôts futurs s'établissent comme suit :

	2009	2008 (Retraité — note 2a)
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs à court terme	15 110	34 031
Actifs d'impôts futurs à long terme	10 173	7 747
Passifs d'impôts futurs à court terme	(50 250)	(25 529)
Passifs d'impôts futurs à long terme	(171 697)	(183 612)
Impôts futurs, montant net	(196 664)	(167 363)

Au 30 septembre 2009, la Société disposait de reports prospectifs de pertes nettes autres qu'en capital totalisant 26 793 000 \$, dont 5 496 000 \$ ayant des échéances diverses jusqu'en 2015 et 21 297 000 \$ n'ayant aucune échéance. De plus, la Société avait des reports prospectifs de pertes en capital de 10 236 000 \$ n'ayant aucune date d'échéance. La Société a constaté un actif d'impôts futurs de 10 171 000 \$ découlant des reports prospectifs de pertes et a une provision pour moins-value de 6 818 000 \$ en relation avec ces pertes. La baisse de la provision pour moins-value s'explique essentiellement par l'utilisation de pertes autres qu'en capital aux États-Unis. L'actif d'impôts futurs net connexe de 3 353 000 \$ représente le montant dont la réalisation est jugée plus probable qu'improbable. Si la provision pour moins-value se renversait, l'écart d'acquisition serait réduit d'environ 1 949 000 \$.

Le bénéfice étranger de certaines filiales de la Société sera imposé seulement lorsqu'il sera rapatrié au Canada. La Société n'a constaté aucun passif d'impôts futurs pour ces bénéfices non répartis puisque la direction ne s'attend pas à ce qu'ils soient rapatriés. Un passif d'impôts futurs sera constaté quand la Société estimera qu'elle récupérera ces bénéfices non répartis sous une forme imposable, comme la vente du placement ou la réception de dividendes. Au moment du paiement, certains pays imposent des retenues d'impôts qui, sous certaines conditions, peuvent ensuite être utilisées en tant que crédits d'impôt pour réduire les impôts fédéraux ou provinciaux sur les bénéfices à payer, le cas échéant.

Note 18 Coûts des services et frais de vente et d'administration

Les crédits d'impôt inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration se détaillent comme suit :

	2009	2008 (Retraité — note 2a)	2007 (Retraité — note 2a)
	\$	\$	\$
Coûts des services et frais de vente et d'administration	3 268 995	3 193 270	3 138 024
Crédits d'impôt	(98 589)	(82 510)	(87 242)
	3 170 406	3 110 760	3 050 782

Note 19 Investissements dans les filiales et les coentreprises

Dans tous les cas, la Société comptabilise les résultats d'exploitation des entreprises acquises à compter de la date de prise d'effet de chacune des acquisitions.

TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2009

a) Acquisition

Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2009, la Société a porté à 65,78 % sa participation dans Conseillers en informatique d'affaires (« CIA ») pour une contrepartie en trésorerie de 425 000 \$, ce qui a donné lieu à une diminution de 216 000 \$ de la participation sans contrôle et à une augmentation de 209 000 \$ de l'écart d'acquisition.

b) Cession

Le 20 février 2009, la Société a vendu ses services actuariels pour une contrepartie en trésorerie de 3 780 000 \$, moins un ajustement estimatif du fonds de roulement. Elle a reçu 3 565 000 \$ le 27 février 2009. Ces services étaient auparavant inclus dans le secteur d'exploitation du Canada. L'actif net vendu dans le cadre de l'entente définitive comprend un écart d'acquisition de 1 499 000 \$. L'opération a donné lieu à un gain de 1 494 000 \$.

c) Modifications de la ventilation des prix d'acquisition

Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2009, la Société a révisé la ventilation des prix d'acquisition et effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution nette des passifs liés aux intégrations et des créditeurs et charges à payer de 849 000 \$ et de 120 000 \$, respectivement, et à une augmentation nette des passifs d'impôts futurs de 338 000 \$, tandis que l'écart d'acquisition a diminué de 631 000 \$.

Par ailleurs, des actifs d'impôts futurs acquis dans le cadre des acquisitions d'American Management Systems, Incorporated (« AMS ») et de COGNICASE Inc. (« Cognicase ») qui n'avaient pas été constatés comme un élément identifiable de l'actif à la date d'acquisition ont été ultérieurement constatés, donnant lieu à une diminution de l'écart d'acquisition de 19 708 000 \$.

d) Contrepartie des prix d'acquisition

Durant l'exercice 2009, la Société a payé le solde du prix d'acquisition d'une entreprise, d'un montant de 997 000 \$.

TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2008

a) Acquisition

Il n'y a eu aucune acquisition pendant l'exercice 2008.

b) Cession

Le 19 juillet 2008, la Société a vendu son unité canadienne de gestion des services de réclamations et de gestion du risque pour une contrepartie en trésorerie de 38 050 000 \$. Ces services étaient auparavant inclus dans le secteur d'exploitation des services en gestion des processus d'affaires. La Société a reçu un montant de 31 671 000 \$ en août 2008. Du solde restant, lequel porte intérêt au taux de 10 % payable annuellement (note 7), 879 000 \$ ont été payés au cours de l'exercice 2009 et 5 500 000 \$ seront payés au plus tard le 5 août 2014. L'actif net cédé comprenait un écart d'acquisition de 7 732 000 \$, déduction faite d'une dépréciation de 4 051 000 \$. Cette opération a donné lieu à une perte de 965 000 \$.

c) Solde des passifs liés aux intégrations

AMS a été acquise durant l'exercice 2004. Pour AMS, les éléments des passifs liés aux intégrations des entreprises acquises s'établissent comme suit :

	Consolidation et fermeture d'installations	Cessation d'emploi	Total
	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} octobre 2007	15 226	1 395	16 621
Ajustements de la provision initiale ¹	(4 962)	—	(4 962)
Écart de conversion	686	84	770
Paievements effectués pendant l'exercice 2008	(3 676)	(95)	(3 771)
Solde au 30 septembre 2008 ²	7 274	1 384	8 658

¹ Comptabilisés comme diminution de l'écart d'acquisition.

² Du solde restant, 4 310 000 \$ sont inclus dans les créditeurs et charges à payer et 4 348 000 \$ sont inclus dans les autres passifs à long terme. La majorité du solde restant a été payée au cours de l'exercice 2009.

Note 19 Investissements dans les filiales et les coentreprises (SUITE)

d) Modifications de la ventilation des prix d'acquisition

La Société a révisé la ventilation des prix d'acquisition et effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution nette des passifs liés aux intégrations, de la tranche à court terme de la dette à long terme, de la dette à long terme, des actifs d'impôts futurs et des passifs liés aux réorganisations de 5 801 000 \$, 3 287 000 \$, 2 685 000 \$, 2 145 000 \$ et 320 000 \$, respectivement, et à une augmentation nette de la trésorerie et de la participation sans contrôle de 43 000 \$ et 75 000 \$, respectivement, tandis que l'écart d'acquisition a diminué de 9 916 000 \$.

e) Contrepartie des prix d'acquisition

Durant l'exercice 2008, la Société a payé les soldes des prix d'acquisition de certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution nette de la dette à long terme de 3 954 000 \$.

TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2007**a) Acquisition**

La Société a réalisé l'acquisition suivante :

- Codesic Consulting (« Codesic ») — Le 3 mai 2007, la Société a acquis toutes les actions en circulation d'un cabinet de services en technologies de l'information de Seattle, dans l'État de Washington. Reconnu pour sa profonde connaissance des affaires et des technologies de l'information, Codesic aide ses clients en gérant leurs initiatives stratégiques, en intégrant les technologies à leurs fonctions d'affaires et en assurant le soutien d'environnements informatiques essentiels.

L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. La ventilation du prix d'acquisition présentée ci-après était préliminaire et se fonde sur les meilleures estimations de la direction de la Société. De la contrepartie totale de 24 034 000 \$, une tranche de 15 055 000 \$ a été payée. Le montant du solde à payer dépendra du rendement de Codesic au cours des deux prochaines années, selon une formule stipulée dans l'entente. La ventilation finale du prix d'acquisition a été complétée et ces modifications sont présentées à la note 19d des transactions réalisées au cours des exercices 2008 et 2009.

	Codesic \$
Éléments hors trésorerie du fonds de roulement	1 303
Immobilisations	146
Relations clients et autres	6 023
Écart d'acquisition ¹	16 094
Impôts futurs	355
	23 921
Trésorerie acquise	113
Actifs nets acquis	24 034
Contrepartie	
Trésorerie	14 778
Solde conditionnel	8 979
Coûts d'acquisition	277
	24 034

¹ L'écart d'acquisition est déductible à des fins fiscales.

Dans le cadre de l'acquisition conclue au cours de l'exercice 2007, la Société a adopté certains plans de restructuration et d'intégration de l'entreprise acquise. Conséquemment, la Société a établi une provision de 332 000 \$, liée à des coûts de cessation d'emploi planifiée de certains employés de l'entreprise acquise dont les fonctions étaient déjà remplies dans la structure existante.

b) Modification à la coentreprise

Le 19 avril 2007, la Société a modifié son entente avec les actionnaires de CIA, un fournisseur de services informatiques qui exerce ses activités principalement dans les domaines gouvernementaux et financiers. À la suite de cette modification, la Société est en position d'exercer un contrôle unilatéral sur CIA. La Société utilise maintenant la méthode de consolidation intégrale pour comptabiliser son investissement. À la date de modification de l'entente, la Société détenait 60,69 % des actions de CIA en circulation. Avant le 19 avril 2007, l'investissement était considéré comme une coentreprise et était comptabilisé selon la méthode de la consolidation proportionnelle. En vertu de l'entente, la Société s'est engagée à acheter les actions restantes de CIA, soit 39,31 % des actions de CIA, avant le 1^{er} octobre 2011. Après le 19 avril 2007, la Société a augmenté son investissement dans les actions de CIA et, au 30 septembre 2007, elle détenait 64,66 % des actions en circulation. La modification de la méthode de consolidation a entraîné une augmentation nette des actifs nets de 215 000 \$ et une diminution nette de la trésorerie du même montant. À la suite de ces modifications, la valeur de l'écart d'acquisition de CIA s'élève à 3 526 000 \$. La Société décrit ses engagements pour l'achat des actions restantes à la note 26a.

c) Solde des passifs liés aux intégrations

Cognicase a été acquise durant l'exercice 2003. Pour AMS et Cognicase, les éléments des passifs liés aux intégrations des entreprises acquises s'établissent comme suit :

	Consolidation et fermeture d'installations	Cessation d'emploi	Total
	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} octobre 2006	35 010	2 287	37 297
Ajustements de la provision initiale ¹	(3 860)	(754)	(4 614)
Écart de conversion	(1 517)	(17)	(1 534)
Paievements effectués pendant l'exercice 2007	(9 577)	(121)	(9 698)
Solde au 30 septembre 2007 ²	20 056	1 395	21 451

1 Comptabilisés comme diminution de l'écart d'acquisition.

2 Du solde restant, 6 247 000 \$ sont inclus dans les créditeurs et charges à payer et 15 204 000 \$ sont inclus dans les autres passifs à long terme. La majorité du solde restant de Cognicase a été payée durant l'exercice 2008.

d) Modifications de la ventilation des prix d'acquisition

La Société a révisé la ventilation des prix d'acquisition et a effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution nette des actifs d'impôts futurs, des passifs liés aux intégrations, de la trésorerie et des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 3 021 000 \$, 8 045 000 \$, 130 000 \$ et 118 000 \$, respectivement, et à une augmentation nette des relations clients de 191 000 \$, tandis que l'écart d'acquisition a diminué de 4 967 000 \$.

e) Contrepartie des prix d'acquisition

Durant l'exercice 2007, la Société a payé les soldes des prix d'acquisition de certaines entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution de la dette à long terme de 2 011 000 \$.

Note 20 Activités abandonnées

Au cours de l'exercice 2008, les résultats relatifs aux services canadiens de réclamations et de gestion du risque et aux services actuariels de la Société ont été classés comme activités abandonnées. En juillet 2008, la Société a vendu son unité canadienne de services de réclamations et de gestion du risque et en février 2009, elle a vendu son unité de services actuariels (voir la note 19b des transactions réalisées au cours des exercices 2009 et 2008).

Le tableau suivant présente un résumé de l'information financière concernant les activités abandonnées :

	2009	2008	2007
	\$	\$	\$
Produits	2 511	64 851	77 621
Charges d'exploitation ¹	1 046	68 747	72 157
Amortissement	14	1 624	2 619
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	1 451	(5 520)	2 845
Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices ²	143	(386)	1 102
Bénéfice (perte) tiré(e) des activités abandonnées	1 308	(5 134)	1 743

1 Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009, les charges d'exploitation provenant des activités abandonnées tiennent compte d'un gain sur cession de 1 494 000 \$. Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008, les charges d'exploitation provenant des activités abandonnées tiennent compte d'une perte de valeur relative à l'écart d'acquisition de 4 051 000 \$ et d'une perte sur cession de 965 000 \$.

2 La charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices ne présente pas des taux d'impôt proportionnels au bénéfice ou à la perte avant impôts car la vente inclut un écart d'acquisition de 1 499 000 \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009 (7 732 000 \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008), ce montant n'ayant pas de valeur fiscale.

Le tableau suivant présente les actifs et les passifs liés aux activités abandonnées :

	2009	2008
	\$	\$
Actifs à court terme		
Débiteurs	—	1 304
Impôts sur les bénéfices à recevoir	—	39
Immobilisations	—	55
Total des actifs destinés à la vente	—	1 398
Passifs à court terme		
Créditeurs et charges à payer	—	295
Rémunération à payer	—	41
Produits reportés	—	321
Total des passifs destinés à la vente	—	657

Les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées s'établissent comme suit :

	2009	2008	2007
	\$	\$	\$
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	164	(818)	5 930
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(3)	(250)	(2 302)
Total des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités abandonnées	161	(1 068)	3 628

Note 21 Renseignements supplémentaires sur les coentreprises

La quote-part des activités des coentreprises revenant à la Société, incluse dans les états financiers consolidés, s'établit comme suit :

	2009	2008 (Retraité — note 2a)	
	\$	\$	
Bilans			
Actifs à court terme	37 608	36 543	
Actifs à long terme	2 998	1 333	
Passifs à court terme	14 721	15 040	
Passifs à long terme	445	518	
	2009	2008 (Retraité — note 2a)	2007 (Retraité — note 2a)
	\$	\$	\$
États des résultats			
Produits	101 964	87 887	94 111
Charges	88 552	77 381	79 647
Bénéfice net	13 412	10 506	14 464
	2009	2008 (Retraité — note 2a)	2007 (Retraité — note 2a)
	\$	\$	\$
États des flux de trésorerie			
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) :			
Activités d'exploitation	25 542	4 879	16 327
Activités d'investissement	(570)	(412)	(2 669)
Activités de financement	(12 250)	(13 720)	(11 956)

Note 22 Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

a) La variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2009	2008	2007
	\$	\$	\$
Débiteurs	31 749	(13 164)	(8 441)
Travaux en cours	(22 450)	(43 785)	(5 049)
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	8 399	(12 692)	6 063
Créditeurs et charges à payer	(39 255)	5 762	(21 449)
Rémunération à payer	38 009	(5 327)	24 220
Produits reportés	15 194	(13 323)	39 020
Impôts sur les bénéfices	25 974	(31 357)	49 886
	57 620	(113 886)	84 250

b) Les activités d'exploitation, d'investissement et de financement liées aux activités poursuivies sans effet sur la trésorerie s'établissent comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2009	2008	2007
	\$	\$	\$
Activités d'exploitation			
Débiteurs	(1 476)	408	(438)
Créditeurs et charges à payer	(1 817)	(2 723)	(4 540)
Produits reportés	4 779	–	–
	1 486	(2 315)	(4 978)
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations	(27 040)	(17 559)	(9 609)
Acquisitions d'actifs incorporels	(4 779)	(13 185)	–
	(31 819)	(30 744)	(9 609)
Activités de financement			
Augmentation des obligations en vertu de contrats de location-acquisition	27 040	17 559	9 609
Augmentation des obligations liées aux actifs incorporels	–	13 185	–
Émission d'actions	1 476	(408)	438
Rachat d'actions subalternes classe A	1 817	2 723	4 540
	30 333	33 059	14 587

c) Les intérêts et les impôts sur les bénéfices payés s'établissent comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2009	2008	2007
	\$	\$	\$
Intérêts payés	16 558	26 847	37 925
Impôts sur les bénéfices payés	63 125	139 803	37 763

Note 23 Information sectorielle

La Société compte les trois secteurs d'exploitation suivants, outre les activités du siège social : le Canada, les États-Unis et l'Inde, ainsi que l'Europe et l'Asie-Pacifique (note 8). Ces secteurs d'exploitation sont structurés en fonction du lieu de prestation des services ; leurs résultats englobent les activités qu'ils exercent pour les clients de leurs régions respectives ainsi que les activités réalisées par nos centres d'excellence dans le cadre de notre modèle mondial de prestations de services.

Le tableau ci-après présente de l'information sur les activités de la Société en fonction de sa structure de gestion.

	2009				
	Canada	É.-U. et Inde	Europe et Asie-Pacifique	Siège social	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	2 216 042	1 421 366	305 417	–	3 942 825
Produits intersectoriels	(36 383)	(59 579)	(21 702)	–	(117 664)
	2 179 659	1 361 787	283 715	–	3 825 161
Bénéfice (perte) tiré(e) des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, revenu d'intérêts, autres charges, gain à la vente d'actifs, impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle (déduction faite des impôts sur les bénéfices) ¹	320 702	171 965	18 639	(50 565)	460 741
Total de l'actif	2 341 074	985 289	197 619	375 928	3 899 910

¹ L'amortissement inclus dans les résultats du Canada, des États-Unis et de l'Inde, de l'Europe et de l'Asie-Pacifique et du siège social est de 116 243 000 \$, 78 819 000 \$, 7 247 000 \$ et 14 495 000 \$, respectivement, pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009. L'amortissement comprend une perte de valeur de 11 143 000 \$ essentiellement liée aux autres actifs incorporels du secteur d'exploitation des États-Unis et de l'Inde.

	2008 (Retraité — note 2a)				
	Canada	É.-U. et Inde	Europe et Asie-Pacifique	Siège social	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	2 356 629	1 137 457	296 745	–	3 790 831
Produits intersectoriels	(21 063)	(50 944)	(12 961)	–	(84 968)
	2 335 566	1 086 513	283 784	–	3 705 863
Bénéfice (perte) tiré(e) des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, revenu d'intérêts, autres charges, gain à la vente d'actifs, impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle (déduction faite des impôts sur les bénéfices) ¹	332 827	129 401	24 692	(56 434)	430 486
Total de l'actif	2 274 589	1 113 303	197 900	94 766	3 680 558

¹ L'amortissement inclus dans les résultats du Canada, des États-Unis et de l'Inde, de l'Europe et de l'Asie-Pacifique et du siège social est de 111 903 000 \$, 54 358 000 \$, 5 069 000 \$ et 13 524 000 \$, respectivement, pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008.

	2007 (Retraité — note 2a)				
	Canada	É.-U. et Inde	Europe et Asie-Pacifique	Siège social	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	2 267 116	1 165 669	278 245	–	3 711 030
Produits intersectoriels	(15 790)	(50 220)	(11 075)	–	(77 085)
	2 251 326	1 115 449	267 170	–	3 633 945
Bénéfice (perte) tiré(e) des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, revenu d'intérêts, autres charges, gain à la vente d'actifs, impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle (déduction faite des impôts sur les bénéfices) ¹	322 698	123 512	23 152	(62 877)	406 485
Total de l'actif	2 069 169	1 077 300	193 544	131 848	3 471 861

¹ L'amortissement inclus dans les résultats du Canada, des États-Unis et de l'Inde, de l'Europe et de l'Asie-Pacifique et du siège social est de 123 162 000 \$, 54 548 000 \$, 5 123 000 \$ et 12 334 000 \$, respectivement, pour l'exercice terminé le 30 septembre 2007.

Les conventions comptables des secteurs d'exploitation sont identiques à celles décrites dans la rubrique Sommaire des principales conventions comptables (note 2). Les produits intersectoriels sont évalués de la même manière que si ces produits provenaient de tiers.

Note 23 Information sectorielle (SUITE)

INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Le tableau ci-après présente l'information sur les immobilisations en fonction de leur emplacement :

	2009	2008
	\$	\$
Immobilisations		
Canada	155 072	135 979
É.-U. et Inde	53 651	40 147
Europe et Asie-Pacifique	3 695	2 309
	212 418	178 435

Les produits par emplacement géographique des clients sont semblables aux produits présentés par secteur d'exploitation.

INFORMATION RELATIVE AUX SERVICES

Le tableau suivant présente les produits en fonction des services fournis par la Société :

	2009	2008	2007
	\$	\$	\$
Impartition			
Services en TI	1 817 943	1 523 562	1 565 943
Gestion des processus d'affaires	405 516	485 454	400 989
Intégration de systèmes et services-conseils	1 601 702	1 696 847	1 667 013
	3 825 161	3 705 863	3 633 945

Note 24 Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de ses activités, la Société est aussi partie à des contrats conclus avec Innovaposte, une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI. La Société exerce un contrôle conjoint sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %.

Les opérations et les soldes qui en découlent, constatés au prix du marché (valeur d'échange), sont présentés ci-après.

Les produits ont été de 108 139 000 \$, 124 461 000 \$ et 120 010 000 \$ pour les exercices terminés les 30 septembre 2009, 2008 et 2007, respectivement.

	2009	2008
	\$	\$
Débiteurs	10 542	12 050
Travaux en cours	5 937	5 939
Coûts liés à des contrats	8 706	11 206
Produits reportés	3 351	2 715

Note 25 Avantages sociaux futurs

En règle générale, la Société n'offre pas de régime de retraite ni d'avantages complémentaires de retraite à ses employés, sauf dans les cas suivants :

- La Société maintient des régimes de retraite à cotisations déterminées principalement pour certains de ses employés situés en Europe. La charge totale relative à ces régimes pour les exercices terminés les 30 septembre 2009, 2008 et 2007 est de 5 053 000 \$, 5 303 000 \$ et 4 717 000 \$, respectivement.
- La Société maintient un régime à cotisations déterminées du type 401(k) pour l'ensemble de ses employés situés aux États-Unis. Depuis le 1^{er} janvier 2008, la Société cotise dans la même proportion que les employés, jusqu'à concurrence de 2 500 \$ US par année. Avant cette date, le maximum était de 1 000 \$ US par année. Pour les exercices terminés les 30 septembre 2009, 2008 et 2007, la Société a cotisé des montants de 7 557 000 \$, 5 069 000 \$ et 4 520 000 \$, respectivement.
- La Société maintient deux régimes de rémunération différée non admissibles pour certains membres de la direction situés aux États-Unis. Un de ces deux régimes ne constitue pas un régime par capitalisation et le passif au titre de rémunération différée totalisait 3 211 000 \$ au 30 septembre 2009 (4 066 000 \$ au 30 septembre 2008). L'autre régime représente un régime par capitalisation pour lequel une fiducie a été établie afin que les actifs du régime soient distincts ; cependant, dans le cas d'une faillite, les actifs sont assujettis aux créanciers ordinaires de la Société. Ces actifs, composés de placements, sont compris dans les autres actifs à long terme et changent de valeur selon les cotisations des employés et les variations de valeur des placements. Le changement de la valeur du passif lié au régime est égal au changement de la valeur des actifs. Les actifs de la fiducie ainsi que les passifs connexes totalisaient 13 108 000 \$ au 30 septembre 2009 (11 657 000 \$ au 30 septembre 2008).
- La Société maintient un régime d'avantages postérieurs à l'emploi pour certains des anciens employés retraités de son unité canadienne de gestion des services de réclamations et de gestion du risque, laquelle a été vendue. Le passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi totalisait 7 201 000 \$ au 30 septembre 2009 (7 368 000 \$ au 30 septembre 2008).

Note 26 Engagements, éventualités et garanties

A) ENGAGEMENTS

Au 30 septembre 2009, les engagements de la Société, en vertu de contrats de location-exploitation venant à échéance à diverses dates jusqu'en 2030 et visant principalement la location de locaux et de matériel informatique utilisé dans les contrats d'impartition, se chiffrent à environ 832 113 000 \$. Les loyers minimaux exigibles pour les cinq prochains exercices et par la suite se présentent comme suit :

	\$
2010	140 755
2011	108 399
2012	86 452
2013	71 863
2014	62 678
Par la suite	361 966

La Société a conclu des ententes de service à long terme représentant un engagement total de 166 969 000 \$. Les versements minimaux exigibles en vertu de ces ententes pour les cinq prochains exercices et par la suite s'échelonnent comme suit :

	\$
2010	89 754
2011	38 520
2012	20 767
2013	11 870
2014	3 905
Par la suite	2 153

Le 19 avril 2007, dans le cadre de l'entente entre les actionnaires de CIA, la Société s'est engagée à acheter les actions restantes de CIA avant le 1^{er} octobre 2011 (voir la note 19b des transactions de 2007). Au 30 septembre 2009, 34,22 % des actions de CIA n'avaient pas été achetées. Le prix d'achat des actions restantes sera calculé conformément à l'entente entre les actionnaires. Si la Société avait acheté la totalité des actions restantes de CIA au 30 septembre 2009, la contrepartie versée aurait été d'environ 10 832 000 \$.

Note 26 Engagements, éventualités et garanties (SUITE)

B) ÉVENTUALITÉS

De temps à autre, la Société fait l'objet d'un certain nombre de poursuites, de vérifications, de réclamations et de litiges dans le cours normal de ses activités. Certaines de ces procédures pourraient entraîner des coûts importants. Même si le dénouement de ces procédures ne peuvent être prévisibles avec certitude, la Société n'a aucune raison de croire que le règlement d'un de ces litiges pourrait avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société, sur les résultats de son exploitation ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales. Au 30 septembre 2009, la Société fait l'objet de réclamations d'environ 80 000 000 \$ et de demandes reconventionnelles de plus de 10 000 000 \$.

De plus, la Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats font l'objet d'exigences légales et réglementaires étendues et, de temps à autre, des agences gouvernementales enquêtent afin de s'assurer que les activités de la Société sont conduites selon les exigences requises. En règle générale, le gouvernement peut changer la portée ou mettre fin à ces contrats à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un projet important avec le gouvernement pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats d'exploitation et sur la situation financière de la Société.

C) GARANTIES**Vente d'actifs et cession d'entreprises**

Dans le cadre de la vente d'actifs et de la cession d'entreprises, la Société peut être obligée de verser des paiements à des contreparties, par suite de violations de déclarations ou de garanties, d'atteinte à la propriété intellectuelle ou de poursuites intentées contre des contreparties. Bien que certaines ententes précisent une responsabilité potentielle maximale d'environ 41 903 000 \$, d'autres ne fixent pas de plafond quant au montant, ni de limite quant à la durée. Il est impossible de faire une évaluation raisonnable du montant maximal qui pourrait être versé en vertu de telles garanties. Le versement de ces montants dépend de la réalisation éventuelle d'événements dont la nature et la probabilité ne peuvent pas être déterminées à ce moment-ci. Aucun passif n'a été comptabilisé dans les bilans consolidés pour ces engagements d'indemnisation au 30 septembre 2009. La Société estime que l'obligation totale qui pourrait être engagée en relation avec ces garanties, le cas échéant, n'aurait pas un effet important sur ses états financiers consolidés.

Autres transactions

Dans le cours normal de ses activités, la Société peut fournir à certains clients, principalement à des entités gouvernementales, des cautionnements de soumission et des garanties de bonne exécution. En règle générale, la Société ne serait responsable des cautionnements de soumission que si elle refusait d'effectuer le travail une fois l'offre de soumission attribuée. La Société serait également responsable pour des garanties de bonne exécution en cas de défaut de l'exécution de ses engagements. Au 30 septembre 2009, la Société avait engagé un montant total de 123 996 000 \$ dans ces types de cautionnements. À sa connaissance, la Société se conforme à toutes ces garanties, et ce, pour tous les contrats de services pour lesquels il existe de telles garanties, et que l'obligation totale qui pourrait être assumée en relation avec ces garanties, le cas échéant, n'aurait pas un effet important sur les résultats consolidés de la Société ni sur sa situation financière.

De plus, la Société fournit une garantie de 5 900 000 \$ sur la valeur résiduelle d'une propriété louée, comptabilisée en tant que contrat de location-exploitation, à l'échéance du contrat de location.

Note 27 Instruments financiers**JUSTE VALEUR**

Tous les actifs financiers classés dans les actifs détenus jusqu'à l'échéance ou dans les prêts et créances, de même que les passifs financiers classés dans les autres passifs sont initialement évalués à la juste valeur, puis au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tous les actifs et passifs financiers classés dans les instruments détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur. Les gains et les pertes liés aux réévaluations périodiques sont comptabilisés dans le bénéfice net.

La Société a adopté le classement suivant :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie (note 2) ainsi que l'actif et le passif du régime de rémunération différée (note 25) sont classés dans les instruments détenus à des fins de transaction, pour tenir compte des intentions de la direction.
- Les débiteurs (note 4), les travaux en cours, la balance de prix de vente (note 7) et les fonds détenus pour des clients sont classés dans les prêts et créances.
- Les créditeurs et charges à payer, la rémunération à payer, les passifs liés aux intégrations et aux réorganisations (note 9), la dette à long terme, compte non tenu des obligations en vertu de contrats de location-acquisition (note 10), les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 9) et les obligations liées aux fonds des clients sont classés dans les autres passifs.

Les coûts de transaction comprennent essentiellement les frais associés aux services juridiques et comptables et tout autre coût directement attribuable à l'émission des actifs et passifs financiers. Les coûts de transaction sont capitalisés au coût des actifs et des passifs financiers autres que ceux classés dans les instruments détenus à des fins de transaction.

Aux 30 septembre 2009 et 2008, la juste valeur estimative des débiteurs, des travaux en cours, de la balance de prix de vente, des fonds détenus pour des clients, des créiteurs et charges à payer, de la rémunération à payer, des passifs liés aux intégrations, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, de la dette à long terme (exception faite des billets de premier rang en devise américaine) et des obligations liées aux fonds détenus des clients se rapproche de leur valeur comptable respective.

La juste valeur des billets de premier rang non garantis en devise américaine, évaluée en actualisant les flux de trésorerie prévus aux taux actuellement offerts à la Société pour des dettes ayant les mêmes échéances et conditions, est de 116 859 000 \$ au 30 septembre 2009 (201 618 000 \$ au 30 septembre 2008), contre une valeur comptable de 114 061 000 \$ (202 428 000 \$ au 30 septembre 2008) (note 10).

Le tableau suivant résume la juste valeur des instruments de couverture en cours :

		2009	2008
Poste de comptabilisation		\$	\$
Couverture d'investissements nets dans des filiales étrangères autonomes			
Dette de 100 000 \$ US désignée comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses filiales aux États-Unis	Dette à long terme	107 220	—
Dette de 12 000 € désignée comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses filiales en Europe	Dette à long terme	18 823	—
Couvertures de flux de trésorerie liés aux produits futurs			
Contrats de change à terme de 192 660 \$ US pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et le dollar canadien	Autres actifs à court terme	8 303	—
	Autres actifs à long terme	16 148	—
Contrats de change à terme de 62 940 \$ US pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et la roupie indienne	Autres actifs à court terme	1 495	—
	Autres actifs à long terme	488	—
	Autres passifs à long terme	78	—
Contrats de change à terme de 110 315 \$ pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar canadien et la roupie indienne	Charges à payer	2 005	—
	Autres passifs à long terme	7 570	—
Couvertures de flux de trésorerie liés aux billets de premier rang non garantis en devise américaine			
Contrats de change à terme de 107 000 \$ US (192 000 \$ US au 30 septembre 2008)	Autres actifs à long terme	5 736	8 758

La Société estime qu'une tranche d'environ 7 801 000 \$ des gains nets non réalisés cumulés sur l'ensemble des instruments financiers dérivés qui ont été désignés comme couvertures de flux de trésorerie au 30 septembre 2009 sera reclassée en résultat net au cours des 12 prochains mois.

RISQUE DE MARCHÉ (RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT ET RISQUE DE CHANGE)

Le risque de marché englobe plusieurs catégories de risques. La variation des facteurs de risque tels que le risque de taux d'intérêt et le risque de taux de change ont une incidence sur la juste valeur des actifs et passifs financiers.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur une tranche de sa dette à long terme (note 10) et n'a actuellement recours à aucun instrument financier qui réduirait ce risque. Une fluctuation des taux d'intérêt de 50 points de base n'aura pas de répercussions importantes sur le montant actuel des emprunts. Par conséquent, une analyse de sensibilité des effets de telles fluctuations sur le bénéfice net et le résultat étendu n'a pas été fournie.

Risque de change

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est soumise aux risques liés à la fluctuation des taux de change des devises. La Société réduit ce risque principalement avec la dette étrangère et des contrats de change. De temps à autre, la Société a recours à des contrats de change pour couvrir des flux de trésorerie prévus ou des flux de trésorerie contractuels dans d'autres devises que la devise fonctionnelle des filiales de la Société (note 2). Les relations de couverture sont désignées et documentées lors de leur mise en place, et leur efficacité fait l'objet d'appréciations trimestrielles au cours de l'exercice.

La Société est soumise principalement aux risques liés à la fluctuation du dollar américain et de l'euro. Au 30 septembre 2009, la portion de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs, des travaux en cours, des créiteurs et charges à payer, et de la rémunération à payer libellés en dollars américains s'élève à 198 265 000 \$ US, 107 856 000 \$ US, 126 169 000 \$ US, 63 000 000 \$ US et 58 956 000 \$ US, respectivement. De plus, au 30 septembre 2009, la portion de ces mêmes éléments libellés en euros est de 14 292 000 €, 21 144 000 €, 6 124 000 €, 11 230 000 € et 3 386 000 €, respectivement.

Note 27 Instruments financiers (SUITE)

Le tableau qui suit présente la sensibilité du bénéfice net et du résultat étendu de la Société à une appréciation de 10 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien. L'analyse de sensibilité présente l'incidence des éléments monétaires libellés en devises et tient compte d'un ajustement de conversion, à la fin de la période, en fonction d'une variation de 10 % des taux de change. Une dépréciation de 10 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien aurait une incidence égale et inverse sur le bénéfice net et le résultat étendu.

	2009		2008	
	Incidence du dollar américain	Incidence de l'euro	Incidence du dollar américain	Incidence de l'euro
Augmentation du bénéfice net	11 739	938	9 761	906
Augmentation du résultat étendu	79 117	12 409	115 157	12 422

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières aux moments requis ou ne puisse le faire qu'à des coûts excessifs. La Société finance ses activités en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation, l'utilisation de ses facilités de crédit, l'émission de dette et l'émission d'actions. L'un des principaux objectifs financiers de la direction est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant efficacement les actifs, les passifs et les flux de trésorerie.

Au 30 septembre 2009, la Société affichait des créanciers et charges à payer et une rémunération à payer de 306 826 000 \$ et de 165 981 000 \$, respectivement, dus au cours des 12 prochains mois (339 765 000 \$ et 127 151 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2008). La date d'échéance contractuelle de la dette à long terme et de la facilité de crédit renouvelable est présentée à la note 10, les engagements à la note 26 et les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la note 9. Les avantages sociaux futurs sont présentés à la note 25 ; cependant la nature de ces obligations ne permet pas un classement par échéance. Les dates d'échéance des passifs liés aux intégrations varient entre deux et sept ans.

Au 30 septembre 2009, la Société détenait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 343 427 000 \$ (50 134 000 \$ au 30 septembre 2008), des facilités de crédit renouvelables non garanties de 1 359 279 000 \$ et des marges de crédit remboursables à vue de 25 000 000 \$ (note 10) (1 325 665 000 \$ et 25 000 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2008). Compte tenu des liquidités dont la Société dispose, en relation avec les moments auxquels les paiements des obligations sont dus, la direction estime que le risque de liquidité auquel la Société est exposée est faible.

RISQUE DE CRÉDIT

La Société est exposée au risque de crédit, c'est-à-dire le risque qu'un client ne puisse pas régler en entier les montants dus à la Société aux moments requis. Les instruments financiers qui exposent la Société à une concentration du risque de crédit sont composés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs et des travaux en cours.

Les équivalents de trésorerie comprennent principalement des placements à court terme susceptibles d'être réalisés rapidement comme des dépôts sur le marché monétaire (note 3). La Société ne détient pas de papier commercial adossé à des actifs dans ses équivalents de trésorerie. La Société a déposé les équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières de bonne réputation, et la direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

La Société a des débiteurs et des travaux en cours provenant de clients issus de diverses industries, dont les agences gouvernementales, le secteur financier, les télécommunications, le secteur manufacturier et les services publics, qui ne sont pas concentrées dans un secteur géographique en particulier. Ces industries peuvent être touchées par des facteurs économiques pouvant avoir une incidence sur les débiteurs. Toutefois, la direction ne croit pas que la Société soit sujette à un risque de crédit important compte tenu de son bassin vaste et diversifié de clients.

Le tableau ci-dessous présente l'âge des débiteurs en souffrance :

	2009	2008
En règle	267 784	295 751
En souffrance depuis 1 à 30 jours	9 183	45 011
En souffrance depuis 31 à 60 jours	13 086	24 948
En souffrance depuis 61 à 90 jours	4 979	13 695
En souffrance depuis plus de 90 jours	33 737	32 862
	328 769	412 267
Provision pour créances douteuses	(11 122)	(12 870)
	317 647	399 397

La valeur comptable des débiteurs est réduite par une provision et le montant de la perte est reconnu aux états consolidés des résultats dans les coûts des services et frais de vente et d'administration. Lorsque le solde d'un débiteur est considéré comme irrécouvrable, il est porté en réduction de la provision pour créances douteuses. Les recouvrements ultérieurs de montants antérieurement radiés sont portés en réduction des coûts des services et frais de vente et d'administration dans les états consolidés des résultats. Dans l'ensemble, la direction ne croit pas qu'une industrie ou une région géographique en soi représente un risque de crédit important pour la Société.

Note 28 Gestion du risque de capital

La Société est exposée à des risques d'importance variée qui pourraient avoir une incidence sur sa capacité d'atteindre ses objectifs stratégiques de croissance. Les objectifs principaux des politiques et des procédures de gestion des risques de la Société visent à s'assurer que les risques sont correctement identifiés et que le capital est suffisant, compte tenu des risques présents. Les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée sont décrits ci-après.

La Société gère son capital de manière à assurer que les ressources en capital sont suffisantes tout en maximisant le rendement pour les actionnaires en optimisant l'équilibre entre l'endettement et les avoirs. Au 30 septembre 2009, le total du capital géré s'élevait à 2 901 811 000 \$ (2 440 567 000 \$ au 30 septembre 2008). Le capital géré de la Société se compose de dette à long terme, incluant la tranche à court terme (note 10), de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 3) ainsi que des capitaux propres. La Société structure son capital en fonction de la croissance prévue des affaires et de l'évolution de l'environnement économique. Lorsque les besoins en capitaux sont spécifiés, la direction de la Société propose des transactions en capital au Comité de vérification et de gestion des risques et au conseil d'administration de la Société afin d'obtenir leur approbation. La politique de gestion du risque en capital demeure la même qu'au cours des périodes précédentes.

La Société fait un suivi du capital en révisant diverses mesures financières, incluant les suivantes :

- Dette/capitalisation
- Dette nette/capitalisation
- Dette/BAIIA

La dette représente la dette à long terme, incluant la tranche à court terme. La dette nette, la capitalisation et le BAIIA sont des mesures sortant du cadre des PCGR. La dette nette représente la dette (incluant l'incidence de la juste valeur des contrats à terme) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. La capitalisation est définie par les capitaux propres plus la dette. Le BAIIA est calculé à partir du bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts plus les intérêts sur la dette à long terme et la charge d'amortissement. La Société croit que les résultats des ratios internes actuels correspondent aux objectifs de la direction en matière de capital.

La Société est assujettie à des clauses restrictives imposées par des tiers en regard à la facilité de crédit et à ses billets de premier rang non garantis en devise américaine. Pour la facilité de crédit, les ratios sont :

- Le ratio de levier financier, qui est le ratio de la dette totale sur le BAIIA pour les quatre trimestres les plus récents.
- Le ratio de couverture des intérêts et des loyers, qui est le ratio de BAIIL pour les quatre trimestres les plus récents sur le total de la charge d'intérêts et des frais de location d'exploitation pour la même période. Le BAIIL est une mesure sortant du cadre des PCGR et est constitué du BAIIA plus les frais de location.
- La valeur nette minimale requise, où les capitaux propres, déduction faite des ajustements de conversion de devises étrangères inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, ne doivent pas être inférieurs à un seuil spécifié.

Les ratios pour les facilités de crédit sont calculés sur une base consolidée, excluant Innovaposte qui est une coentreprise.

Pour les billets de premier rang non garantis en devise américaine, les ratios sont :

- Le ratio de levier financier, qui est le ratio de la dette totale ajustée pour les frais de location d'exploitation sur le BAIIL pour les quatre trimestres les plus récents.
- Le ratio de couverture des charges fixes, qui est le ratio du BAIIL sur le total de la charge d'intérêts plus les frais de location d'exploitation pour les quatre trimestres les plus récents.
- La valeur nette minimale requise, où les capitaux propres, déduction faite des ajustements de conversion de devises étrangères inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, ne doivent pas être inférieurs à un seuil spécifié.

Les ratios pour les billets de premier rang non garantis en devise américaine sont calculés en se basant sur certaines filiales de la Société qui représentent une partie importante des opérations consolidées de la Société.

La Société se conforme aux clauses restrictives et fait un suivi continu de celles-ci. Les ratios sont aussi revus par le Comité de vérification et de gestion des risques sur une base trimestrielle. La Société n'est soumise à aucune autre exigence en matière de capital imposé par des tiers.

Note 29 Rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et ceux des États-Unis

Les différences importantes entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis qui touchent les états financiers consolidés de la Société sont les suivantes :

	2009	2008 (Retraité — note 2a)	2007 (Retraité — note 2a)
	\$	\$	\$
Rapprochement du bénéfice net :			
Bénéfice net — PCGR du Canada	316 466	293 132	237 294
Ajustements pour :			
Rémunération à base d'actions (i)	(3 759)	(4 127)	—
Bons de souscription (ii)	1 404	(5 721)	1 404
Renversement de provision d'impôts sur les bénéfices (iii)	(517)	(7 452)	—
Autres (iv)	594	216	549
Bénéfice net — PCGR des États-Unis	314 188	276 048	239 247
Bénéfice de base par action — PCGR des États-Unis	1,02	0,87	0,73
Bénéfice dilué par action — PCGR des États-Unis	1,01	0,86	0,72
Bénéfice net — PCGR des États-Unis	314 188	276 048	239 247
Autres éléments du résultat étendu	35 434	64 649	(96 850)
Résultat étendu — PCGR des États-Unis	349 622	340 697	142 397
Rapprochement des capitaux propres :			
Capitaux propres — PCGR du Canada	2 275 254	1 997 001	1 815 559
Ajustements pour :			
Rémunération à base d'actions (ix)	58 411	58 411	58 411
Bons de souscription (ii)	(7 988)	(9 392)	(3 671)
Renversement de provision d'impôts sur les bénéfices (iii)	(7 969)	(7 452)	—
Rémunération non gagnée (v)	(3 694)	(3 694)	(3 694)
Coûts d'intégration (vi)	(6 606)	(6 606)	(6 606)
Écart d'acquisition (vii)	28 078	28 078	28 078
Impôts sur les bénéfices et ajustement pour modification de convention comptable (viii)	9 715	9 715	9 715
Autres (iv)	(5 605)	(3 859)	(4 075)
Capitaux propres — PCGR des États-Unis	2 339 596	2 062 202	1 893 717

(i) Rémunération à base d'actions

Depuis l'exercice 2008, la Société émet des options sur actions avec une période d'acquisition des droits de trois ans et des critères de performance. En vertu des PCGR du Canada, la charge de rémunération pour ce genre d'options a été comptabilisée sur une base linéaire puisque les attributions avec un calendrier d'acquisition graduelle des droits sur les options ont une durée de vie prévue similaire. Selon les PCGR des États-Unis, la méthode de l'acquisition graduelle des droits aux options doit être utilisée. L'ajustement représente la variation de la charge de rémunération entre l'utilisation de la méthode linéaire et la méthode d'acquisition graduelle des droits. Cet ajustement n'a pas d'incidence sur les capitaux propres.

(ii) Bons de souscription

En vertu des PCGR du Canada, la juste valeur des bons de souscription émis relativement à des contrats d'impartition à long terme est comptabilisée dans les coûts liés à des contrats et amortie selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale du contrat. En vertu des PCGR des États-Unis, la juste valeur des instruments de capitaux propres émis a été soustraite du produit initial reçu afin de déterminer les produits. Les ajustements pour 2009, 2008 et 2007 résultent de la contrepassation de l'amortissement des coûts liés à des contrats, déduction faite des impôts sur les bénéfices, considérée comme une réduction du bénéfice net consolidé en vertu des PCGR du Canada.

De plus, l'ajustement de l'exercice 2008 inclut les ententes finales avec les autorités fiscales et l'échéance des délais de prescription de passifs d'impôts des exercices précédents associés à l'émission de bons de souscription qui a entraîné un renversement de passifs d'impôts de 7 125 000 \$ au cours de l'exercice 2008. Le renversement de ce recouvrement a été considéré comme une augmentation du bénéfice consolidé selon les PCGR du Canada.

(iii) Renversement de provision d'impôts sur les bénéfices

Au cours des exercices 2009 et 2008, la Société a renversé des provisions d'impôts sur les bénéfices non récurrents ayant trait à des ententes finales avec les autorités fiscales et l'échéance des délais de prescription des passifs d'impôts des exercices précédents associés aux acquisitions d'entreprises. Le renversement de ces provisions a été considéré comme une augmentation du bénéfice consolidé selon les PCGR du Canada. En vertu des PCGR des États-Unis, l'ajustement a été imputé à l'écart d'acquisition attribuable à l'acquisition.

(iv) Capitalisation des actifs incorporels

Le 1^{er} octobre 2008, la Société a adopté le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels* (note 2a). Cette norme donne de nouvelles indications concernant les coûts pouvant être capitalisés relativement au développement d'actifs incorporels. Selon les PCGR des États-Unis, aucune modification n'a été apportée aux normes relatives à la capitalisation. Cet ajustement est un des éléments inclus au poste « Autres » et correspond à l'incidence nette des coûts ayant été passés en charges ou capitalisés selon les PCGR du Canada pour lesquels le traitement comptable diffère selon les PCGR des États-Unis. Pour les exercices terminés les 30 septembre 2009, 2008 et 2007, l'ajustement au bénéfice net consiste en une diminution de 198 000 \$, 368 000 \$ et 892 000 \$, respectivement. Aux 30 septembre 2009, 2008 et 2007, les capitaux propres ont été augmentés de 2 145 000 \$, 2 341 000 \$ et 2 709 000 \$, respectivement.

(v) Rémunération non gagnée

En vertu des PCGR du Canada, antérieurement au 1^{er} juillet 2001, les options sur actions non acquises qui avaient été accordées à la suite d'un regroupement d'entreprises n'étaient pas enregistrées. L'ajustement tient compte de la valeur intrinsèque des options sur actions non acquises (se reporter à l'alinéa vii) ci-dessous) qui, en vertu des PCGR des États-Unis, aurait été comptabilisée comme composante distincte des capitaux propres. Cette rémunération non gagnée a été amortie sur une durée approximative de trois ans, ce qui représente la période approximative restante d'acquisition des droits sur les options.

(vi) Coûts d'intégration

En vertu des PCGR du Canada, antérieurement au 1^{er} janvier 2001, certains coûts de restructuration liés à l'acheteur pouvaient être constatés dans la répartition du prix d'acquisition lors de la comptabilisation des regroupements d'entreprises, à certaines conditions. En vertu des PCGR des États-Unis, seuls les coûts liés directement aux entreprises acquises peuvent être pris en compte dans la répartition du prix d'acquisition. Cet ajustement représente l'imputation au bénéfice net consolidé, déduction faite de l'amortissement de l'écart d'acquisition de 2001, enregistré à l'égard des PCGR du Canada et déduction faite des impôts sur les bénéfices.

(vii) Écart d'acquisition

L'ajustement des capitaux propres lié à l'écart d'acquisition est principalement le résultat de la différence dans la valeur attribuée aux options sur actions accordées aux employés d'IMRglobal Corp. En vertu des PCGR du Canada, la juste valeur des options sur actions en cours pour lesquelles les droits sont comptabilisée comme partie intégrante du prix d'acquisition à répartir. En vertu des PCGR des États-Unis, la juste valeur des options sur actions accordées à la suite de l'acquisition d'entreprises aurait été enregistrée, que les droits soient acquis ou non. Se reporter à l'alinéa v) pour une analyse plus approfondie de cet élément.

(viii) Impôts sur les bénéfices et ajustements pour modification de convention comptable

Le 1^{er} octobre 1999, la Société a adopté les recommandations du chapitre 3465 du *Manuel de l'ICCA, Impôts sur les bénéfices*. Les recommandations du chapitre 3465 sont similaires aux dispositions du Statement of Financial Accounting Standard (« SFAS ») n° 109, *Accounting for Income Taxes* (désormais l'ASC Topic 740, *Income Taxes*), publié par le Financial Accounting Standards Board (« FASB »). À la suite de la mise en application du chapitre 3465, la Société a enregistré un ajustement pour tenir compte de l'écart entre la valeur attribuée et la valeur fiscale des actifs acquis lors d'un regroupement d'entreprises, ce qui se traduit par des passifs d'impôts futurs. La Société a enregistré ce montant au moyen d'une réduction des bénéfices non répartis, comme partie intégrante de l'ajustement cumulatif. En vertu des PCGR des États-Unis, ce montant aurait été inclus à titre d'augmentation de l'écart d'acquisition.

(ix) Rémunération à base d'actions

En vertu des PCGR du Canada, les coûts de rémunération à base d'actions sont comptabilisés selon la méthode de la juste valeur depuis le 1^{er} octobre 2004. En vertu des PCGR des États-Unis, le SFAS n° 123 (révisé en 2004), *Share-Based Payment* (désormais l'ASC Topic 718, *Compensation — Stock Compensation* publié par le FASB) n'a requis l'application de cette norme que pour les exercices ouverts à compter du 15 juin 2005. L'ajustement de l'exercice 2005 représente la charge comptabilisée aux états consolidés des résultats aux fins des PCGR du Canada pour laquelle aucune charge n'était enregistrée ou requise selon les PCGR des États-Unis. Depuis le 1^{er} octobre 2005, il n'existe aucune différence entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis en ce qui a trait à la rémunération à base d'actions.

(x) Consolidation proportionnelle

Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Selon les PCGR des États-Unis, les entités dans lesquelles la Société détient une participation majoritaire seraient entièrement consolidées, et les entités dans lesquelles elle ne détient pas une participation majoritaire, mais sur lesquelles elle exerce une influence notable, seraient comptabilisées selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Ce traitement aurait entraîné le reclassement des postes des bilans et des états des résultats consolidés aux 30 septembre 2009 et 2008 et pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2009. Cependant, comme les écarts ont été jugés négligeables en ce qui a trait aux coentreprises à participation majoritaire, ils n'ont pas fait l'objet d'une présentation (se reporter à la note 21). Conformément aux pratiques prescrites par la U.S. Securities and Exchange Commission (« SEC ») des États-Unis, la Société a choisi, aux fins de ce rapprochement, de comptabiliser ses participations dans des coentreprises selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

Note 29 Rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et ceux des États-Unis (SUITE)

(xi) Modifications comptables récentes

Le 30 septembre 2009, la Société a adopté les modifications publiées par le FASB relativement à la hiérarchie référentielle des PCGR. Ces modifications établissent que l'*Accounting Standards Codification*™ du FASB (la « codification ») constitue le texte faisant autorité quant aux principes comptables reconnus par le FASB comme ceux devant être appliqués lors de la préparation d'états financiers conformes aux PCGR. Les règles et interprétations de la SEC aux termes des lois fédérales en matière de valeurs mobilières constituent également des textes faisant autorité quant aux PCGR pour les émetteurs assujettis à la SEC. Le FASB ne publiera aucune nouvelle norme sous la forme de documents intitulés Statements, Staff positions ou Emerging Issues Task Force Abstracts. Il émettra plutôt des mises à jour intitulées *Accounting Standards Update*. Ces mises à jour, non référentielles en soi, ne serviront qu'à la mise à jour de la codification. Ni ces modifications ni la codification ne viennent modifier les PCGR. À l'exception de la façon dont les nouvelles lignes directrices comptables y sont mentionnées, l'adoption de ces changements n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

En septembre 2006, le FASB a publié le SFAS n° 157, *Fair Value Measurements* (désormais l'ASC Topic 820, *Fair Value Measurements and Disclosures* publié par le FASB), qui s'applique aux états financiers portant sur les exercices ouverts après le 15 novembre 2007 et sur les périodes intermédiaires comprises dans ces exercices. Le SFAS n° 157 définit la juste valeur, établit un cadre d'évaluation à la juste valeur selon les principes comptables généralement reconnus et étoffe les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur. L'adoption de la SFAS n° 157 par la Société le 1^{er} octobre 2008 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

En février 2007, le FASB a publié le SFAS n° 159, *Fair Value Option for Financial Assets and Liabilities Including an Amendment* du FASB Statement n° 115, qui s'applique aux exercices ouverts après le 15 novembre 2007. Selon le SFAS n° 159, les entités peuvent choisir d'évaluer de nombreux instruments financiers et certains autres éléments à la juste valeur. L'adoption du SFAS n° 159 par la Société le 1^{er} octobre 2008 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

(xii) Modifications comptables futures

En octobre 2009, le FASB a publié l'*Accounting Standards Update* n° 2009-13, *Multiple-Deliverable Revenue Arrangements*, qui modifie l'ASC Topic 605, *Revenue Recognition*, publiée par le FASB, ainsi que le *Update* n° 2009-14, *Certain Revenue Arrangements That Include Software Elements*, qui modifie l'ASC Subtopic 985-605, *Software — Revenue Recognition*, publiée par le FASB (les « mises à jour »). Les mises à jour fournissent des directives sur les arrangements qui comprennent des éléments logiciels, notamment des produits concrets comprenant des composantes logicielles essentielles au fonctionnement du produit concret et qui ne seront plus constatés selon les dispositions sur la constatation des produits tirés de logiciels, ainsi que des produits fonctionnant au moyen de logiciels et qui seront maintenant assujettis à d'autres dispositions pertinentes sur la constatation des produits. Les mises à jour constituent un texte faisant autorité quant aux arrangements en matière de produits relatifs à des livrables multiples auxquels les dispositions sur la constatation des produits tirés de logiciels ne s'appliquent pas. En vertu de cette nouvelle directive, lorsqu'une indication objective relative à un fournisseur précis ou une indication relative à un tiers quant à des livrables dans le cadre d'un arrangement ne peut être déterminée, il est nécessaire d'établir la meilleure estimation du prix de vente afin de séparer les livrables et de répartir la contrepartie liée à l'arrangement au moyen de la méthode du prix de vente relatif. Les mises à jour comprennent également de nouvelles exigences de présentation quant à l'incidence de l'application de la méthode du prix de vente relatif sur le moment et le montant de la constatation des produits. Les mises à jour doivent être adoptées au cours de la même période et selon la même méthode de transition, sont applicables de façon prospective mais peuvent être adoptées de façon rétrospective, et s'appliquent aux arrangements en matière de produits qui ont été conclus ou ont subi des modifications importantes au cours des exercices financiers ouverts après le 15 juin 2010 ou à cette date. L'adoption anticipée est également permise, mais si elle a lieu au cours d'une période intermédiaire, elle nécessite une application rétrospective depuis le début de l'exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces mises à jour sur ses états financiers consolidés.

Renseignements à l'intention des actionnaires

INSCRIPTION BOURSIÈRE

Bourse de Toronto, avril 1992 : GIB.A
Bourse de New York, octobre 1998 : GIB

Nombre d'actions en circulation au
30 septembre 2009 :
267 278 110 actions subalternes classe A
33 608 159 actions classe B

Haut/bas du cours de l'action du
1^{er} octobre 2008 au 30 septembre 2009 :
Bourse de Toronto (\$CAN) : 13,30 / 8,30
Bourse de New York (\$US) : 12,66 / 6,63

Les attestations du chef de la direction et du chef de la direction financière de CGI concernant la qualité de la divulgation financière de la Société selon les exigences réglementaires canadiennes sont déposées sur SEDAR (www.sedar.com). Les attestations similaires selon la Règle 13a-14 de la *Securities Exchange Act of 1934* et de l'article 302 de la *Sarbanes-Oxley Act of 2002* des États-Unis figurent en annexe à notre rapport 40F déposé sur EDGAR (www.sec.gov). La Société a également déposé auprès de la Bourse de New York l'attestation exigée par l'article 303A.12 du *Listed Company Manual*.

Les pratiques de CGI en matière de régie d'entreprise ne diffèrent pas de façon significative de celles qui incombent aux sociétés américaines aux termes des conditions d'inscription à la cote de la Bourse de New York. Ces pratiques sont indiquées dans la Circulaire de la direction

de CGI qui est déposée auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis. Ce document est disponible sur le site de SEDAR au www.sedar.com et sur le site de EDGAR au www.sec.gov, respectivement, ainsi que sur le site de CGI au www.cgi.com.

VÉRIFICATEURS

Deloitte & Touche s.r.l.

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT COMPTABLE DES REGISTRES

Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, Ontario M5J 2Y1
Téléphone : 1 800 564-6253

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'entreprise, des exemplaires de ce rapport ou toute autre information financière, veuillez communiquer avec nous :

Relations avec les investisseurs
Groupe CGI inc.
1130, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H3A 2M8
Canada
Tél. : 514-841-3200

Vous pouvez aussi nous joindre en consultant la section « Investisseurs » de notre site Internet : www.cgi.com.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Le mercredi 27 janvier 2010
à 11 heures
Hôtel Omni Mont-Royal
Saisons A et B
1050, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec)

L'assemblée annuelle des actionnaires de CGI sera diffusée en direct sur Internet à l'adresse : www.cgi.com/investisseurs. Les directives détaillées seront données sur le site de CGI. Les actionnaires désirant voter par téléphone ou sur Internet pourront le faire en suivant les directives contenues dans la Circulaire de la direction de CGI.

Ce rapport annuel est disponible sur notre site Internet : www.cgi.com/investisseurs.

CGI's 2009 annual report is available in English.

